

Unité de recherche : UMR LISST

Document d'autoévaluation

CAMPAGNE D'ÉVALUATION 2019-2020
VAGUE A

1. INFORMATIONS GÉNÉRALES

Nom de l'unité : Laboratoire Interdisciplinaire Solidarités, Sociétés, Territoires (UMR 5193)

Acronyme : LISST

Domaine scientifique : SHS2 Normes, institutions et comportements sociaux ; SHS3 Espace, environnement et sociétés

Sous-domaines scientifiques (dans la nomenclature du Hcéres) par ordre décroissant d'importance :

SHS2_4 Sociologie, démographie ; SHS3_1 Géographie ; SHS3_2 Aménagement et urbanisme ; SHS2_3 Anthropologie et ethnologie

Directrice / directeur pour le contrat en cours : Olivier PLIEZ

Directrice / directeur (ou porteur de projet) pour le prochain contrat : Michael POUZENC

Type de demande :

Renouvellement à l'identique X

Fusion, scission, restructuration

Création ex nihilo

Établissements et organismes de rattachement :

Liste des établissements et organismes tutelles de l'unité de recherche **pour le contrat en cours et pour le prochain contrat.**

Contrat en cours :

- CNRS

- Université de Toulouse 2 Jean Jaurès

- EHESS

- ENSFEA

| Prochain contrat :

| -CNRS

| - Université de Toulouse 2 Jean Jaurès

| - EHESS

| - ENSFEA

Choix de l'évaluation interdisciplinaire de l'unité de recherche (ou d'une ou plusieurs équipes internes) :

Oui

Non X

1. BILAN

1. Présentation de l'unité

1.1. Historique, localisation de l'unité

Le LISST existe depuis le 1^{er} janvier 2007, soit 12 ans, date à laquelle les deux équipes d'origine (CERS-Centre d'études des Rationalités et des Savoirs pour la sociologie, CIEU-Centre Interdisciplinaire d'Etudes Urbaines pour les études urbaines et régionales), fusionnées lors du quadriennal précédent en UMR CIRUS, ont été rejointes par le CAS-Centre d'Anthropologie Sociale pour former une unité de recherche interdisciplinaire à 3 équipes. Le laboratoire a connu une évolution importante depuis le début du nouveau quinquennal (2016-2020), lorsque Dynamiques Rurales a rejoint l'unité en tant que quatrième équipe de recherche. Chacune de ces quatre équipes existe depuis plusieurs décennies (une cinquantaine d'années pour les plus anciennes, une trentaine d'années pour la plus récente), et porte de ce fait des traditions scientifiques durablement inscrites dans le paysage universitaire toulousain.

Le laboratoire bénéficie d'un site unique, à la Maison de la Recherche située sur le campus du Mirail de l'Université Toulouse 2 Jean Jaurès, dans des locaux assez compacts (sur quatre étages) qui facilitent les interactions quotidiennes « de proximité ». Au fil des quinquennaux, les surfaces attribuées au laboratoire dont les effectifs n'ont pas cessé de croître, se sont cependant avérées notoirement insuffisantes, du fait de pratiques de recherche impliquant beaucoup de coordination, et de la présence accrue des doctorants qui disposent d'espaces dédiés dans les locaux de l'unité. Pour autant, la rénovation complète du campus, achevée en 2016, a permis aux enseignants-chercheurs de bénéficier de locaux confortables au sein des UFR et leur fréquentation des locaux de l'unité a clairement diminué durant ce quinquennal faisant d'autant baisser la pression sur les surfaces.

1.2. Structuration de l'unité

Le LISST est une UMR relevant de 4 tutelles scientifiques : l'Université Toulouse 2 Jean Jaurès (qui est aussi tutelle hébergeante) ; le CNRS (et plus particulièrement l'Institut national SHS) ; l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales ; l'Ecole Nationale Supérieure de Formation de l'Enseignement Agricole. L'unité a également un partenaire significatif qui n'est néanmoins pas une tutelle avec l'Institut National Universitaire Jean-François Champollion (INUC) implanté à Albi, où 8 de nos collègues effectuent leur service d'enseignement.

L'unité est entrée depuis 2016 dans une dynamique de restructuration concernant tant ses aspects matériels (évolution des bureaux), scientifiques (refonte des axes interdisciplinaires), qu'organisationnels (gouvernance). Le DU était depuis la création du LISST assisté d'un secrétaire général et de directeurs d'équipe qui avaient aussi fonction de directeur-adjoints. Le passage de trois à quatre équipes conjugué à la baisse constante des personnels d'appui nous a conduits à revoir ce mode d'organisation. En effet, en élargissant sa taille et en se dotant d'une nouvelle tutelle, l'administration du LISST est devenue plus complexe qu'elle ne l'était déjà, nécessitant d'être présents sur de nombreuses scènes locales autant que nationales. Nous avons été particulièrement sensibles à la recommandation émise lors de l'évaluation précédente concernant la spécificité du LISST par rapport aux autres UMR françaises, et l'affichage de son objet de recherche propre.

L'UMR se structure désormais d'une part autour de ses quatre équipes, et d'autre part autour de ses cinq axes de recherche, qui sont des pépinières thématiques transversales. Cette structuration permet d'ancrer la recherche à la fois dans les domaines de reconnaissance et les savoir-faire de chacune des équipes, mais également dans des interactions régulières entre équipes. La direction et tous les personnels d'appui (IT CNRS, EHESS, UT2J) exercent leurs fonctions au niveau de l'UMR, laquelle a donc une double mission, celle de coordonner l'appui à la recherche et celle de mettre en œuvre une politique scientifique au niveau de l'unité.

1.3. Effectifs et moyens

Effectifs

Le LISST rassemblait 85 permanents (Chercheurs CNRS, Enseignants-chercheurs, ITA, y compris les émérites) au 30/06/2014 et 113 permanents au 30/06/2019. Il comptait par ailleurs 96 doctorants au 30/06/2014 et 81 doctorants au 30/06/2019. Ainsi, alors que le nombre de permanents, notamment d'Enseignants-chercheurs, a fortement augmenté, on constate la baisse concomitante du nombre de doctorants inscrits, principalement liée à la baisse du nombre d'inscriptions sans financement.

Tableau 1 : La répartition des membres permanents de l'unité

Statut	2014	2019
Enseignants-Chercheurs	51	71
Chercheurs	14	17
Personnels d'appui	12	10
<i>Dont gestion administrative et financière</i>	6	5
Total	77	103

Si l'on affine ces premiers éléments, il apparaît que l'unité compte désormais 85 enseignants-chercheurs (dont 1 enseignant-chercheur de l'EHESS et 14 émérites), 18 chercheurs CNRS (dont 1 émérite), 1 chercheuse IRD en accueil depuis 2018, soit au total 103 permanents ayant une mission de recherche ainsi que 10 personnels d'appui. Sur le nombre total d'enseignants-chercheurs en activité (71), les $\frac{3}{4}$ (53) appartiennent à l'UT2J, 8 à l'INUC d'Albi, 5 à l'ENSFEA, les autres relevant d'autres établissements du site toulousain. Globalement, les équilibres entre les enseignants-chercheurs des différents établissements demeurent identiques à ceux du quinquennal précédent. Parmi le personnel d'appui, on compte 10 ingénieurs, techniciens et administratifs : 7 sont des agents CNRS, 1 de l'EHESS, 2 de l'UT2J. Ces agents occupent des postes administratifs et de soutien à la gestion (5 ETP), et des postes d'appui scientifique et technique (5 ETP).

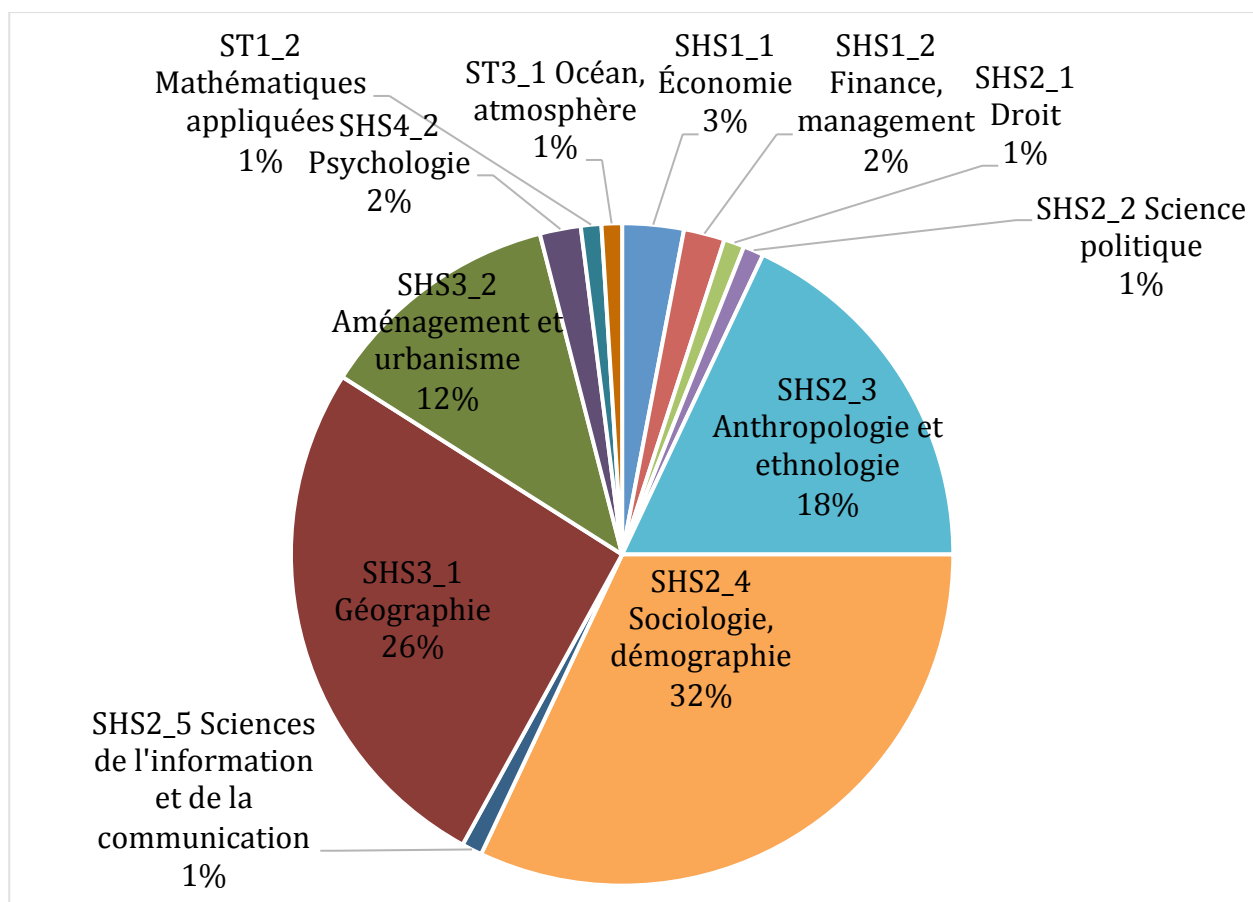
Les ratios entre les différentes catégories de permanents demeurent relativement stables depuis 2014. Ainsi, la part des enseignants-chercheurs passe de 78,5% à 81,7% entre 2014 et 2019 alors que celle des chercheurs décroît peu en valeur relative de 21,5% à 19,3% du fait de l'arrivée de 3 chercheurs. La stabilité apparente des personnels d'appui cache en revanche une situation sensible pour l'unité car si leurs effectifs décroissent de 12 à 10 au 30/06/2019, en revanche, deux départs sont programmés au 01/09/2019.

Les disciplines les plus représentées parmi les permanents ayant une mission de recherche sont la sociologie (32), la géographie (26), l'anthropologie (18) et l'aménagement et l'urbanisme (12).

Les enseignants-chercheurs relèvent majoritairement des sections 19 (Sociologie), 20 (Ethnologie Anthropologie), 23 (Géographie) et 24 (Aménagement et Urbanisme) du CNU qui sont celles des trois équipes qui ont construit le LISST. Pour autant, il n'y a pas de stricte adéquation entre les équipes et les disciplines. Ainsi, géographes et aménageurs se répartissent majoritairement entre les équipes CIEU et Dynamiques Rurales, mais aussi au CERS. A l'inverse, si la majorité des sociologues et des anthropologues sont rattachés respectivement au CERS et au CAS, on trouve des membres relevant de ces disciplines dans les deux autres équipes.

Côté CNRS, les chercheurs relèvent majoritairement des sections 36, 38 et 39 mais aussi des CID CID 52 et CID 53. Là non plus, il n'y a pas de stricte adéquation entre l'équipe et la section puisque deux chercheurs de la 36 et une sociologue IRD sont rattachés au CAS alors que deux chercheurs de la 39 (un anthropologue et une géographe) sont rattachés au CERS. Du fait de ces mobilités externes et internes à l'unité, toutes les équipes comptent désormais au moins un chercheur.

Figure 1 : Ancrages disciplinaires des enseignants-chercheurs et chercheurs du LISST



De plus, avec l'arrivée de l'équipe Dynamiques Rurales mais aussi de recrutements ou de mobilités vers l'unité, on constate qu'un petit nombre de collègues relève d'autres disciplines et sections que celles présentes lors de la création de l'unité : économie (3), psychologie du développement (2), finance et management (2), droit (1), sciences politiques (1), sciences de l'information et de la communication (1), mathématiques appliquées (1) et océan atmosphère (1). Si ces effectifs demeurent faibles, on voit néanmoins que l'élargissement du profil interdisciplinaire de l'unité se conforte.

Moyens financiers

Les finances du LISST augmentent de manière régulière, de l'ordre de 240% sur la durée du quinquennal. Si la dotation attribuée par les tutelles demeure stable, l'arrivée d'une nouvelle équipe a logiquement conduit à l'augmentation de la dotation de l'UT2J en 2016. Dans le même temps, le montant des contrats obtenus (94 depuis 2014 soit 18 contrats en moyenne par an) et des fonds gérés par l'unité a été multiplié par 3. Un indéniable succès qui a pour revers la difficulté croissante à gérer des contrats dans une unité où les effectifs en gestion administrative et financière peinent à être stabilisés.

La croissance démographique de l'UMR a été inégalement accompagnée par ses quatre tutelles du point de vue financier. Alors que les dotations du CNRS, de l'UT2J et de l'EHESS suivent les évolutions démographiques de leurs effectifs affectés à l'unité (exception faite de l'année 2018 où le blocage de l'université s'est accompagné d'une baisse de la dotation), celle de l'ENSFEA (depuis 2016) a progressivement réduit.

Tableau 2 : le budget du LISST (dotations et contrats) entre 2014 et 2018

Année	2014		2015		2016		2017		2018	
Dotation CNRS	32 000 €		33 500 €		32 500 €		32 500 €		34 570 €	
Dotation UT2	62 735 €		62 735 €		87 669 €		87 668 €		65 226 €	
Dotation EHES	9 500 €		9 000 €		9 000 €		6 500 €		6 500 €	
Dotation ENSFEA					4 000 €		3 300 €		2 750 €	
Total dotations LISST	104 235 €		105 235 €		133 169 €		129 968 €		109 046 €	
Contrats	Nbre	Montants gérés	Nbre	Montants gérés	Nbre	Montants gérés	Nbre	Montants gérés	Nbre	Montants gérés
Total contrats LISST	28	278 832 €	31	450 084 €	47	521 027 €	44	561 138 €	47	822 486 €
Total LISST	383 067 €		555 319 €		654 196 €		691 106 €		931 532 €	
Ratio dotations/contrats	27/73		19/81		20/80		19/81		12/88	

Mode de calcul : nombre de contrats gérés dans une année par rapport à la date de début et la date de fin et pour le montant : montant total du contrat / nombre d'années du contrats (ex : contrat du 10/11/2016 au 09/07/2019 de 100 000€ -> contrat géré en 2017+2018+2019 et montant chaque année = 33 333€)

Ceci étant, les dotations des tutelles représentent, selon les années, entre 12 et 27% du budget annuel de l'UMR. Malgré une variabilité annuelle liée à la fin de plusieurs projets ANR et l'obtention d'une nouvelle vague de projets, on constate une stabilité des ressources propres qui sont de 81% par an en moyenne.

La première source de financement est celle des ANR que des membres du LISST obtiennent avec régularité. Elle représente un tiers du budget sur contrat de l'unité. Viennent ensuite les autres financements publics sur appels à projet à hauteur de 23%. L'impact net du PIA (Programme Investissements d'Avenir), déjà perceptible lors du contrat précédent, s'est largement accru, devenant, à partir de 2014, la troisième source de financement des membres de l'UMR. C'est moins le poids financier que le nombre de contrats qui attire l'attention puisqu'ils représentent 43% des contrats obtenus, soit 52 contrats, à travers les appels « nouveaux entrants » et ceux du Labex SMS qui a ainsi pris une importance croissante. Dans un premier temps, la montée en puissance du PRES de Toulouse (aujourd'hui COMUE Toulouse) a conduit à l'obtention de projets financés dans ce cadre entre 2014 et 2017 (date d'arrêt de l'Idex), notamment avec 6 Idex « nouveaux entrants », dont des jeunes recrutés (MCF et de CR CNRS) du laboratoire ont bénéficié. Mais plus globalement, par le biais du Labex, ce sont 46 projets, au montant moyen de 30000€ qui ont permis à un nombre important de petits collectifs de collègues de mener des enquêtes et souvent de financer des CDD et des stages. Ainsi, ce canal de financement a permis de former des étudiants, des doctorants et post-doctorants par leur implication dans les recherches menées au sein de l'unité.

Ce paysage d'ensemble des contrats obtenus par les membres du LISST explique en partie l'absence de dépôt de projets européens durant ce quinquennal. Le renouvellement marqué des effectifs du laboratoire et la jeunesse de ses membres (d'âge ou d'arrivée dans l'unité) les a conduit à privilégier les financements nationaux ou locaux leur permettant d'asseoir des champs de recherche dont certains émergeront probablement comme de futures pépinières de projets européens dans les années à venir.

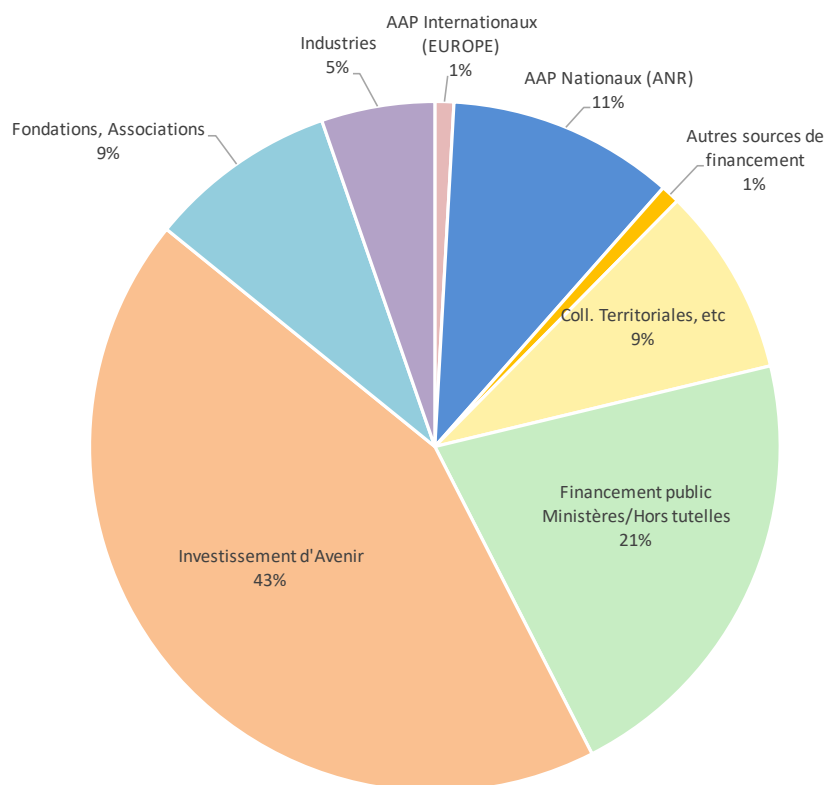


Figure 2 : Part de contrats par type de financeur (en %)

2. Politique scientifique

Le projet scientifique du LISST n'est pas d'ajouter les compétences et thèmes de recherche de ses quatre équipes, mais bien, tout en stimulant les réflexions disciplinaires ou thématiques, de contribuer globalement, dans une perspective interdisciplinaire, à la compréhension des dynamiques des sociétés contemporaines. Sa spécificité réside dans son intérêt dominant pour la recherche empirique sur le social, et l'importance des approches de terrain.

Durant le présent quinquennal, le LISST a affirmé de plus en plus nettement une interdisciplinarité à trois niveaux : en poursuivant au sein de l'unité une transversalité entre les équipes qui le composent, en s'impliquant au niveau des SHS du site toulousain comme le moteur du LABEX « Structurations des Mondes Sociaux », et en mettant en place les conditions d'un dialogue autour d'expériences « d'interdisciplinarités radicales ». On entend par là des interdisciplinarités qui mettent en résonance, sur des problématiques et des objets choisis, un ensemble de connaissances issues à la fois des disciplines relevant et ne relevant pas des SHS. Dans la pratique, la « radicalité » présupposée s'est vite atténuée par un nombre croissant de côtoiements scientifiques à travers des séminaires, des projets de recherche et la formation par la recherche. Elle se poursuit et devrait s'amplifier pendant le prochain quinquennal (voir projet).

Cette interdisciplinarité croissante a des effets réels en termes de constitution d'équipes aux profils plus variés répondant aux appels d'offre, marqués par un renouvellement régulier des thématiques. C'est le cas à propos des recherches sur *la santé*, notamment en sociologie où ces travaux sont installés de longue date en dialogue avec des médecins autour du lien au territoire, de la santé mentale des populations précaires, du vieillissement et du cancer mais aussi en anthropologie autour du thème du vivant, avec l'arrivée d'une CR CNRS. Le renforcement des travaux sur *les réseaux sociaux* a été dynamisé par des recrutements (CNRS et UT2J), son inscription au cœur des activités du Labex SMS et des partenariats pérennes avec l'Institut des Mathématiques de Toulouse, l'Institut de Recherche en Informatique de Toulouse ou le Laboratoire de Génie Chimique. Les recherches sur *l'environnement urbain* sont désormais bien

installées au sein de l'unité depuis une dizaine d'années avec plusieurs appels obtenus (ANR, ADEME, DREAL), fondées sur des collaborations inédites avec Météo France.

Afin de conforter ces pistes de recherche, déjà en gestation lors du quinquennal précédent, une part conséquente des actions entreprises durant ce quinquennal a porté sur la structuration de l'unité aux trois niveaux que constituent l'UMR, ses axes de recherche et ses équipes. Au premier niveau, il s'agissait de poursuivre la dynamique de consolidation de l'unité (Voir 3.ORGANISATION ET VIE DE L'UNITE), au second niveau de renforcer la transversalité de l'unité et au troisième niveau d'intégrer une nouvelle équipe tout en confortant le mode de relations entre les équipes et l'unité. Ainsi, la politique scientifique a été sous-tendue par un effort de réorganisation de la vie de l'unité.

Le LISST, une UMR de recherche en sciences sociales

Le LISST est une unité de recherche fondamentale. Il se caractérise de ce fait par la fréquence des travaux de recherche sur contrat, dans le cadre d'appels à projets de recherche fondamentale mais aussi appliquée. Les actions de recherche fondamentale peuvent être mises en évidence par les publications, le travail scientifique effectué dans les programmes de recherche financés ou les travaux menés en séminaire. Ces recherches conduisent les membres de l'unité à fortement s'engager dans des actions multiples où l'on peut citer les conférences publiques, les interventions auprès d'associations militantes ou de congrès professionnels, les interviews et articles publiés ou diffusés sur différents supports de presse ou l'expertise.

Il faut de ce fait insister sur l'impossible délimitation d'une frontière entre recherche financée de type fondamental et de type appliqué. Dans nombre de domaines en effet, l'accès à l'information, aux sources statistiques, aux dossiers individuels, implique la contractualisation avec une institution publique ou privée (organisme bailleur de l'habitat, établissement de santé, etc.) et donc le montage d'une opération mixte de recherche à la fois appliquée et fondamentale. L'expérience accumulée dans ce domaine est très importante, avec de multiples partenaires publics, et dépasse très largement les bornes chronologiques du rapport quinquennal.

Les axes : une évolution d'un quinquennal à l'autre

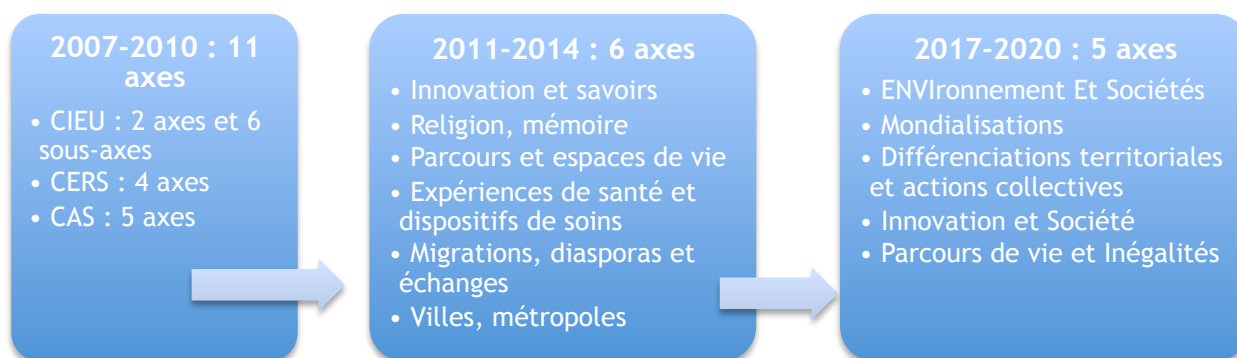
Avec l'évolution des thématiques et des objets de recherche des membres du LISST, de nouvelles volontés de synergies ont émergé qui nous ont conduit à une refonte des axes de l'unité. Les axes constituent dans cet esprit des pépinières thématiques transversales.

De plus, cette volonté rejoignait l'une des recommandations de la précédente évaluation dont nous partageons le constat. Le comité d'experts avait en effet considéré qu'il serait pertinent de redessiner la carte des 6 axes et des 33 thématiques, quitte à opérer certains regroupements. Il convient d'emblée de mettre en perspective l'évolution de ces axes d'un quadriennal (puis d'un quinquennal) à l'autre depuis la création de l'unité en 2007 (voir graphique) afin de saisir les évolutions sensibles progressivement opérées. L'arrivée d'une nouvelle équipe à ce moment-là, le Centre d'Anthropologie Sociale, avait conduit l'unité existante jusque-là, le CIRUS, à donner à chaque équipe une visibilité équivalente dans les axes préexistants. Ainsi, de 2007 à 2010, le LISST est composé d'axes intégrés dans les équipes (2 pour le CIEU, 4 pour le CERS et 5 pour le CAS). Cette dispersion, admise par tous, était alors considérée comme une étape. Dès le quadriennal suivant (2011-2014), 6 axes d'unité distincts des équipes ont ainsi été mis en place. Deux de ces axes étaient la projection directe de recherches menées par un collectif relevant d'une équipe (Religion), voire par l'ensemble de l'équipe (Villes et métropoles), avec l'objectif d'en élargir le périmètre. En revanche, quatre de ces axes étaient des paris fondés sur le renouvellement des effectifs de l'unité et l'arrivée de nouvelles thématiques porteuses de transversalité (Innovation ; Genre, parcours et espaces de vie ; Santé ; Migrations).

La mise en place des quatre axes transversaux s'est accompagnée de la définition d'une orientation scientifique commune. **Une des caractéristiques de la posture scientifique partagée au sein du LISST est en effet l'intérêt porté à des échelles multiples, sans s'arrêter par exemple à une dialectique mettant uniquement en rapport le local et le mondial. Le regard est porté aussi bien sur l'individu, ses pratiques et ses parcours de vie que sur les**

collectifs, institutions ou structures intermédiaires du monde social, ou sur les processus d'échelle mondiale (circulations, innovation...), sur les territoires vécus, comme ceux plus institutionnels qui constituent les cadres d'organisation de l'espace. Les chercheurs du LISST s'intéressent tout particulièrement aux processus qui relient les personnes, leurs réseaux et les petits collectifs à des ensembles plus massifs : émergence de dispositifs numériques de sociabilité, de routes commerciales mondiales, de structures géographiques de l'activité scientifique mondiale, de systèmes économiques locaux, de formes culturelles nouvelles, etc.

Figure 3 : Les axes du LISST : des axes d'équipes aux axes transversaux (2007-2019)



Il est important de préciser qu'une « pause » dans la réorganisation avait été opérée dès la première année du quinquennal précédent dans la mesure où plusieurs des axes du LISST d'alors (1, 2 et 5) ont servi de matrice à la constitution des opérations du Labex SMS et qu'une opération du Labex, prenant la forme d'une enquête longitudinale de 8 ans sur le vieillissement s'inscrivait à l'intersection des axes 3 et 4. Pause fertile au niveau de l'UMR qui a permis de réaliser au niveau du Labex les intentions affirmées dans le rapport d'autoévaluation de 2014. C'est aujourd'hui à travers les productions scientifiques du LISST que l'on peut mesurer que les engagements pris ont été tenus.

Il faut signaler que l'intégration interne aux SHS réalisée au sein du LISST, puis de SMS, a jeté les bases de l'interdisciplinarité plus « radicale » évoquée plus haut : c'est parce que les chercheurs en sciences sociales sont plus à l'aise dans un espace commun dont les bases épistémologiques sont claires qu'ils peuvent plus facilement travailler avec des spécialistes d'autres sciences.

Ce fut par conséquent l'un des premiers chantiers du LISST que de réfléchir collectivement à de nouveaux axes en tirant les enseignements de ce qui avait fonctionné ou pas et en travaillant à l'intégration des nouveaux arrivants de l'équipe Dynamiques Rurales autant que de ceux qui étaient entretemps arrivés dans les trois autres équipes de l'unité. Deux AG ont permis de réunir une large majorité des membres du LISST à l'automne 2016 autour du principe qu'un axe ne devait pas dupliquer ce qui est déjà affiché au niveau des équipes ; que ceux-ci devaient être en nombre réduits afin de bien souligner et visibiliser les dynamiques de recherches transversales ; qu'ils devaient être un lieu de rencontre et d'échange de membres de plusieurs équipes et enfin que si les équipes ont vocation à inclure la majorité des membres de l'unité, les axes, eux, au contraire, visaient à réunir celles et ceux qui avaient des éléments à apporter à un moment donné sur le thème transversal.

Les axes actuels sont : ENVironnement Et Sociétés ; Mondialisations ; Différenciations territoriales et actions collectives ; Innovation et Société ; Parcours de vie et Inégalités. Ils

participent donc pleinement de la politique scientifique de transversalité de l'Unité en établissant des passerelles thématiques entre les membres des équipes de l'Unité. Ils sont animés par un ou plusieurs coordinateurs qui élaborent un calendrier annuel de séminaire et bénéficient d'un budget dédié renouvelé chaque année. Ces séminaires sont régulièrement adossés à d'autres séminaires existants sur le site toulousain afin de ne pas multiplier une offre déjà abondante.

Les équipes, socle de base de l'unité

Le LISST est structuré en 4 équipes plus une cellule de direction et d'appui. Les équipes sont :

- Le Centre d'Anthropologie Sociale (6 Chercheurs ; 9 Enseignants-chercheurs ; 4 Emérites ; 30 Doctorants)
- Le Centre d'Etudes des Rationalités et des Savoirs (6 Chercheurs ; 23 Enseignants-chercheurs ; 5 Emérites ; 17 Doctorants)
- Le Centre Interdisciplinaire d'Etudes Urbaines (2 Chercheurs ; 20 Enseignants-chercheurs, 3 Emérites ; 14 Doctorants)
- Dynamiques Rurales (1 Chercheur ; 19 Enseignants-chercheurs, 3 Emérites ; 20 Doctorants)

Les équipes constituent le socle de base de l'organisation de la vie scientifique et organisationnelle de l'unité. Chaque équipe élabore et anime ses programmes de recherche autour des thématiques et/ou des disciplines qui fédèrent ses membres en les articulant de manière étroite avec la politique de recherche et de formation doctorale de l'Unité. Elle a aussi une dimension opérationnelle : elle agit dans le respect des règles communes de l'Unité et garantit la transparence et la collégialité de la répartition de la dotation (Voir ci-dessous 3. ORGANISATION ET VIE DE L'UNITE et plus loin 5. LES EQUIPES).

Activités de valorisation et de transfert

Comme nombre d'unités en SHS, la recherche fondamentale menée par les membres du LISST est en prise avec la société, ce qui se traduit par un nombre d'interactions très fort avec des partenaires, institutionnels ou non, et un travail de diffusion et de valorisation des connaissances auprès de tous les publics et acteurs du monde social. Les membres du LISST sont donc fortement engagés dans des actions multiples -et impossibles à dénombrer avec précision-, où l'on peut citer les conférences publiques (types Cafés des Savoirs), les interventions auprès d'associations militantes ou de congrès professionnels, les interviews et articles publiés ou diffusés sur différents supports de presse. L'expertise est aussi un domaine d'intervention fréquent des membres du laboratoire, ceci s'exprimant dans des contextes variés (Conseils Scientifiques, expertises ponctuelles). Ces activités très courantes et prenantes ne sont pas suffisamment recensées par les chercheurs qui les perçoivent comme ordinaires et consubstantielles à leurs travaux, mais des efforts continus sont faits pour les inciter à les enregistrer.

Nous soulignerons deux structures désormais bien installées dans le paysage toulousain. Créées par d'anciens docteurs de l'unité, en lien avec les travaux de SMS avec le soutien juridique du service de valorisation de l'Université Jean Jaurès, la société coopérative SCOOOL et la jeune entreprise universitaire « Echelles et Territoires » sont exemplaires d'une politique scientifique où la recherche fondamentale s'articule à une demande sociale. Elles sont à ce titre des interlocuteurs réguliers des activités de recherche de l'UMR où elles bénéficient d'un bureau.

SCOOOL, société coopérative d'intérêt collectif à responsabilité limitée (SCIC) a été créée en 2013 par des chercheurs d'âge et de statuts divers (PAST, chercheurs expérimentés, jeune docteurs), essentiellement issus du LISST-CERS. Cette structure développe des projets en partenariat avec des chercheurs du LISST, d'autres laboratoires en France (recherche sur les entreprises innovantes, sur les parcours de malades atteints du cancer, sur les socio-écosystèmes marins), mais aussi avec d'autres professionnels, notamment dans l'économie sociale et solidaire. Elle leur permet de développer des activités de recherche partenariale dans le domaine des SHS avec le LISST ou l'Université, et d'autres acteurs, publics ou privés. Le soutien du laboratoire lors de la création de l'entreprise a été essentiel, et la signature d'une

convention de valorisation d'une méthode d'enquête (dite des « narrations quantifiées ») décisive pour obtenir le statut de Jeune Entreprise Universitaire.

La Jeune Entreprise Universitaire **Échelles et Territoires** a été créée en mai 2014 par deux docteurs en géographie-aménagement formés au LISST-CIEU afin d'exercer une activité de « recherche, développement en sciences humaines et sociales ». À ce titre, elle est liée par une convention de partenariat et de valorisation au LISST sous-couvert de l'UT2J avec l'objectif d'utiliser des méthodes développées au sein du laboratoire dans le cadre de projets de recherche et de thèses sur la thématique du développement territorial et les dynamiques socio-économiques qui animent les espaces urbains comme ceux réputés moins denses. Cette organisation permet de répondre autant aux sollicitations des acteurs publics en matière d'aménagement du territoire et d'urbanisme (en Cornouailles, en Vendée, dans le Morbihan au niveau de la Région Occitanie, à Toulouse Métropole et dans le Tarn...) que dans le registre des sciences participatives construites entre chercheurs et « non chercheurs » avec la MSH-T et l'Université Fédérale de Toulouse (UFT) et d'établir des relations avec les formations universitaires du site toulousain.

3. Produits et activités de la recherche de l'unité

1.1. Bilan scientifique

Contrats de recherche

Une vision de l'ensemble des contrats obtenus et gérés par l'unité entre 2014 et 2019, même lorsqu'ils ont été obtenus avant cette date, restitue une image plus précise du lien entre les ressources propres et la politique scientifique du LISST dans la mesure où elle l'inscrit dans des dynamiques sur des temps plus longs que ceux du seul quinquennal.

Le flux des contrats de recherche obtenus a été continu depuis 2014, dans une continuité avec la période précédente. Si les contrats européens sont très faiblement présents avec la participation en tant que partenaire au projet H2020 *RURBANAFRICA*, en revanche, le LISST a été partie prenante de 9 ANR dont 5 au titre de coordonateur (EUREQUA, RESOCIT, ETHOPOL, LISTIC, VISA) et 4 au titre de partenaire (MAPUCE, ORIGINES, ARCHIPAL, DEVOTIC). Dans le même temps, 16 financements publics aux montants souvent équivalents aux ANR ont été obtenus auprès de ministères et hors tutelles, auprès d'organismes de santé (IRES - INCA - Inserm) sur les thèmes du cancer, de la santé mentale, handicap, petite enfance, vieillissement), de l'environnement (ADEME, MEDDM, MEEDDAT), de l'aménagement (DREAL), des collectivités territoriales (FEDER, Région) et enfin des associations caritatives et des fondations (ARC, FMR, FRM, FNAP/accueil paysan, Fondation Avenir-GSO-RHEOP/ Santé, FIRAH /enfance, USH/habitat social, GIP Droit et Justice, FMSH/ PREFALC).

Chaque équipe du LISST a obtenu des contrats relevant de la stricte recherche académique, qu'il s'agisse des ANR ou du PIA (Programme Investissements d'Avenir) qui constitue une contribution déterminante en terme de politique scientifique car il a permis de faire travailler ensemble des collègues relevant de différentes équipes de l'unité mais aussi en suscitant des projets en partenariat avec une ou plusieurs autres UMR du LabEx. Si l'on analyse en détail la liste des contrats présentée en annexe 4, on constate que si le CAS tire l'essentiel de ses ressources contractuelles de financements de type académique, en revanche, le CERS et dans une moindre mesure Dynamiques Rurales et le CIEU, se singularisent par la présence notable de financeurs spécifiques : Conseil régional, communautés d'agglomération, services de l'Etat, institutions hospitalières et agences de santé, agence de coopération internationale, etc. Les sommes correspondantes sont parfois très importantes (6 d'entre elles sont supérieures à 100 000€), au point de compter pour un poids cumulé supérieur à celui des financements par ANR ; la fréquence de ce type de financement montre aussi la reconnaissance du laboratoire dans des champs d'expertise spécifiques ainsi que l'attention portée par ses membres à articuler recherche académique et opérationnelle.

Les conséquences de ces diverses pratiques de la recherche contractuelle ont des effets indéniables sur les types de publications de l'unité.

1.2. La production scientifique

Le LISST s'est lancé durant ce quinquennal dans la généralisation de l'outil hal-shs pour la saisie individuelle de la production scientifique (voir : Information scientifique et technique (IST) : l'archive ouverte HAL). Ce mode de saisie a permis de mobiliser l'ensemble des membres de l'unité et d'obtenir un corpus de données bibliographiques plus fin que lors des quinquennaux précédents. Pour autant, il ne saurait être entièrement exhaustif. En revanche, il nous a permis d'affiner la ventilation entre les différentes rubriques de l'annexe 4 qui (hélas ! mais ce n'est sans doute qu'une étape) ne correspondent pas encore exactement à celles des catégories proposées par hal. L'ampleur de la mobilisation des membres du LISST a été telle sur la durée du quinquennal que nous avons fait le choix de ne pas limiter les données présentées à un panel de 20% du total. Un cinquième d'un panel non exhaustif ne nous semblait pas constituer un seuil pertinent afin de donner à voir la diversité de la production scientifique de l'unité. Ces productions et leurs supports de publication couvrent en effet un spectre allant de travaux tirant d'un côté vers les humanités et la littérature et de l'autre vers la modélisation et le traitement de grands corpus de données. Si le premier tableau donne une image d'ensemble de la production scientifique, nous nous attacherons à analyser les contributions scientifiques soumises à évaluation : ouvrages, chapitres d'ouvrages scientifiques et articles de revues à comité de lecture, ainsi que les thèses et HDR. Sont donc exclus de cette analyse les articles sans comité de lecture, les contributions diverses et bien sûr les communications à colloque.

L'idée ici est de centrer le regard sur la production évaluée, en sachant aussi qu'il y a de nombreuses répliquations entre par exemple les communications à colloque et les articles ou chapitres publiés postérieurement. Notre choix permet d'éliminer donc de nombreuses redondances en termes de contenu. Autre caractéristique de notre présentation : elle n'est ventilée ni par équipe ni par axe, là encore pour éliminer les doubles comptes. De nombreuses recherches sont en effet aux frontières de plusieurs thématiques et pourraient être intégrées au bilan de deux, voire trois axes et/ou équipes.

Tableau 3 : Les publications scientifiques du LISST (2014-2019)

Type de production	Total	dont Langues Étrangères (en %)
Articles scientifiques	260	75 (28,8%)
Articles de synthèse/revue bibliographique	34	2 (5,9%)
Autres articles (revues pro ou techniques)	15	
Ouvrages scientifiques	15	5 (33,3%)
Direction d'ouvrages	21	5 (23,8%)
Direction de revues	22	2 (9,1%)
Chapitres d'ouvrage	147	35 (23,8%)
Edition d'actes de colloque	1	
Articles publiés dans des actes	5	2 (40%)
Rapports (recherche / expertise)	7	
Produits de vulgarisation	14	
Produits des activités pédagogiques	23	
Thèses	75	
HDR	6	
Total	564	126

2019* : arrêt de la collecte au 30/04/2019

Ainsi délimité, le nombre de contributions scientifiques évaluées se monte à 543, à répartir naturellement entre les personnels permanents, les doctorants et post-doctorants. On remarquera une structure caractéristique des SHS, avec une prédominance du nombre d'ACL (260), suivi par les chapitres d'ouvrages (147), auxquels s'ajoutent les ouvrages eux-mêmes, entendus au sens large d'ouvrages scientifiques, direction d'ouvrages ou de dossiers de revues (58), dont 15 sont signés en seul auteur.

La montée des articles publiés dans des revues à comité de lecture (ACL) est sensible et régulière depuis deux quinquennaux. Pour le quinquennal précédent (2009-2014) on arrivait à un rapport de 54% d'ACL pour 46% de chapitres. Pour la période de référence de ce quinquennal (2014-2019), on arrive à un rapport de 64% d'ACL pour 36% de chapitres. La manière différente dont ont été constituées ces deux listes de productions joue sans doute dans ce rapport. Il n'en demeure pas moins évident que la publication d'articles dans des revues à comité de lecture se banalise. On peut émettre quelques hypothèses afin d'étayer ce constat : l'attention des membres du LISST sur la nécessité de continuer l'effort de publication dans les revues, dont le signalement et la diffusion des contenus sont notables, au niveau national et international ; le renouvellement des effectifs et le rajeunissement de l'unité ont aussi amené des collègues, IT, enseignants-chercheurs autant que chercheurs, pour lesquels la publication d'ACL est le choix principal de production scientifique ; l'arrivée de collègues au profil interdisciplinaire plus marqué, qu'ils viennent ou non de l'horizon des SHS, pour lesquels les ACL dans des revues à visibilité internationale sont une priorité.

Mais, dans le même temps, il faut aussi réaffirmer l'importance de continuer à publier des analyses souvent plus développées, lesquelles demandent aussi un temps de maturation plus grand, dans des ouvrages, collectifs ou en seul auteur. De ce point de vue, tant en respectant les pratiques caractéristiques des SHS autour des ouvrages qu'en accompagnant la montée de la publication d'articles, nous plaçons pour une stratégie mixte qui, au niveau individuel, permette durablement la publication scientifique sous ces deux formes.

La proportion des langues de publication est aussi un indicateur intéressant. Il apparaît d'abord que si c'est dans la catégorie des ACL que l'on retrouve le plus de publications en langues étrangères (28,8%), celle des chapitres d'ouvrage n'est pas en retrait avec un taux de publications de 23,8% en considérant les données d'ensemble. Nous restreignons donc notre champ aux ACL, directions d'ouvrages, contributions à ouvrages, soit 465 publications. Le français, bien sûr langue dominante, est présent dans 4 écrits sur 5 (79,9%). Parmi les écrits en langue étrangère, l'anglais est la première langue de publication, avec 78% des contributions suivi de loin par l'espagnol (14,5%), les publications dans d'autres langues étant très marginales (portugais, japonais, arabe, italien). Les chercheurs du LISST ont donc une pratique fréquente, et d'évidence appelée à se renforcer à l'avenir, de la publication hors de la sphère francophone et dans des arènes internationales. Maintenir cet effort d'amplification des écrits de nos chercheurs sur la scène internationale demeure l'un des objectifs du laboratoire.

Cette production scientifique est préparée au quotidien par l'investissement dans la réflexion collective, dans des groupes de taille variable. Ces activités sont difficiles à dénombrer de manière exhaustive, compte tenu de la taille de l'unité, de la pluralité des arènes où elles se déroulent, de la reformulation des axes en cours de quinquennal et de la quasi-interruption des activités au printemps 2017. Retenons pour la seule année universitaire 2018-2019 la tenue de 23 séminaires d'axes et 26 d'équipes ainsi que de 8 journées d'études et de 40 séminaires Labex portés par des membres du LISST. Avec plus de 100 rencontres par an, l'unité se positionne au double de la moyenne annuelle du quinquennal précédent. S'y ajoutent les colloques et manifestations internationales, tenues au LISST ou par des membres du LISST chez d'autres partenaires nationaux ou internationaux, qui représentent de leur côté 42 événements scientifiques distincts (contre 21 entre 2011 et 2015).

Les doctorants contribuent de manière substantielle à cette production. Ceux qui ont répondu sont seuls auteurs ou coauteurs de 43 contributions (hors thèses bien entendu), donc impliqués dans 8,5% des articles, ouvrages et chapitres d'ouvrages scientifiques.

4. Présentation de l'écosystème recherche de l'unité

Le LISST adhère à plusieurs réseaux thématiques qui permettent à ses membres de s'inscrire dans des communautés locales autant que nationales ou internationales pour des durées variables. Le GDRI Socio-anthropologie des judaïsmes (2013-2017) a joué ce rôle pendant quelques années. Le LISST est aussi membre depuis l'origine du GIS Genre, créé par le CNRS en 2012 ainsi que du GIS Institut des Amériques - IdA Pôle Sud-Ouest. Il sera à partir de 2019 membre du GIS Religions-Pratiques, Textes, Pouvoirs et du GIS EAFrique. Ces GIS permettent à la fois à l'unité d'être pleinement inscrite -et visible- dans des réseaux nationaux tout en structurant de manière active un réseau local, au niveau des unités SHS du site toulousain.

A côté de cette adhésion à des GIS nationaux labellisés par le CNRS, le LISST est aussi pleinement ancré dans des réseaux relevant du champ des études urbaines. L'Institut de la Ville est une plateforme de coopération qui regroupe les chercheurs de l'Université de Toulouse dont les travaux portent sur la ville et les nouveaux enjeux auxquels elle est confrontée en lien avec les transitions énergétiques et écologiques, économiques et démocratiques. L'IdV développe de ce fait depuis plusieurs années une série d'initiatives, certaines centrées sur le monde académique, d'autres très largement ouvertes sur les mondes professionnels et la cité. L'équipe Le LISST-Cieu en constitue l'un des partenaires scientifiques fondateurs aux côtés de l'INSA Toulouse. L'IdV s'inscrit aujourd'hui dans le tissu local par une double tutelle du PRES Université de Toulouse et de la Communauté Urbaine du Grand Toulouse. Actuellement, le collectif impliqué dans l'IdV poursuit le projet de création d'un GIS « Institut de la Ville » visant à donner un statut à cette plateforme de coopération et à créer un environnement de collaboration durable entre acteurs de la recherche, de la formation, de l'innovation et du transfert travaillant sur ou pour les villes.

Le Réseau français de REcherche sur l'HAbitat et le Logement (REHAL) regroupe l'essentiel des chercheur.es français.es qui travaillent dans le champ du logement et de l'habitat, en sciences humaines et sociales. Il poursuit plusieurs objectifs : animer la recherche en sciences sociales sur les questions d'habitat et de logement, accroître l'insertion de la recherche française dans les réseaux et les débats internationaux, en particulier au sein de l'ENHR (European Network for Housing Research) et renforcer l'interface avec les acteurs de l'habitat. Le REHAL a pris la suite d'une série d'initiatives visant à structurer le champ scientifique portant sur le logement et l'habitat : association loi 1901, puis GDR, puis GIS jusqu'en 2007. Actuellement sans statut juridique, le REHAL bénéficie de financements sur action par le PUCA, la CDC et par des universités qui accueillent ses manifestations, ainsi que du soutien financier récurrent de l'USF (Union Sociale de l'Habitat qui regroupe les bailleurs sociaux) depuis 2014. Depuis 2011, la « tête de réseau » du REHAL a été installée à Toulouse et accueillie au sein du LISST. La structuration du réseau en GIS est actuellement en discussion avec le CNRS.

L'appui à la communauté s'est notamment traduit par l'investissement de membres du LISST dans la Très Grande Infrastructure de Recherche PROGEDO qui a pour mission de développer l'archivage et la réutilisation de données d'enquêtes (analyse secondaire), d'accompagner la réalisation de grandes enquêtes internationales et d'animer une dynamique sur les données d'enquête en SHS. Pour atteindre ses objectifs, la TGIR s'appuie sur des relais locaux au sein des MSH : les plateformes universitaires de données (PUD). A la demande de la MSHS-T, le LISST a activement participé à l'émergence d'une PUD sur le site toulousain (diagnostics, pré-configuration de la PUD, recrutement d'un ingénieur) et à son animation (participation à des journées d'études en 2017 et 2019, participation au conseil scientifique, formation de l'ingénieur). Ces actions permettent à la PUD de mettre en place des formations aux méthodes quantitatives et des opérations de valorisation des catalogues de données, permettant ainsi de renforcer la culture de la donnée auprès des doctorants et chercheurs des unités affiliées à la MSHS-T.

Depuis 2014, quatre ingénieurs du CNRS - parmi lesquels Benoit Tudoux, IE CNRS au LISST - ont créé le réseau métiers Mate-shs : "Méthodes, analyses, terrains, enquêtes en SHS" (<http://mate-shs.cnrs.fr/?rapport-activites-2018>). Cette initiative a pour objectifs de favoriser les échanges autour des méthodes en SHS, de former aux méthodes et outils des métiers de

l'ingénierie en SHS et de légitimer le réseau auprès des institutions en mettant en œuvre différentes actions pour structurer cette communauté. Depuis sa création, des journées du réseau ont lieu annuellement, elles sont consacrées à la vie du réseau et à une thématique scientifique. Le réseau anime un séminaire de méthodologie en ligne (les tuto@mate), qui permet à chacun de se former ou d'échanger sur un outil, une méthode. Enfin, au sein de cette dynamique et afin de favoriser les synergies locales, des groupes locaux ou thématiques ont vu le jour. Ce réseau est aujourd'hui reconnu par l'INSHS et les membres fondateurs ont été lauréats de la médaille de Cristal du CNRS en 2018.

Plusieurs membres de l'unité ont ainsi apporté un soutien, en termes financier, d'administration et de coordination, à deux Actions Nationales de Formation réalisées dans ce cadre, l'une sur l'enquête par questionnaire (ANF Questio en 2017) et l'autre sur la visualisation de données (DataViz en 2018) qui ont permis de réunir sur un même site une quarantaine de stagiaires (doctorants, IT, chercheurs). Le LISST a de fortes expériences dans ce champ en représentations cartographiques et/ou visuelles et en traitements des données spatiales. Les ateliers GEO-VISU avaient été créés pour répondre à une demande croissante de formation et d'échange sur des pratiques visuelles toujours en évolution. Ils sont ouverts bien au-delà du laboratoire à un collectif formé de membres venant de trois laboratoires (UMR PASSAGES, SAGE, GEOGRAPHIE-CITES et de l'IFSTTAR). De part cette ouverture, GEO-VISU est devenu un atelier qui s'intègre aux actions de formation et aux réseaux métiers CFC et Mate-shs.

Enfin, le Labex « Structurations des Mondes Sociaux » continue à assurer une fonction centrale, confortée par son renouvellement pour la période 2019-2024. Comme souligné au début du document, si le Labex SMS s'est en grande partie construit sur un changement d'échelle de pratiques interdisciplinaires expérimentées depuis longtemps au sein du LISST, le démarrage des activités de SMS en 2012 a eu en retour un impact considérable sur l'unité.

Le LISST est en effet fortement investi dans la gouvernance du Labex. Son coordinateur est Michel Grossetti. Sur les 11 opérations de recherche empirique du Labex (2012-2019), 8 sont animées ou co-animées par des membres du Laboratoire. SMS comporte aussi 3 ateliers méthodologiques dans lesquels les membres du LISST sont également investis. Les opérations de recherche ont été redéfinies dans la perspective désormais acquise, de son renouvellement (2019-2024). Au total, sur les 10 opérations de recherche empirique du Labex prévues, 8 sont animées ou co-animées par des membres du Laboratoire et certains ateliers méthodologiques engagés dans la première phase de SMS sont poursuivis alors que 5 nouveaux ateliers seront mis en place. Il faut ajouter à cela l'implication dans l'animation du séminaire « Savoirs, Réseaux, Médiations » et dans l'Atelier « Réseaux sociaux », et dans les deux opérations d'interface avec les mondes sociaux, avec le Laboratoire des Idées et et ComUniTIC.

Au total plus de 10 membres du Laboratoire contribuaient directement à l'animation du Labex jusqu'en 2019 et une vingtaine pour la période à venir, notamment investis dans de nouvelles opérations qui correspondent à des collectifs de recherches formés au sein du LISST durant ce quinquennal voire le précédent. Citons notamment, parmi les initiatives les plus récentes émanant de membres du LISST et ayant pour objectif de fédérer des chercheurs de divers horizons disciplinaires du site toulousain le Groupement d'Intérêt Scientifique « Bébé, Petite Enfance en Contextes » (BECO) et l'Institut des Sciences Complexes. La visée de BECO est d'améliorer les connaissances relatives à la période de la petite enfance et de concevoir une meilleure analyse des vulnérabilités potentielles liées à la période sensible qu'elle constitue dans sa dimension bio-psycho-sociale, tout en précisant les facteurs de protection qui amènent les enfants à se développer de façon harmonieuse. Quant à l'Institut des Sciences Complexes, né de la préparation d'une réponse aux deux appels successifs "Institut Convergence" du Programme d'Investissements d'Avenir, il s'agit d'une initiative interdisciplinaire ayant pour objectif de contribuer au développement de la science et de la pratique des systèmes complexes en proposant une approche plus intégrée entre expérimentations et modèles. Cette initiative se poursuit dans le cadre du LABEX SMS par l'ouverture en juin 2019 d'un séminaire intitulé « Systèmes complexes en sciences sociales ».

Au-delà des projets financés par le Labex (voir rubriques « Produits et activités de la recherche de l'unité » et « Implication de l'unité ou de l'équipe dans la formation par la recherche) qui nourrissent et dynamisent les thématiques de recherche des membres du LISST, la politique de soutien aux jeunes chercheurs menée par SMS a eu un impact direct sur le Laboratoire. 2 chercheurs post-doc du Labex ayant bénéficié d'un contrat de recherche d'un an ont obtenu un poste statutaire et rejoint le LISST comme MCF de sociologie et CR2 CNRS, section 39. Des docteurs de l'unité, bénéficiaires de contrats de recherche du Labex (post-doctorants, CDU, assistant.e.s de recherche des projets CDD SMS) ont par la suite été recrutés ou ont poursuivi en post-doctorat ailleurs (2 MCF à Bordeaux et Rennes ; 1 CR CNRS, section 39 ; 1 Dirp EPHE et deux post-doc (ERC et ANR).

5. Formation par la recherche

Les Masters, comme la préparation des doctorats et le soutien à leurs missions, s'effectuent pour l'essentiel au niveau des équipes du LISST. On trouvera par conséquent dans chaque présentation d'équipe des éléments d'information sur la formation par la recherche. Nous relèverons quelques éléments d'ensemble au niveau de l'unité.

1.1. Les masters et l'accès au doctorat

Les formations de master sont évidemment structurantes pour l'accès au doctorat. Le LISST est partie prenante de 7 masters, dont 6 à Toulouse ou Foix (UT2J) et 1 à Albi (INUC). Parmi ceux-ci, 2 ont depuis longtemps vocation à préparer au parcours de thèse (le master d'Anthropologie Sociale et Historique et Recherches et Etudes Sociologiques) et 2 autres proposent un parcours finalisé avec une orientation recherche (Master Urbanisme et aménagement, Master Gestion des territoires et développement local). Les équipes peuvent aussi se retrouver dans des formations communes, comme le CERS et le CIEU dans le Master Gestion des territoires et développement local (INUC Albi) et Dynamiques Rurales et le CIEU dans le parcours APTER du Master Urbanisme et aménagement.

On constate que les voies d'accès au doctorat de notre Université se diversifient considérablement, du point de vue des filières de formation mais aussi de la provenance géographique des candidats. Les procédures de recrutement des CDU ont de ce fait beaucoup évolué, y compris au sein de nos Ecoles Doctorales, et laissent beaucoup plus de place à des appels à candidatures externes. Le LISST est en effet autorisé à présenter 4 candidats qui sont auditionnés et choisis par la Commission de l'Ecole Doctorale. Il importe donc de présenter celles et ceux qui présentent les projets les plus aboutis. En fonction de la formation et du projet de l'étudiant, les liens avec le laboratoire peuvent s'établir dès le master, par l'assistance par exemple à des séminaires de recherche (parfois intégrés au cursus de formation), des stages dans l'unité, ou bien sûr l'encadrement du mémoire par un EC ou un C du LISST. Les financements nouveaux (type CD Labex, ou de thèses financées sur des programmes de recherche) impliquent le plus souvent des appels à candidatures larges, avec des conséquences en termes de recrutement de thésards.

Pour les étudiants étrangers, soit 17% des effectifs, se maintient une présence de doctorants issus de régions du monde qui ont de forts liens avec la France ou une longue habitude de recherche avec le site toulousain (Afrique de l'Ouest, Maghreb, Amérique latine, Liban, Vietnam) dont un doctorant guinéen bénéficiaire d'un CDU et une doctorante tunisienne d'un CD de l'U. Fédérale (UFT) et plusieurs d'entre eux boursiers de leur gouvernement et/ou déjà titulaires de l'enseignement supérieur ; mais il y a toutefois une grande diversité des origines et des financements, avec par exemple deux doctorantes chinoises financées par le Chinese Scholarship Council.

Le lien entre les doctorants et leur équipe de rattachement au sein de l'UMR est structurant. C'est à ce niveau que se fait la formation disciplinaire et l'inscription des projets de thèse dans une filière reconnue par les sections du CNU. Nous garantissons par là la lisibilité des parcours des docteurs, et essayons de faciliter leur insertion dans des communautés disciplinaires qui gardent toute leur importance dans l'accès aux carrières académiques. Les trois mentions de thèse dominantes au LISST sont : Anthropologie Sociale et Historique (section 20 du CNU),

Géographie-Aménagement (sections 23 et 24), Sociologie (section 19), toutes intégrées à l'Ecole Doctorale TESC (Temps Espaces Sociétés Cultures) de l'Université Toulouse Jean Jaurès. Notons qu'à la suite de l'intégration de psychologues du développement dans une équipe du LISST, 9 doctorants relèvent ou ont relevé, depuis peu, de la mention Psychologie et donc de l'Ecole Doctorale CLESCO (Comportement, Langage, Education, Socialisation, Cognition).

1.2. L'importance croissante du financement des thèses

La population doctorale du LISST baisse de manière significative depuis deux quinquennaux : de 115 doctorants en 2009, à 94 doctorats dans l'unité en 2014-2015 et 81 en 2018-2019 (y compris l'arrivée de Dynamiques Rurales). Un faisceau d'explications peut être avancé : des soutenances régulières ; des étudiants qui se lancent moins fréquemment dans des projets de thèse non-financés ; les encadrants comme les directeurs d'équipe se posent désormais systématiquement la question des moyens d'existence du candidat à l'entrée en doctorat.

Tableau 4 : Nombre de doctorants par équipe sur la période quinquennale

Equipe	Nombre total de doctorants inscrits 2014-2019	Thèses financées
CAS	60 (dont 20 soutenues durant la période)	15 (25%)
CERS	52 (dont 24 soutenues durant la période)	31 (60%)
CIEU	49 (dont 19 soutenues durant la période)	31 (63%)
Dynamiques Rurales	37 (dont 12 soutenues durant la période)	27 (73%)
Total	198 (dont 75 soutenues durant la période)	104 (53%)

De ce point de vue, le LISST présente le bilan suivant. Sur les 198 doctorants formés par l'unité entre 2014 et 2019, 104, soit 53%, ont bénéficié d'un contrat spécifique au doctorat, une moyenne qui cache des disparités entre les équipes puisque celle-ci s'établit à 25% au CAS alors qu'elle est de 60 à 73% dans les trois autres équipes. Sur les 75 docteurs ayant soutenu depuis 2014, 46 avaient bénéficié en cours de thèse d'un financement, soit 61%, en forte croissance depuis le quinquennal précédent où cette proportion s'établissait à plus de 40% ; cela constitue une proportion importante pour les SHS, d'autant que suivant les thématiques choisies, les possibilités d'obtenir un financement sont très variables.

Tout en faisant des efforts très importants pour augmenter le nombre de thèses à financement pérenne, le laboratoire continue toutefois à ne pas être favorable au passage à un système où seule l'obtention d'une bourse ou d'un CDU conditionnerait l'inscription en thèse. Ceci pour trois raisons : d'abord notre expérience, qui montre que certains excellents parcours doctoraux, qui ont d'ailleurs abouti à des recrutements récents dans l'enseignement supérieur, ont été le fait d'étudiants non financés au départ. Puis la politique du laboratoire, qui implique beaucoup les doctorants dans les activités collectives, indépendamment de leur statut, ce qui permet de "muscler" leur bilan scientifique et de les former au travail en équipe. Mais surtout, la forte activité contractuelle du LISST ouvre la porte régulièrement à des contrats de travail liés à des programmes de recherche, source de financement non négligeable pour des doctorants. De ce point de vue, la proximité entre le LISST et le Labex a permis de développer les CDD à un niveau non négligeable. Enfin, il apparaît que près de la moitié des non financés sont inscrits par des membres du CAS, lequel, après plusieurs années de départ à la retraite lors du quinquennal précédent, connaît une nouvelle dynamique. On peut donc considérer ce phénomène comme la manifestation d'une étape nouvelle de la structuration de la formation par la recherche en anthropologie à Toulouse qui n'a pas vocation à devenir pérenne.

Nous restons donc attentifs aux multiples situations intermédiaires qui peuvent permettre l'émergence de très bonnes recherches. Etant en prise sur le monde social, nos travaux attirent aussi assez régulièrement des professionnels qui font le pari d'un doctorat en sus de leur carrière, parfois en aménageant leur temps de travail (mise en congé temporaire pour études, droit à la formation, etc.). Nous souhaitons vivement que toutes les possibilités restent ouvertes, et que nos étudiants non-financés à l'entrée en thèse ne restent pas à la porte du laboratoire s'ils ont un projet de qualité. Ces doctorants non-financés ont d'ailleurs un accès égal

aux diverses aides mises en place par le laboratoire et l'UT2J (soutien à la mobilité, à l'installation, etc.).

La durée moyenne des thèses soutenues a été exactement de 5 ans, confirmant ainsi ce qui était une nouveauté lors du quinquennal précédent. Plus intéressant sans doute que ce seul chiffre, on voit que la distribution de la durée est nettement centrée sur 5 ans (29 soutenances, soit 1/3 des thèses soutenues), ce qui laisse penser qu'il s'agit désormais d'une limite à laquelle s'astreignent les doctorants et que 3 thèses sur 4 ont été soutenues entre 4 et 6 ans entre 2014 et 2018 alors que 2 thèses sur 3 l'étaient entre 4 et 7 ans entre 2009 et 2014.

Enfin, l'analyse du devenir professionnel des doctorants ayant soutenu depuis 2014 démontre que l'emploi dans la recherche publique est important : 10 docteurs sont titulaires de la fonction publique en qualité de chercheur, enseignant-chercheur, ingénieur de recherche en France, 8 docteurs étrangers ont obtenu un poste dans leur pays d'origine, 13 docteurs ont un contrat temporaire (post-doc ou ATER). On voit que 31 docteurs (41% des situations connues) travaillent dans la recherche publique. Les emplois hors-recherche sont au nombre de 12 ; chiffre difficile à interpréter car certaines situations professionnelles étaient stabilisées avant le doctorat (cas de thèses de "professionnels"). Nous n'avons pas d'information sur le devenir de 25 de nos docteurs (un tiers de la population). Il ne nous appartient pas d'évaluer ce bilan mais de souligner que la préoccupation du devenir de nos docteurs est fortement présente dans l'unité.

6. Faits marquants

La mission scientifique du LISST est de rassembler des collègues mettant en œuvre des problématiques autour d'objets scientifiques communs selon divers angles disciplinaires et méthodologiques. Les faits marquants présentés ci-dessous ont été sélectionnés parce qu'ils illustrent de manière particulièrement forte cet objectif et reflètent l'attachement du LISST à se positionner dans le champ académique tout en étant attaché à la formation autant qu'à la valorisation des recherches menées.

ECOLE THEMATIQUE DU CNRS « ANALYSE DE RESEAUX ET COMPLEXITE » (AR COMPLEX), CARGESE (2018)

L'objectif de l'école thématique était de participer à la formation de chercheur-es, doctorant-es et ingénieur-es de disciplines variées souhaitant se former à l'analyse de réseaux. Cette école était pluridisciplinaire, avec un centrage sur les sciences sociales et une ouverture spécifique sur les autres disciplines. Elle était un prolongement d'une série d'écoles (également organisées par le LISST) qui avaient mis l'accent sur l'analyse des réseaux dans diverses disciplines des SHS et qui se proposait d'insister cette fois sur les disciplines de la complexité telles que l'informatique, la statistique, la géomatique, dans le but de favoriser échanges et discussions entre toutes les disciplines abordant cette thématique de recherche.

Avec 94 participant-es au total, l'école a réuni 29 intervenant-es, 2 organisatrices et 63 stagiaires retenus suite aux 83 candidatures reçues. L'école a attiré des stagiaires débutants comme avancés sur la thématique de l'analyse des réseaux.

Ils ont suivi un programme qui comportait 7 à 8 heures de cours par jour avec des conférences thématiques le matin et deux séries d'ateliers l'après-midi : ateliers de mise en pratique et ateliers de présentation des travaux. Les conférences du matin étaient destinées à favoriser les échanges théoriques entre disciplines des SHS et autres disciplines autour de questions centrales en analyse de réseaux : les sources, les communautés, la dynamique et la complexité. Elles réunissaient systématiquement des spécialistes des SHS et des sciences complexes. Les 20 ateliers de mise en pratique étaient organisés graduellement : la construction des données, la collecte, les logiciels, l'analyse et enfin l'analyse approfondie. Par ailleurs, les 63 stagiaires ont présenté leurs travaux qui ont été discutés par les intervenant-es.

Cette école a été l'occasion pour les membres du LISST spécialistes de l'analyse de réseaux qui l'organisaient et/ou y intervenaient de transmettre leurs compétences tant théoriques que méthodologiques sur cette thématique, ainsi que de réunir pour cette occasion les meilleurs spécialistes français en vue d'échanges et de discussions scientifiques autour de ce domaine de recherche pluridisciplinaire et en pleine évolution.

LE COLLECTIF DU LISST MOBILISE AUTOUR DE LA THEMATIQUE VILLE-ENVIRONNEMENT-CLIMAT a continué sa structuration et ses activités autour essentiellement de deux opérations importantes :

Le projet ANR EUREQUA « Evaluation mUltidisciplinaire et Requalification Environnementale des QUartiers » (2012-2017) est un projet de recherche financé par l'ANR dans le cadre de l'AAP Bâtiments et villes durables 2011, piloté par le LISST dans le cadre d'un consortium regroupant des laboratoires de recherche (LISST, CNRM, IFSTTAR, CEREAs, LATTs, LPED et LRA) et des partenaires institutionnels (IAU-IdF et Ateliers Yves Lion). L'objectif des chercheurs est de faire émerger une conception interdisciplinaire de la qualité environnementale du cadre de vie qui articule une réflexion renouvelée sur la matérialité de l'environnement urbain avec des approches sensible et sociale de la relation à l'environnement. Le projet adopte une approche méthodologique originale associant enquêtes sociales, mesures et modélisation, qui s'appuie sur une équipe pluridisciplinaire associant géographes, sociologues, physiciens de l'atmosphère, acousticiens et architectes, en collaboration avec des responsables du cadre de vie urbain. Eurequa a permis aux chercheurs du LISST de pousser un peu plus loin l'interdisciplinarité radicale mise en œuvre dans les précédents projets, notamment le programme du PIRVE (2008-2009), d'une part en élargissant le périmètre des partenaires au delà des climatologues du CNRM (Météofrance), et d'autre part en travaillant à la co-construction des questions et des méthodologies de recherche de manière plus intégrée. Un temps fort du projet fut l'organisation en février 2017 d'un colloque international intitulé « Qualité environnementale urbaine : approches interdisciplinaires et participatives » qui a réuni 150 participants et des intervenants en provenance de France, du Canada, de la Norvège, du Royaume-Uni, de l'Espagne et des Pays-Bas. Au delà de la valorisation des résultats du projet, l'objectif était de convier des chercheurs travaillant sur la qualité environnementale du cadre de vie avec des perspectives proches de celles mises en œuvre dans Eurequa, à savoir : des approches interdisciplinaires radicales à l'interface des SHS et des autres grands domaines scientifiques ; un souci d'opérationnalisation de la recherche au service de l'action publique locale ; et un réel intérêt pour les approches participatives. Des tables rondes ont été dédiées aux échanges et aux croisements d'expériences entre chercheurs et acteurs de la fabrique urbaine.

Le projet ANR MAPUCE (2014-2019) : « Modélisation Appliquée et droit de l'Urbanisme : Climat urbain et Énergie » est un projet de recherche interdisciplinaire financé par l'ANR dans le cadre de l'AAP Bâtiments et villes durables 2013. Co-piloté par le CNRM et le LISST, il regroupe les laboratoires LABSTTIC, LATTs, LIENSs et LIEU, ainsi qu'un partenaire institutionnel, la FNAU. Cette recherche vise à améliorer les démarches d'intégration des enjeux climatiques dans les politiques urbaines. Les chercheurs se sont attachés pour cela à obtenir, à partir de simulations numériques, des données quantitatives de microclimat urbain, climat et énergie pour toutes villes françaises, et ce jusqu'à l'échelle des quartiers, puis à définir une méthodologie pour intégrer ces données dans les documents d'urbanisme. Le projet comporte deux volets dans lesquels le LISST s'est fortement impliqué : un premier centré sur la production de données urbaines et d'outils de transfert, et un second consacré à l'analyse du cadre réglementaire, des outils d'urbanisme, des systèmes de gouvernance et des pratiques professionnelles. Un moment important du projet fut l'organisation par le LISST d'une session spéciale lors du colloque « Cities and Climate Change Science Conference » organisé par le GIEC à Edmonton (Canada) en mars 2018. Intitulée « Initiating Climate Awareness in Urban Planning Practices Through Participatory Action Research ». Cette session visait à mettre en perspective les expériences de plusieurs villes (Arnhem aux Pays-Bas, Hong Kong, Salvador du Brésil, Toulouse et Tunis) en matière de mise à l'agenda public de l'enjeu climatique dans les politiques urbaines. La session a mobilisé un auditoire international d'une quarantaine de chercheurs et d'acteurs urbains, intéressés par l'échange des bonnes pratiques et le débat sur les freins et les leviers d'une meilleure intégration des enjeux climatiques dans la planification et l'aménagement urbains.

GEOCOMPOSTELLE, PATRIMOINE ET NUMERIQUE

GéoCompostelle est un programme de recherche qui bénéficie d'un financement de la région Occitanie dans le cadre de son appel à projets Readynov (2017) qui soutient les projets collaboratifs innovants entre entreprises et laboratoires de recherche. Membre d'un consortium

regroupant deux entreprises du numérique (Makina Corpus - spécialisée dans les logiciels libres, la cartographie, les données massives de mobilité, l'aménagement numérique du territoire - et Autonomens) et l'Agence des chemins de Compostelle, le LISST apporte son expertise pour la création d'une plateforme collaborative destinée à favoriser la gestion (en priorité les 78 composantes du bien culturel inscrit sur la Liste du patrimoine mondial) et à la valorisation des Chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle sur l'ensemble du territoire français.

Cette recherche impliquée qui mobilise les compétences transversales de l'unité (enquêtes et analyse de données de terrain, géomatique) a favorisé l'organisation d'un colloque international du 25 au 27 octobre 2018 à l'occasion du 20^{ème} anniversaire de l'inscription au patrimoine mondial (le 2 décembre 1998) des « Chemins de Saint-Jacques de Compostelle en France ». Co-organisé avec l'UMR Framespa, la Préfecture de Région Occitanie, les Régions Occitanie et Galice (Espagne) et plusieurs collectivités territoriales, ce colloque pluridisciplinaire intitulé « *Patrimoine, Territoires, Historicités* » a proposé une approche originale délaissant le pèlerin ou l'art religieux médiéval pour explorer le phénomène actuel lié à ces chemins qui n'ont de cesse de se réinventer et de constituer une opportunité de développement humain et pour les territoires.

En privilégiant le croisement des disciplines (géographie, aménagement, anthropologie, ethnologie, sociologie, histoire, histoire de l'art, archéologie et sciences de la communication et de l'information), en mobilisant les réflexions de grands témoins - tel que le géographe Guy Di Méo - et les contributions de plus de 100 intervenants (chercheurs venus de toute la France, d'Espagne, d'Italie, de République Tchèque, d'Israël et du Canada, élus locaux, socio-professionnels ou membre du tissu associatif), ces rencontres ont permis de cerner les contours de cette revitalisation contemporaine des itinéraires jacquaires. Les analyses proposées ont notamment traité des enjeux liés à la gouvernance du bien culturel et de la prise en compte des reconnaissances internationales dans les politiques publiques de développement culturel et touristique des territoires. Enfin, ce colloque a constitué un lieu d'échange mais également un terrain fertile pour éprouver et élargir des hypothèses de recherche initialement formulées en 2017.

EXPOSITION « VIES D'ORDURES » AU MUCEM

En montrant les façons dont, tout autour de la Méditerranée, nos restes sont collectés, triés, réparés, transformés, l'exposition « Vies d'ordures » dessine un monde d'échanges où nos déchets s'avèrent être bien davantage que de simples rebuts. 450 objets, films, cartes, maquettes dévoilent une économie mal connue. Du questionnement initial à l'ouverture au public, trois ans d'aventure collective ont été nécessaires pour construire ces « Vies d'ordures ». Trois ans de débats, de lente élaboration du propos et de sélection de ses « expôts », où, pour penser notre relation aux déchets, furent mis à contribution des chercheurs, des muséographes et surtout ceux qui en font l'expérience quotidienne, de l'éboueur à l'ingénieur, du récupérateur de rue à l'artisan ou à l'industriel recycleur, précieux et indispensables guides.

C'est ainsi que le grand plateau d'exposition du Mucem a accueilli entre mars et août 2017, un parcours consacré à l'économie des déchets en Méditerranée, ses rivages et ses villes. Orchestrée par le département Recherche du Mucem, la constitution du fonds d'exposition s'est appuyée sur une campagne « enquêtes-collectes », réalisées en Turquie, en Albanie, en Égypte, en Italie, en Tunisie, au Maroc ou dans le Sud-est de la France entre 2014 et 2016, et fait inédit dans un projet d'exposition ethnographique, sur l'association étroite et très en amont entre direction scientifique et direction artistique (cf. Lettre de l'InSHS n°50)

Le LISST, par l'intermédiaire de Yann Philippe Tastevin, a défendu un commissariat d'exposition ancré dans cet héritage du musée « réflexif » et « investigateur », mais singulier aussi par sa méthode de travail. Des séminaires de recherche en partenariat avec le Mucem et l'Ehess, ont ainsi précédé et accompagné l'élaboration du programme, tandis que les premiers terrains identifiés faisaient l'objet d'enquêtes pluridisciplinaires et itératives. Cette expérience collective a donné lieu à la publication d'un catalogue, mais surtout à un numéro double de la revue *Techniques & Culture*. « Réparer le monde » rassemble ainsi 50 contributions provenant de 16 pays dont une bonne part est accessible en version bilingue. Autre signe d'ouverture, les

cartes inédites de l'exposition, toutes conçues au sein du LISST, ont eu un retentissement dans la presse. Parce que peu de représentations des circulations internationales des déchets existent, elles ont été largement reprises et diffusées.

129195 visiteurs auront parcouru ces « Vies d'ordures » au Mucem. Mais l'histoire de cette exposition recherche n'est pas encore achevée. Des morceaux choisis ont été exposés en 2018 à Toulouse dans les *Kiosques* du Museum d'Histoire Naturelle, ou encore à l'occasion de la sixième édition du *Forum du CNRS*, « Que reste-t-il à découvrir ? ». Et l'exposition doit circuler en 2019-2020 dans le réseau national des Maisons des sciences de l'Homme.

Cette visibilité nouvelle et parfois surprenante est, enfin, à l'origine d'un rapprochement entre plusieurs laboratoires toulousains. Depuis un peu plus d'un an, le LISST, le LGC, et l'IRIT unissent leurs compétences pour travailler de façon interdisciplinaire sur les questions liées à ce que l'on appelle désormais « mine urbaine ». Un projet, portant sur les enjeux sociaux et technologiques du retour des déchets d'équipement électrique et électronique (DEEE) dans une économie globale, sera déposé en 2019 dans le cadre des appels d'offre ANR.

ETHOPOL

Entre 2014 et 2019 le programme ANR Jeunes Chercheurs ETHOPOL, porté par Sébastien Roux, a réuni 5 chercheur·e·s pour penser ensemble la diversité des formes de régulation familiale et leurs effets subjectifs. Interdisciplinaire, ETHOPOL s'est situé à la croisée de la sociologie, de l'anthropologie et des sciences politiques pour apporter un éclairage novateur sur des questions contemporaines : réformes de l'adoption internationale, débats autour de la GPA, tests de paternité, évolution du droit familial, etc. Les membres du collectif ont conduit des enquêtes originales sur des terrains diversifiés (France, États-Unis, Canada, Éthiopie, Vietnam, Italie...) pour saisir empiriquement la régulation institutionnelle de l'intimité et les modalités qui font de la famille, moins qu'une évidence, un objet historique et une priorité politique. Tourné vers l'international, le programme a organisé trois colloques à Toulouse, deux à Berlin (en partenariat avec l'Université Humboldt), et conduit un atelier du CNRS réunissant près d'une cinquantaine de chercheurs français et étrangers. Plusieurs numéros spéciaux de revues sont parus ou en cours de parution, en français et en anglais (*Ethnologie française* ; *Genèses* ; *French Politics, Culture & Society* ; *le journal des anthropologues* ; *Genre, sexualité et société...*). Un livre collectif doit paraître en 2019 (aux PUF, collection « La vie des idées ») et des ouvrages en nom propre sont attendus pour 2020. Le collectif anime également un carnet *hypothèses* (environ 2000 visites mensuelles) et une collection HAL-SHS dédiée, pour renforcer la visibilité des recherches conduites au sein de l'unité et développer le dialogue avec les univers non-académiques. Ainsi, tout en défendant une proposition théorique forte et singulière, Ethopol a noué des possibilités d'échanges diversifiés, portant une vision des sciences sociales où l'exigence scientifique sert la critique du temps présent.

QUAND LES MIGRANTS ARRIVENT EN VILLE. POLITIQUES ET PRATIQUES DE L'HOSPITALITE ET DE LA CITOYENNETE

En choisissant de traiter lors de cette 9^{ème} édition (mai 2016) des « rencontres franco-italiennes de géographie sociale » des migrations internationales, sous l'angle de l'hospitalité et de la citoyenneté, les organisateurs (Stéphanie Lima, Bénédicte Michalon, Julie Picard, David Lagarde) ont proposé d'aller à l'encontre des présupposés contemporains sur les flux migratoires à destination de l'Europe, en interrogeant en particulier les modalités de l'accueil et du non accueil au niveau local. En retenant le prisme de la ville comme ressource et lieu spécifique pour les différents acteurs concernés, des migrants aux institutions en passant par les associations, il s'agissait de souligner la diversité des espaces urbains concernés par l'arrivée des migrant-es. Les communications présentées ont permis de partager des observations et des résultats d'enquêtes menées en Europe, en Afrique, en Amérique du sud et au Moyen-Orient. Cette édition a réuni une cinquantaine de participants sur à l'UT2J et à l'INUC (Albi) et associé le LISST à l'INU Champollion et l'UMR Passages, avec le soutien du Labex SMS et de l'UMR ESO.

2. Organisation et vie de l'unité

1. Pilotage, animation, organisation de l'unité

1.1. Pilotage : une évolution de la gouvernance

Les instances du Laboratoire étaient en place depuis sa création en 2007. En 2016, l'UMR a dans un premier temps reconduit le fonctionnement de l'unité qui s'appuyait sur son Conseil d'une vingtaine de membres, son Assemblée générale, ses quatre assemblées (et/ou conseils) d'équipe.

Chacune de ces équipes compte un directeur qui avait, au niveau de l'UMR, le statut de directeur-adjoint. L'équipe de direction de l'UMR comptait donc un DU, quatre directeurs-adjoints, une secrétaire générale. L'évolution de l'organisation du laboratoire, avec l'individualisation progressive d'une cellule d'appui administrative, technique et scientifique qui comprend aujourd'hui 10 IT, fait que les trois équipes constitutives de l'UMR n'intègrent plus d'IT et BIATSS que par le passé.

Après deux années de fonctionnement sous cette forme, il nous a semblé nécessaire de faire évoluer la gouvernance de l'unité en distinguant la responsabilité d'équipe de la direction de l'unité. En effet, en s'élargissant, le LISST a étendu sa présence à de nombreuses arènes auxquelles le DU ne pouvait être présent. Dans le même temps, les Directeurs d'équipe avaient, en tant que DU-A, une vision partielle d'enjeux se situant au niveau de l'unité plus que d'une de ses composantes alors même que ceux-ci se sont fortement accrus. Deux directeurs-adjoints ont donc été nommés en 2018. Aux côtés du DU, l'un des Directeurs adjoints est plus particulièrement en charge de ce qui touche à l'utilisation de l'ensemble des moyens financiers et humains mis à la disposition de l'unité de recherche, à la responsabilité des personnels placés sous son autorité, à la politique de communication et de valorisation de l'Unité, aux archives ouvertes. Il/elle est en charge des relations avec la tutelle UT2J. L'autre Directeur adjoint est plus particulièrement en charge de ce qui touche à l'animation et la coordination de la politique de recherche, aux interactions entre Équipes, notamment à travers les Axes transversaux et à la formation doctorale. Il/elle est en charge des relations avec la tutelle CNRS.

Afin de maintenir un lien entre tous les niveaux de la gouvernance du LISST, un comité de pilotage a été créé dès 2016, constitué du DU, des DU-A, de la Responsable administrative et des Responsables d'équipes. Il s'agit d'une instance consultative qui se réunit régulièrement afin de traiter des affaires courantes de l'unité et de préparer le conseil d'unité.

Ces changements progressifs ont eu pour conséquence de nous conduire à remettre à jour le règlement intérieur. Plutôt que de le refondre en début de quinquennat, nous avons en effet pris le parti d'observer le fonctionnement d'une unité de taille désormais conséquente et d'en tirer les enseignements en vue de la définition de règles communes. Nous avons aussi à l'esprit l'évaluation précédente de l'unité qui a pointé des difficultés de gouvernance liées à une dispersion forte des axes autant que des responsabilités. Un second point de départ consistait aussi à s'appuyer sur les débats menés en amont par la Commission Recherche de l'UT2J, laquelle a élaboré, après un long temps de dialogue, un document cadre proposé aux unités de recherche hébergées à la Maison de la Recherche. Ces éléments ont été fondus dans la trame de règlement intérieur proposé par le CNRS, afin de positionner le LISST à l'intersection des attentes de ses deux tutelles principales. Mené en Conseil de laboratoire, débattu au fur et à mesure de son élaboration lors des réunions d'équipe, ce chantier a duré un an, jusqu'à sa validation en janvier 2019 par le Conseil d'unité.

1.2. Rôle des équipes

Les équipes sont essentiellement disciplinaires. Elles animent la réflexion méthodologique dans leur discipline de référence (organisation des séminaires d'anthropologie générale, de sociologie fondamentale, d'études urbaines et rurales). Elles sont le lieu de l'articulation formation - recherche. Les équipes sont en effet essentiellement connectées à des Départements et filières d'enseignement spécifiques de l'UT2J : le Département de Sociologie est le partenaire du LISST-Cers et le Département d'Anthropologie celui du LISST-Cas. Les enseignants du LISST-Cieu et

ceux du LISST-Dynamiques Rurales sont en majorité rattachés au Département de Géographie. Elles sont aussi connectées à l'INUC, l'ENSFEA et l'EHESS pour le volet formation.

Elles jouent également un rôle fondamental dans la formation doctorale et plus généralement de l'accompagnement des doctorants (y compris soutien financier). Le parcours doctoral s'effectue dans un cadre disciplinaire bien identifié, les doctorants étant rattachés à l'une des équipes. Ce sont d'ailleurs les directeurs d'équipe qui, en liaison avec les encadrants de thèse, décident de l'inscription-réinscription en thèse. Le DU valide et parfois dialogue à propos des choix effectués dans le cadre des équipes.

Les Équipes ont aussi une dimension opérationnelle : elles agissent dans le respect des règles communes de l'Unité et garantissent la transparence et la collégialité de la répartition du budget qui leur est attribué chaque année après validation par le Conseil de Laboratoire entre ses membres.

1.3. *Affectation des ressources*

La ventilation des dotations de nos tutelles fait l'objet d'une péréquation annuelle entre les équipes, en fonction d'une clé de répartition basée sur le nombre de permanents. La gestion des contrats est assurée au niveau de l'unité.

En moyenne chaque année (et après délibération du Conseil d'UMR), 25% de la dotation est mis en réserve, et constitue un fonds d'intervention conservé au niveau de l'UMR. La moitié de cette somme permet de financer le soutien à certaines actions (achats de matériel spécifique) et le fonctionnement quotidien de la cellule d'appui (missions du DU, etc.) ; un quart est dédié aux actions en direction des IT (achat de matériel, missions...) et un autre quart sert à l'animation des axes du laboratoire et aux manifestations transversales qui impliquent des doctorants de l'unité. Les trois-quarts de la dotation sont répartis entre les quatre équipes de l'unité dont le responsable est chargé de leur gestion et de leur ventilation suivant des règles qui lui est propre.

2. Instruments dont l'unité s'est dotée en matière de politique des ressources humaines, d'animation scientifique

1.1. *Moyens techniques*

Le LISST est principalement équipé en micro-informatique, avec un équipement logiciel adapté aux besoins spécifiques de tels ou tels personnels ou doctorants (logiciels de traitement d'enquête, d'analyse du discours, de traitement d'image, etc.). Ses ressources documentaires sont gérées par les moyens techniques de l'Université dans les locaux de l'Espace Documentation Recherche (voir 1.2 IST). Durant la période de référence, le LISST s'est doté, notamment depuis l'arrivée d'un informaticien en 2013, de plusieurs outils informatiques supplémentaires. Un serveur de sauvegarde a été acheté et mis en service en 2013, il héberge également des éléments de l'espace CORE-CNRS du laboratoire. En 2014, une machine serveur d'une capacité de 2 To a été achetée afin de faciliter les traitements distants sur les grands ensembles de données (projet géoscience et autres données), domaine en fort développement depuis plusieurs années. Une salle de réunion a été équipée pour la visio-conférence sur Internet et pour des conférences téléphoniques. Les matériels portables pas trop obsolètes ne sont pas jetés mais prêtés à ceux qui en ont besoin ponctuellement (doctorants, chercheurs invités).

1.2. *Information scientifique et technique (IST)*

Documentation

Le LISST dispose de nombreuses ressources documentaires (ouvrages, revues, travaux universitaires, etc.) réunies pour l'essentiel au sein des deux centres de documentation de l'unité, celui du CIEU et celui du CAS. Ces fonds documentaires sont localisés à l'Espace Documentation Recherche (EDR) de la Bibliothèque Universitaire Centrale (BUC).

L'archive ouverte HAL

La création en 2011 d'une collection LISST sur le portail de l'université Toulouse Jean Jaurès marque une première étape dans la diffusion des travaux de recherche via l'archive ouverte

nationale et institutionnelle HAL. En 2017, l'UMR a fait le choix de développer la mission IST HAL par l'accompagnement de ses membres dans la prise en main des fonctionnalités d'auto-archivage de la plateforme. Ce nouveau positionnement s'est traduit par la signature d'un protocole d'accord entre le LISST et la Direction de l'appui à la recherche (DAR) de l'Établissement ainsi que par la mobilisation d'une équipe de référents.

Une offre de formations, conçues spécifiquement pour le LISST et animées par la référente HAL-laboratoire en collaboration avec l'administratrice du portail HAL UT2J, a été déclinée en différentes propositions afin de répondre au mieux aux besoins et disponibilités des membres de l'unité. De mai 2017 à mars 2018, 34 séances ont ainsi été organisées. Portant principalement sur la fonctionnalité du dépôt et son encadrement juridique dans le contexte de la science ouverte, elles ont également permis d'aborder ce qui peut être considéré comme la plus-value de cette plateforme : identité numérique du chercheur (identifiant HAL en lien avec les identifiants Idref et Orcid), création de CV, création de collections thématiques pour les porteurs de projets. Dans ce même ordre d'idée, le LISST fait partie des cinq laboratoires de l'Établissement ayant fait le choix de déployer sur leur site web le connecteur SpirHAL, un outil conçu par le groupe de travail open access de l'UT2J, permettant la mise à jour automatique des listes des productions scientifiques sur les pages annuaires des chercheurs à partir de leurs dépôts dans HAL.

L'effort accompli par l'ensemble des personnels de l'unité a rendu possible l'utilisation de cette archive ouverte pour le référencement de la production scientifique en vue de l'évaluation Hcéres en 2019-2020. L'existence d'outils développés par la communauté HAL, permettant d'une part d'effectuer un contrôle et un enrichissement des métadonnées (AureHAL et OCdHAL), d'autre part de réaliser l'export final (ExtrHAL), a conforté ce choix.

1.3. Hygiène, sécurité, santé au travail

L'unité veille à la sécurité et à la qualité de vie au travail de ses membres. Un assistant de prévention a été nommé en 2016 (Benoît TUDOUX, CNRS) et plusieurs actions ont été menées.

En matière de prévention des risques, en lien avec le service prévention et sécurité de la DR14, une mise à jour du document unique a été réalisée notamment sur les risques liés à l'isolement des agents en période de fermeture de l'université et sur les risques liés aux missions à l'étranger. Des fiches mission sont en cours de réalisation sur le modèle des fiches des missions longue durée de l'IRD afin de recenser systématiquement les risques et les prévenir.

Depuis 2016, le LISST s'est doté d'un guide d'accueil à destination des nouveaux arrivants qui précise les procédures à suivre en cas d'accident, d'incendie ou d'évacuation du bâtiment. Ce guide est disponible sur l'intranet du LISST.

Enfin, l'unité communique à l'aide des brochures ou de posters des services RH de l'UT2J ou du CNRS sur la qualité de vie au travail, la prévention des risques psycho-sociaux ou encore en matière de lutte contre les harcèlements.

1.4. Appui à la formation et aux carrières

Dans la continuité de l'action de la direction précédente, un soin particulier a été accordé au suivi des carrières des personnels d'appui par la préparation des dossiers annuels ainsi que l'aide à la préparation des concours. Ce soutien s'est traduit par des succès significatifs, tant au CNRS qu'à l'UT2J (2 corps au concours interne CNRS, 1 grade à la sélection professionnelle CNRS, 1 grade au choix au CNRS et 1 grade au choix à l'UT2J). Ceci contribue à améliorer les perspectives des personnels IT en poste au laboratoire.

Le Plan de formation fait aussi l'objet d'un examen attentif, il est construit à partir de la remontée des besoins de l'ensemble des agents, consultés annuellement par le biais un questionnaire en ligne. Le LISST soutient les projets de formation de ses agents et encourage aussi la formation en interne (bureautique de base, statistique, cartographie).

Le soutien aux projets d'accueils en délégation ou aux congés CRCT est une préoccupation récurrente, soutenue par la direction de l'unité auprès des instances décisionnelles. On connaît l'importance de ces périodes pour l'investissement dans la recherche collective, la maturation d'une HDR, la relance d'enquêtes de terrain :

- 7 MCF ont pu bénéficier de délégations CNRS, attribuées au titre des 3 sections de tutelle (36-38-39), correspondant à 9,5 années d'accueil, car trois collègues ont pu avoir leur délégation renouvelée.
- 9 CRCT ont été accordés par l'Université Toulouse Jean Jaurès.

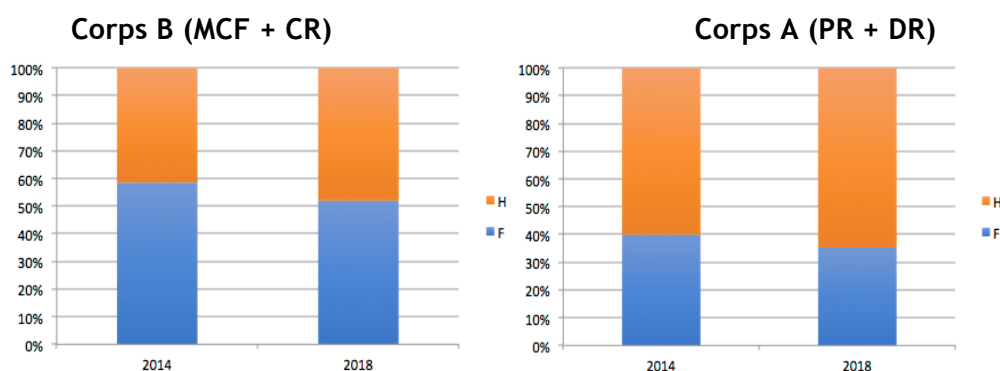
Le bénéfice de ces dispositifs est évident, à la fois en termes de préparation d'HDR (3 CRCT ont obtenus leur HDR sur la période), d'encadrement de projets de recherche (la mise en place du GIS BECO) et donc généralement de perspectives professionnelles.

1.5. Remarques sur l'égalité femmes-hommes

La situation en matière d'égalité professionnelle a évolué au LISST par rapport au diagnostic réalisé lors du précédent quinquennal. Si l'on tient compte de l'effectif total des permanents, l'équilibre H/F est globalement conservé, les femmes représentant 52,5% en 2014 contre 52% en 2018. Cependant, ce maintien masque des évolutions différenciées entre le personnel de recherche et celui de l'appui à la recherche.

Au sein des emplois recherche tous corps confondus, la part des femmes régresse de 53 à 49% entre les deux dates. Le recul est plus marqué pour les MCF/CR où les femmes sont passées de 58,5% à 52%, pendant que chez les PR/DR, l'écart déjà important en 2014 (40% de femmes seulement) se creuse un peu plus en 2018, les femmes ne représentant plus que 35% du corps A.

Figure 4 : Evolution H/F des emplois scientifiques entre 2014 et 2018



L'évolution est symétrique au sein du personnel d'appui à la recherche : l'effectif des femmes se maintient (8), alors que celui des hommes passe de 4 à 2. Avec des effectifs aussi faibles, la distribution entre les corps A, B et C n'est statistiquement pas significative. On notera cependant que les 2 hommes sont de catégorie A alors que les 8 femmes sont de catégorie B ou C, ce qui pose la question de l'égalité des chances pour l'évolution des carrières.

En matière de responsabilités collectives, la situation se maintient ou s'améliore entre les deux quinquennaux. En 2014, les 4 postes de direction et de direction adjointe étaient occupés par des hommes ; en 2018, avec le changement de gouvernance, le nombre de poste est passé à 3 dont 2 sont occupés par des hommes. Une attention particulière a été portée à la parité du Conseil d'unité qui présente pourtant un léger déséquilibre en faveur de la représentation féminine (59% de femmes et 41% d'hommes). L'exercice des responsabilités scientifiques est relativement équilibré, tant du côté du portage des projets et conventions de recherche (46% de femmes et 54% d'hommes), que du côté de l'animation des axes du laboratoire (62% de femmes et 38% d'hommes).

A partir de 2018, le LISST s'est engagé de manière plus active dans la promotion d'actions en faveur de l'égalité professionnelle en nommant une correspondante pour porter cette question. Marie-Ange Parisot s'est portée volontaire pour exercer cette mission et a suivi des formations dans cette perspective. Elle participe aux réunions et séminaires organisés sur ce thème à la DR14 et mène des actions de sensibilisation auprès des membres du LISST par le biais d'affichages, du site web du laboratoire et d'envoi réguliers de mails. Au quotidien, elle veille

et alerte sur le respect de la parité pour chaque instance, ainsi que pour chaque action ou manifestation organisée par le LISST.

1.6. Renouvellement du personnel d'appui administratif, technique et scientifique

L'une des inquiétudes majeures du LISST en cette fin de quinquennal est la poursuite de la baisse du personnel d'appui autant administratif que scientifique. En effet, depuis le quinquennal précédent, la vague de départs à la retraite s'est poursuivie (5 départs à la retraite et 1 mobilité sortante depuis 2014). Dans le même temps, les tutelles ont contribué à compenser les effets de ces départs : le CNRS a été le principal contributeur (5 mobilités entrantes : un informaticien, une gestionnaire, deux agents BAP D), puis l'UT2 (2 postes : IE en géomatique et TC en gestion administrative et financière) et l'EHESS (un poste d'IE en documentation). En revanche, un demi-poste ENSFEA en gestion prévu en 2014 n'a finalement pas été attribué en 2016.

Tableau 5 : Effectifs de gestion administrative et financière du LISST (2014 et 2019)

2014	2018	01/09/2019
3 équipes	4 équipes	4 équipes
77 permanents	103 permanents	98 permanents
1 secrétaire générale	1 secrétaire générale 0,5 assistante de direction	1 secrétaire générale 0,5 assistante de direction
3 gestionnaires	2,5 gestionnaires	1,5 gestionnaires
1 secrétaire	1 secrétaire logistique	1 secrétaire logistique

Là où le LISST a pu fonctionner durant le quinquennal présent avec une certaine sérénité, le départ (mobilité sortante) d'un IE statisticien (BAP D) et d'une TCE gestionnaire (BP J) au 1/09/2019 remettent en cause des équilibres précaires à la fois en terme d'accompagnement des projets que de leur gestion.

3. PROJET ET STRATÉGIE À CINQ ANS

1. Analyse SWOT

En lien avec la dynamique de l'unité	Points forts	Points à améliorer
En lien avec le contexte/l'environnement dans lequel elle se trouve	Possibilités offertes <ul style="list-style-type: none"> • Espace favorable aux interdisciplinarités que promeut le LISST, notamment : • Place centrale au sein des recherches en SHS • Recherches innovantes hors du périmètre des sciences sociales • Données facilement accessibles grâce à la mise en place d'une plateforme universitaire de données - PROGEDO au sein de la MSHS Toulouse • Accord récent entre les Presses Universitaires du Midi et OpenEdition Books pour la diffusion numérique de ses collections 	Risques <ul style="list-style-type: none"> • Attractivité du site toulousain mise en doute par la perte de l'IDEX • Sensibilité politique liée à la structuration du site toulousain • Risque de dégradation des conditions de travail : incertitudes sur le renouvellement des postes ITA, notamment en gestion (en contradiction avec la forte pratique de la contractualisation de l'unité) et en traitement des données (en contradiction avec le rayonnement des recherches sur les réseaux en France et à l'international) • Conjoncture défavorable à l'insertion professionnelle des doctorants et aux progressions de carrière dans l'enseignement supérieur et la recherche

2. Structuration, effectifs et orientations scientifiques

Comprendre les dynamiques des sociétés contemporaines : le travail des équipes et des axes transversaux

Le projet scientifique du LISST est toujours de contribuer globalement à la compréhension des dynamiques des sociétés contemporaines. Il s'intéresse aux :

- Solidarités : sous toutes leurs formes, qu'il s'agisse d'agencements spontanés ou de dispositifs publics,
- Sociétés : globalisation, fragmentation, diversité des mondes sociaux, recompositions des inégalités,
- Territoires : considérés non pas comme une simple "surface" de déploiement mais comme une composante des dynamiques sociales.

Ainsi, comme détaillé ci-après dans le projet de chaque équipe :

- Le LISST-CAS participe aux débats anthropologiques contemporains à partir de travaux sur les conceptions et les processus de fabrication du vivant, les réflexivités, les croyances et les rumeurs, les formes du lien (parenté, genre, ethnicité) et les matérialités.
- Le LISST-CERS étudie les acteurs, leurs relations, leurs expériences et les formes de leur implication dans l'espace social, qu'il s'agisse des usages numériques, de la créativité scientifique, des conditions sociales d'émergence des produits économiques, des rapports de genre, des trajectoires biographiques liées aux expériences migratoires ou aux expériences de santé.
- Le LISST-CIEU analyse la ville et l'urbain, notamment les trajectoires territoriales urbaines, les reconfigurations de leurs systèmes d'acteurs, la construction de catégories socio-spatiales différenciées, la façon dont les territoires urbanisés ou en cours d'urbanisation font ou non système dans un contexte de métropolisation.
- Le LISST-Dynamiques Rurales étudie les recompositions des ruralités opérées par les sociétés actuelles, notamment la durabilité des modes de production agricole et de gestion des ressources naturelles, les rapports entre agriculture globalisée et ruralité locale, les modèles de développement et d'aménagement.

Le travail réalisé par chaque équipe est complété au sein d'espaces de dialogue inter-équipes, qui ont aussi une vocation de pépinières thématiques. Ainsi, comme détaillé ci-après dans leur projet, ces 5 axes transversaux portent sur :

- les transitions environnementales et un « ré-encastrement » dans le social des questions écologiques,
- les mondialisations, mobilités, circulations, notamment en vue de développer une approche empirique des phénomènes sociaux transnationaux,
- les différenciations territoriales, notamment au regard des concepts de bien-vivre et de vulnérabilité,
- les questions d'innovation, visant une approche interdisciplinaire et multi-échelle des ancrages sociaux des innovations,
- les parcours de vie et les méthodes nécessaires pour étudier conjointement les trajectoires de santé ou de genre, par exemple, dans leur croisement avec les trajectoires maritale, professionnelle ou résidentielle.

Comme expliqué dans la partie « bilan », un travail important a été accompli pour aboutir depuis deux-trois ans à des axes transversaux refondés, en complémentarité et non plus en redondance avec les équipes. Conçus comme des espaces de dialogue inter-équipes et des

pépinières thématiques, ils facilitent l'intégration des nouveaux arrivants, en augmentant leurs possibilités d'échanges pour mettre en œuvre leurs propres projets et en faire bénéficier le laboratoire.

Cette structuration en équipes et en axes transversaux a été mise en discussion dans les AG de laboratoire du printemps et de l'automne 2018. Une très large majorité des membres du LISST a souhaité sa reconduction pour le prochain contrat.

En complément ont été engagées des discussions avec le CRESCO pour son éventuelle intégration au LISST. La majorité des participant·es aux AG du printemps 2019 s'est exprimée favorablement à l'intégration de l'ensemble des membres du CRESCO au LISST, sous réserve d'un engagement satisfaisant des tutelles à accorder un soutien en termes d'appui et d'administration de la recherche. En ces termes, les discussions sont appelées à se poursuivre dans le courant du prochain contrat.

Construire des données empiriques sur les phénomènes sociaux

Mieux comprendre les dynamiques des sociétés contemporaines nous invite de manière globale à réaffirmer l'importance des approches de terrain et de la recherche empirique sur le social. Les sciences humaines et sociales ont en effet des spécificités qui sont liées 1) à leurs objets et aux réactions politiques et sociales que leur étude peut susciter, 2) à la proximité entre certains chercheurs et leurs objets, ce qui permet l'usage de moyens de recherches particuliers comme l'immersion ou l'empathie, selon une logique compréhensive, 3) au rapport particulier qu'elles entretiennent avec le politique (au sens large), 4) aux particularités des formes de déterminisme et de prévisibilité qu'elles peuvent mettre en œuvre. Cela implique la nécessité d'observer sans relâche les activités sociales, par les moyens propres aux sciences humaines et sociales (étude des documents disponibles, observation, entretiens, questionnaires) et d'affiner constamment ces outils en fonction des contextes.

Nous réaffirmons également l'importance d'approches qui mobilisent des échelles multiples, sans s'arrêter par exemple à une dialectique mettant uniquement en rapport le local et le mondial. Le regard est porté aussi bien sur l'individu, ses pratiques et ses parcours de vie que sur les collectifs, institutions ou structures intermédiaires du monde social, ou sur les processus d'échelle mondiale (circulations, innovation...), sur les territoires vécus comme ceux plus institutionnels qui constituent les cadres d'organisation de l'espace.

Tout ceci nécessite de poursuivre le travail sur l'amélioration des méthodes en sciences sociales, par exemple du côté des méthodes mixtes qualitatives et quantitatives. Pour ce faire, un élément est déterminant : l'implication dans les programmes de recherche d'ingénieurs de différentes spécialités (statistique, géomatique, enquêtes qualitatives, documentation). Leur insertion dans des réseaux nationaux et leur formation continue contribuent largement à l'actualisation permanente des savoir-faire du laboratoire et à l'impulsion de réflexions méthodologiques nouvelles. Le renouvellement du poste d'ingénieur en traitement des données sera particulièrement important pour maintenir le rayonnement de nos recherches sur les réseaux. Plus largement, à l'heure où se met en place une plateforme universitaire de données - PROGEDO au sein de la MSHS Toulouse, il serait regrettable de ne plus disposer de l'ingénierie nous permettant de mobiliser au mieux cette plateforme.

De l'interdisciplinarité aux interdisciplinarités

Pour comprendre les dynamiques des sociétés contemporaines, le LISST réunit plusieurs disciplines des Sciences Humaines et Sociales (anthropologie, études urbaines et rurales, géographie, sociologie mais aussi économie, psychologie ou sciences de gestion) et les mobilise conjointement. Il compte aussi en son sein des scientifiques qui relèvent plutôt de disciplines hors SHS. La préparation du projet quinquennal est l'occasion de formaliser et renforcer une évolution importante de l'interdisciplinarité à l'œuvre au LISST, tant dans l'approfondissement

de l'interdisciplinarité intra-SHS que dans son élargissement entre SHS et autres domaines scientifiques.

L'idée que le monde social est plus et autre chose qu'une collection d'individus est ce qui fonde les sciences humaines et sociales depuis leur émergence aux XVIIIe et XIXe siècles. Au fil du temps se sont organisées, à partir de cette ambition, des disciplines distinctes (géographie, économie, sociologie, ethnologie, psychologie, etc.) et de nombreuses théories ont été formulées pour décrire ce que l'on a appelé par exemple, selon les moments et les courants de pensée, les « sociétés », les « systèmes sociaux », les « structures sociales », les « formes sociales », ou encore l'« espace social ». Il s'est avéré progressivement que les tentatives pour enfermer dans des descriptions ou des théories trop globales la complexité des formes qui émergent des activités sociales et les contraignent en retour n'étaient pas satisfaisantes, et qu'il était préférable d'aborder cette complexité par divers biais visant à cerner des aspects plus limités, susceptibles d'être ensuite articulés les uns aux autres. C'est en ces termes, sans postuler l'existence d'une cohérence globale des activités sociales, qu'est posé le défi d'une approche véritablement pluridisciplinaire, depuis les débuts du laboratoire.

L'enquête menée au printemps 2019 sur l'interdisciplinarité au sein du LISST a permis de faire ressortir la diversité des objets sur lesquels elle porte aujourd'hui : usages du numérique, réseaux sociaux, croissance métropolitaine, projet d'urbanisme, cadre de vie, empreintes sonores, manières d'habiter, parcours de vie, chômage, vieillissement, transition écologique, recyclage des déchets, environnement nocturne, climat, incendies, risques de désastres, vigne et vin, installation agricole, animaux, marchés des biotechnologies alimentaires...

Plus encore, cette enquête a permis de faire ressortir ce qui rend l'interdisciplinarité nécessaire. D'une part, au-delà d'un enrichissement à croiser différents regards sur un même objet, c'est bien souvent la nature même de l'objet étudié, ou une demande sociale à laquelle une discipline seule ne peut répondre, qui imposent la collaboration entre chercheur·ses de disciplines différentes. Cette collaboration nécessaire, qui se poursuivra durant le prochain quinquennal, est particulièrement nette en ce qui concerne les parcours de vie, l'habitat, la production alimentaire ou les dynamiques collectives d'innovation. Elle est appelée à prendre en compte les SHS au sens large, incluant les arts, lettres et langues, notamment pour des objets tels que le patrimoine.

D'autre part, l'interdisciplinarité est nécessaire dans bien des cas pour des raisons méthodologiques, lorsque des travaux menés dans une discipline invitent à utiliser des outils développés par d'autres disciplines, par exemple une sociologie des usages du numérique faisant appel aux outils des sciences de l'information et de la communication. Ici aussi, les collaborations sont appelées à prendre en compte les SHS au sens large, incluant les arts, lettres et langues, notamment pour les apports de l'audiovisuel et de l'écriture filmique aux recherches menées en SHS.

L'ensemble de ces collaborations interdisciplinaires ne constitue pas un tout homogène, loin de là : elles renvoient à une diversité de pratiques, de « maturités » et de temporalités qui appelle une diversité de modes d'accompagnement par le laboratoire, qu'il s'agisse d'appui à des séminaires ou des colloques, au montage de réponses à des appels à projets ou à la mise en place d'actions de formation sur des méthodologies issues de disciplines différentes. Elles renvoient à plusieurs conceptions de l'interdisciplinarité elle-même (interdisciplinarité ou transdisciplinarité, coproduction ou transfert de connaissances, travail sur des notions communes, mise en cohérence de paradigmes...) qui invitent à soutenir le travail de réflexivité.

Qu'il s'agisse de co-construction des questions de recherche, de partages méthodologiques ou de réflexivité sur l'interdisciplinarité, là encore l'implication d'ingénieurs en appui à la recherche continuera d'être déterminante.

En outre, afin de donner le meilleur environnement de travail aux chercheur·ses et enseignant·es chercheur·ses qui travaillent sur les grands enjeux sociétaux et environnementaux actuels, le LISST a progressivement soutenu les initiatives qui participaient à ouvrir les coopérations scientifiques au-delà des sciences humaines et sociales (SHS). La spécificité de nouvelles questions posées à ces niveaux impose en effet de construire des dispositifs qui facilitent le travail d'identification, de caractérisation et de prise en charge des diverses transversalités nécessaires à leurs résolutions. Les axes transversaux de l'unité, le développement de la plateforme d'appui à la production et à l'analyse de données, ainsi que les récents recrutements de chercheur·ses CNRS provenant de disciplines qui ne relèvent pas des SHS, poursuivent le même objectif. Il s'agit de structurer collectivement au sein du LISST une interdisciplinarité qui mette en résonance, sur des problématiques choisies, un ensemble de connaissances et de techniques issues à la fois des disciplines relevant et ne relevant pas des SHS.

Tout en continuant à renforcer les interdisciplinarités à l'intérieur du champ des SHS, le prochain quinquennal doit permettre de consolider les ouvertures scientifiques au-delà des SHS. Elles constituent en ce sens un élément clé du prochain quinquennal, même si ces interdisciplinarités ont assurément déjà transformé le périmètre scientifique de l'unité. Il s'agit de donner à de jeunes collègues déjà engagés à certaines interfaces, un espace et des perspectives en articulation avec les savoirs disciplinaires les plus avancés. Il s'agit aussi de permettre à des collectifs interdisciplinaires de pouvoir être soutenus pour bénéficier d'allocations doctorales ou postdoctorales. Il s'agit enfin de penser le continuum du chercheur à l'ingénieur nécessaire à la consolidation, l'interopérabilité et la sécurisation tant des données que des méthodes.

Concrètement ces interdisciplinarités sont articulées autour de questions de recherche communes, de méthodes d'analyse et de construction de savoirs, de bases de données ou de systèmes d'information et de terrains partagés. Nous serons attentifs à ce que l'unité porte des initiatives interdisciplinaires au niveau du site toulousain, en étant aussi le lieu de réflexions sur l'interdisciplinarité inter-domaines impliquant les SHS et sur les mutualisations méthodologiques prometteuses.

Aujourd'hui, les initiatives à l'interface avec les autres champs disciplinaires peuvent être regroupées au sein du LISST en trois grandes directions :

- le « numérique pour la société et les territoires » qui regroupe des recherches portant sur les réseaux sociaux numériques, la e-santé, ou encore la pratique/usages des TIC.
- la « transition environnementale des sociétés et des territoires » qui regroupe des recherches assez diversifiées portant sur le climat urbain, la prévention des risques naturels, les processus de recyclage, les biotechnologies alimentaires, ou la modélisation des feux de forêt.
- la « santé dans la société et les territoires » qui va de l'étude de la coexistence entre les pathogènes et l'homme aux problématiques de genre et de vieillissement.

L'ensemble de ces coopérations sont réalisées avec les disciplines de l'informatique, des mathématiques, de la chimie, de la physique, de l'environnement, de la géologie, de l'écologie et de la santé. Le prochain quinquennal doit permettre de renforcer l'ensemble des initiatives dans ces trois directions et permettre l'émergence de nouveaux concepts au-delà des croisements méthodologiques.

Au sein de ces interdisciplinarités inter-domaines, la capacité à disposer au sein de l'unité d'un pôle de compétence fort en production et analyse de données est un atout différenciant. En autorisant un travail au plus proche des chercheur·ses de SHS (par exemple pour la conception de protocoles d'enquêtes, le traitement de données spatiales ou l'exploitation des grandes statistiques nationales et internationales), il est un élément essentiel de l'interopérabilité des données quantitatives et qualitatives. La stabilisation de ce pôle reconnu maintenant aux niveaux national et européen (MATE-SHS, Comité Français de Cartographie) est une priorité du prochain quinquennal.

Des interdisciplinarités en lien avec la demande sociale, la formation et l'insertion des étudiants, les collaborations internationales

Les sphères socio-économique ou citoyenne n'étant pas structurées par les cloisonnements disciplinaires, le développement de ces interdisciplinarités est aussi facilitateur de l'interaction avec les acteurs de terrain. Il permet de répondre de façon plus structurée aux demandes croissantes des milieux socio-économiques à profiter des résultats de la science et aux citoyens à participer aux processus de construction de la science. Le LISST, qui a une tradition déjà ancienne de ces articulations, les renforcera en :

- s'appuyant sur le labex SMS, s'il est renouvelé, ainsi que sur différents services de valorisation de la recherche (notamment CNRS, Université Fédérale Toulouse Midi-Pyrénées, UT2J),
- accompagnant les initiatives de ses doctorant·es et jeunes docteur·es (voir ci-après),
- développant la réflexivité sur les méthodes, notamment la recherche action participative et l'écriture filmique comme interface recherche - société.

Nos capacités d'interaction avec les acteurs de terrain sont essentielles non seulement pour nos missions de recherche mais aussi pour nos missions de formation des étudiants et d'accompagnement de leur insertion professionnelle. Ces capacités sont amplement développées par un fort adossement de différents masters aux équipes constitutives du LISST et par l'encadrement doctoral qui y est mis en œuvre. Elles seront appuyées :

- au niveau du labex SMS par l'Ecole Universitaire de Recherche si celle-ci est validée,
- au niveau de l'unité par la mise en place toute récente de la Commission des thèses (juin 2019).

Cette Commission rassemble toutes les personnes concernées par le suivi des thèses : représentant·es des doctorant·es, responsable administrative du suivi des doctorant·es de l'unité, encadrant·es et co-encadrant·es de thèse, disposant ou non d'une HDR. Au-delà des missions prévues pour toutes les Commissions des thèses dans les laboratoires de l'Ecole doctorale TESC (avis sur les candidatures aux contrats doctoraux universitaires, sur les premières inscriptions en thèse et sur les demandes de dérogation pour réinscription), la Commission des thèses du LISST est conçue comme un lieu de partage d'information et de formation collective en matière d'encadrement doctoral. Elle contribuera à développer une vision d'ensemble de l'implication du LISST dans les programmes de formation de l'Ecole doctorale TESC et de l'Ecole des Docteurs de Toulouse. Elle facilitera les ajustements annuels en fonction des besoins de nos doctorant·es. Elle permettra également un suivi annuel de l'insertion professionnelle des docteurs.

En vue de favoriser cette insertion professionnelle, les initiatives des doctorant·es et jeunes docteur·es seront accompagnées (société coopérative SCOOOL, jeune entreprise universitaire « Echelles et Territoires », étude d'opportunité d'un laboratoire junior).

De manière complémentaire à nos riches collaborations avec les acteurs de terrain, qu'ils soient régionaux, nationaux ou à l'étranger, nos collaborations avec différentes communautés scientifiques internationales sont à renforcer, qu'elles soient anglophones, francophones ou hispanophones, pour citer les trois langues dominantes de restitution de nos travaux. S'il s'agit avant tout de consolider nos résultats de recherche par leur confrontation aux avancées les plus récentes et leur mobilisation dans les débats les plus actuels, renforcer les collaborations internationales suppose en premier lieu, bien souvent, de renforcer la visibilité internationale de nos travaux. Comme dans d'autres laboratoires, nous faisons l'hypothèse qu'une grande partie des activités internationales de l'unité, notamment celles qui relèvent des réseaux individuels des chercheur·ses, restent largement sous-estimées. Ceci invite à mettre en place une enquête régulière sur les activités internationales dans le laboratoire, ne serait-ce que pour

disposer d'une base de communication solide sur ce sujet pour le site internet de l'unité, en complément d'une traduction en anglais plus systématique de ce site et des pages de présentation de ses membres.

La recherche d'une plus grande visibilité internationale est également à prendre en compte dans nos activités de publication. Une réflexion collective sera entreprise en matière d'appui aux revues et collections d'ouvrages dirigées par des membres du LISST, notamment en vue d'accroître leur diffusion numérique ; le contexte y est favorable avec l'accord récent conclu entre les Presses Universitaires du Midi et OpenEdition Books. L'incitation au dépôt systématique de nos publications dans HAL sera maintenue, avec l'accompagnement nécessaire en termes de formation. Plus largement, une analyse régulière de ces dépôts servira de base à une réflexion collective sur nos stratégies de publication. Il s'agira d'identifier les thématiques de recherche qui pourraient davantage donner lieu à des publications en anglais et il s'agira de partager les expériences et savoir-faire, notamment en vue de renforcer la publication non francophone. Les différentes équipes du LISST mobilisant des revues sensiblement différentes, le croisement de leurs expériences peut contribuer à élargir leurs perspectives.

Enfin, une plus forte présence de nos membres dans les programmes internationaux, notamment européens, est évidemment souhaitable. La mise en place d'une cellule d'appui au montage de projet sera envisagée, en prenant en compte l'expérience d'autres laboratoires et en vue de faciliter la relation avec les dispositifs en place (appui CNRS aux porteurs de projet, accompagnement des candidatures IUF et ERC à l'UT2J et à l'Université Fédérale Toulouse Midi-Pyrénées, point de contact national sur les programmes européens à la MSHS-Toulouse...).

Un laboratoire inclusif et attractif

Avec un laboratoire qui dépasse désormais la centaine de membres permanents, qui mène une forte activité d'encadrement doctoral et qui obtient des contrats de recherche de plus en plus nombreux, la réflexion sur nos modalités d'organisation collective demande à être poursuivie. Le dispositif d'accueil - formation des nouveaux entrants au LISST sera renforcé, qu'il s'agisse des nouveaux membres permanents ou des nouveaux doctorants et doctorantes, pour qu'au plus vite ils et elles maîtrisent les règles de fonctionnement de l'unité, connaissent leurs interlocuteurs et interlocutrices, ainsi que les ressources à leur disposition. Une plus grande appropriation de nos outils de communication est également nécessaire. Celle-ci sera facilitée par une évaluation collective, croisée avec des regards extérieurs, de l'intranet et du site internet du laboratoire.

Une concertation est également à renforcer pour programmer les séminaires, diffuser les informations les concernant et systématiser leur captation, notamment de manière à équiper davantage les réflexions sur les interdisciplinarités.

Plus largement, les orientations tracées dans le présent document seront à ajuster annuellement. Par-delà la richesse des équipes, des axes transversaux et des différents séminaires dans lesquels chacun-e peut trouver sa place, par-delà nos dispositifs de formation, de communication et d'animation de la recherche, le renouvellement continu des membres du laboratoire appelle une réflexion collective continue sur le projet de l'unité, pour intégrer au mieux les arrivants et bénéficier au mieux de leurs apports.

4. LES EQUIPES (bilan et projet)

1. Le Centre d'anthropologie sociale (CAS)

1.1. Bilan

Le Centre d'anthropologie sociale est une équipe du LISST centrée sur l'anthropologie sociale et historique, avec une vocation transversale et comparative. Les membres du Centre concourent à une anthropologie fondamentale à partir de recherches ancrées sur des terrains particuliers explorés sur le long terme. Leurs travaux s'organisent principalement autour de six domaines collaboratifs : anthropologie historique et sociale du fait religieux et de l'irréligion ; sociétés et

rapports à la nature ; parenté, genre et sexualité ; ethnicité, identités et relations interethniques ; savoirs et patrimoine(s) ; migrations et mémoire(s).

Au 1^{er} janvier 2019, le CAS compte 20 chercheur·e·s et enseignant·e·s chercheur·e·s dont 5 émérites, 31 doctorant·e·s et 3 personnels non permanents (2 ATER et une ingénieure contractuelle CNRS). Depuis le 1^{er} janvier 2014 le centre a connu un important renouvellement, avec l'arrivée de 2 chercheurs CNRS, 1 chercheuse IRD sous conventionnement, 3 MCF, et le départ à la retraite de 7 membres. Ce renouvellement est pour partie lié à la création en 2016 d'un département d'anthropologie à l'UT2J, et la création d'une mention d'anthropologie de la Licence 1 au Master, qui situent Toulouse dans le paysage français des sciences sociales et l'affirme comme l'un de ses principaux sites d'enseignement de la discipline.

L'attractivité et le dynamisme de l'équipe se sont traduits par un renouvellement des thématiques de recherche. Ce dynamisme s'est vu renforcé par l'obtention de plusieurs contrats de recherche permettant l'opérationnalisation de manifestations d'envergure. En 2014, deux contrats ANR ont été obtenus ; ils ont permis de développer des travaux novateurs sur la mise en forme savante de la vie (VISA) et de prolonger une réflexion sur la gestion institutionnelle des familles (ETHOPOL). Parmi les autres sources de financement, notons un programme de recherche international et interdisciplinaire (2014-2017) de la *Mission de recherche Droit & Justice* sur le recours transnational à la reproduction assistée avec don. La participation de chercheurs de l'équipe aux activités du Labex SMS a également permis de conduire des séminaires de recherche et de financer des missions ethnographiques sur l'anthropologie du fait religieux et de la nature (opération structurante « Mondes religieux »).

Les membres du CAS conduisent des recherches sur tous les continents : en Amérique, notamment en Amazonie, dans les Andes, aux Etats-Unis et au Mexique ; en Asie, et plus particulièrement en Mongolie, au Japon, en Birmanie et en Inde ; en Afrique de l'Ouest ; au Maghreb ; en Océanie ; en Europe, et plus particulièrement autour des communautés scientifiques et des mondes Rrom et balkanique. Cette évolution n'invalide pas la forte tradition aréale dont le site toulousain a longtemps bénéficié (à travers, notamment, la richesse des recherches conduites en anthropologie de l'Europe, de l'Inde et du Japon). Mais elle signe toutefois une transformation de ses pratiques et une diversification progressive des terrains d'enquête.

Le Centre d'anthropologie sociale développe également une expertise reconnue autour des questions de patrimoine et de patrimonialisation (dont le volet formation est adossée au parcours « Expertise Ethnologique en Patrimoine Immatériel - EEPI - du master d'anthropologie). Depuis la fin des années 1980, le CAS est dépositaire du projet du Catalogue du conte populaire français, inventaire raisonné des contes de transmission orale qui ont été recueillis depuis le XIXe siècle en domaine français. Il est reconnu internationalement comme le meilleur catalogue existant à ce jour. En 2007, un supplément au catalogue des contes merveilleux (2 tomes, 1957, 1964) a été publié aux Presses universitaires du Midi. Ce chantier se poursuit avec la préparation de l'établissement du catalogue des trois dernières catégories non encore traitées. Le centre dispose également d'un centre de documentation dont les collections vivantes représentent plus de 5500 ouvrages et 4 collections de revues. Cette documentation de niveau recherche est par ailleurs complétée de collections aujourd'hui en accès indirect : travaux universitaires, rapports de recherche, tirés à part, littérature grise ainsi que de nombreuses collections de revues.

Plusieurs collaborations internationales ont été initiées ces dernières années. Outre les séjours internationaux de chercheurs individuels et les liens qu'ils ou elles ont pu tisser avec leurs institutions hôtes, plusieurs structures facilitent les circulations et échanges scientifiques. On peut notamment citer les activités du GDRI « Socio-anthropologie du Judaïsme - SAJ ». Le CAS accueille également un ou deux chercheur·e·s invité·e·s par an, pour une durée variant de 6 semaines à 3 mois.

Les activités du centre sont structurées autour de séminaires de recherche. Le Séminaire d'Anthropologie Générale (SAG), dont la responsabilité de l'organisation évolue chaque année, demeure le temps central d'échange et d'interconnaissance scientifique. Il est complété par une offre variée de séminaires de recherche spécialisées, conduits sur des périodes courtes ou

prolongées en fonction des thématiques de recherche des membres (« Nature(s) et Religion(s) », « Séminaire américaniste », « Empreintes sonores », etc.) Enfin, le CAS participe pleinement aux activités permettant de visibiliser, de défendre et d'affermir l'anthropologie aux niveaux national et international. Parmi les nombreuses initiatives conduites ses dernières années par les membres du Centre, on peut citer l'organisation en 2015 du 2^e *Congrès de l'Association française d'ethnologie et d'anthropologie* à l'UT2J, la participation aux comités éditoriaux de plusieurs revues centrales de la discipline (*Ethnologie Française*, *Terrain*, *ethnographiques.org*), la participation à de nombreuses thèses ou comités de thèse, l'édition d'ouvrages de références en français et en anglais, l'animation de la collection *Les Anthropologiques* aux Presses Universitaires du Midi, etc.

1.2. Projet

Les recherches conduites au sein du Centre d'Anthropologie Sociale couvrent une grande partie des champs classiques de l'anthropologie (parenté, fait religieux, politique, économique, etc.). Elles ont une dimension diachronique marquée, avec une attention portée par un certain nombre de membres à l'historicité du social. L'équipe se réunit et débat collectivement à l'occasion des séances mensuelles du Séminaire d'anthropologie générale, où alternent invités extérieurs et intervenants locaux (y compris des doctorants). Elle est pleinement engagée dans l'enseignement et la formation, avec la contribution de tous les membres au cursus de licence et de Master d'anthropologie, ainsi qu'au suivi des doctorants.

L'équipe a connu ces dernières années un important renouvellement, dont témoignent les questionnements émergents présentés ci-dessous, qui dessinent certains des principaux fils de la réflexion collective à venir.

Vivant : Un certain nombre de recherches entendent se consacrer à l'exploration du vivant, qui fait l'objet aujourd'hui d'une grande attention en anthropologie. L'anthropologie de la vie vise à étudier à la fois les conceptions vernaculaires du vivant et les processus de fabrication du vivant à travers l'observation des configurations agentives où celui-ci se déploie. Mais elle contribue aussi à la compréhension d'autres processus que ceux vitaux. Au sein du CAS, cette étude du et sur le vivant est développée par plusieurs travaux de recherche individuels, à travers l'analyse du vivant humain (embryon, gamètes, substances et parties corporelles), mais aussi du vivant non humain, végétal (horticulture, techniques de reproduction et de soin des végétaux), animal (élevage, clonage), et minéral (transformations techniques, modalités de vie). Plusieurs membres de l'équipe se retrouvent autour de projets collectifs de recherche. L'un étudie le vivant au prisme des pierres, qui permettent de façon apparemment paradoxale d'étudier le vivant en choisissant d'étudier leurs modalités de vie à travers la mobilité et le rythme. L'autre projet explore l'expérience du don et de la circulation de substances et d'éléments corporels, qui participent à saisir les conceptions de la personne dans nos sociétés.

Réflexivités : Le questionnement sur les réflexivités rassemble les travaux en cours de plusieurs membres du CAS. L'étude des multiples formes, raisons et effets des retours sur soi - individuellement et collectivement - continuera d'alimenter ces recherches dans trois principaux domaines d'investigation. En premier lieu, l'analyse des constructions des identités individuelles et collectives constitue une façon de se saisir de ces retours sur soi par le biais de quelques objets, situations ou pratiques particulièrement étudiés par les membres du CAS, tels que les processus de patrimonialisation, les expériences mémorielles de situations critiques, ou encore les gestes autobiographiques. Par ailleurs, l'étude des formes de réflexivité en contexte rituel - réflexivité *sur le rituel* ou *dans le rituel* - réunit également un certain nombre de recherches des membres de l'équipe qui travaillent sur le religieux ou avec des sociétés à initiations ritualisées. La singularité de tels contextes rend saillantes des propriétés de la réflexivité sociale qui traverse les pratiques ordinaires de façon bien moins démonstrative. Enfin, en tant qu'il s'agit de l'une des caractéristiques distinctives de la discipline pour établir les conditions de production de son savoir, l'approche de la réflexivité scientifique fournit également l'occasion de recherches sur l'historiographie, l'épistémologie et les méthodes de l'anthropologie.

Du religieux aux fake news : fabriques de l'adhésion et usages du doute : Les expériences supposées du surnaturel comme les cas de transe, visions, possession, emprise sorcellaire, etc.,

sont des objets d'étude classiques de l'ethnologie, l'histoire et l'anthropologie historique du religieux. Il convient aujourd'hui d'ajouter à ce registre des formes laïques d'adhésion à des rumeurs, légendes urbaines, préjugés communs et idéologies (le complotisme, par exemple) qui offrent aux sciences sociales de nouvelles mises à l'épreuve des instruments dont elles disposent pour en rendre compte. Trois axes seront privilégiés dans la réflexion, en s'appuyant sur des études de cas ou registres d'expériences mettant en jeu des formes de la preuve ou des régimes de vérité problématiques : 1) une attention aux interactions entre acteurs, participants et environnement et à la pluralité de leurs enjeux sociaux ; 2) une insistance sur la place du doute, facteur de prise de distance, chez les acteurs eux-mêmes, par rapport à des « croyances » trop souvent tenues pour exclusives mais aussi, sous l'aspect d'un scepticisme de défiance, opérateur d'adhésion sur le mode du « pourquoi pas ? » ; 3) une tentative d'épistémologie visant à mettre en évidence quelques biais cognitifs caractéristiques de ce registre de convictions non pas infondées pour le sujet qui les professe, mais tenues pour acceptables en raison d'une logique incorrecte de la preuve.

Formes du lien : Avec l'arrivée de nouveaux et nouvelles chercheur·e·s, l'ancien axe parenté du CAS a suscité l'éclosion de projets de recherche qui explorent quatre voies, interrogeant chacun différents niveaux d'inscription sociale (personne, relations de genre, parenté, âge de la vie, relations interethniques). La première examine les marges de la parenté, tout particulièrement l'articulation entre amitié et parenté. L'étude comparative de formes d'affinités électives, ou encore de relations de dépendance, devrait permettre de contourner l'approche généalogique et de mieux cerner les contours de la parenté. La deuxième voie s'inscrit dans une analyse relationnelle de la notion de personne. Dans le contexte des biotechnologies et de configurations familiales mouvantes, elle interroge la manière dont les relations de parenté se transforment tout en s'inscrivant dans une continuité historique. La troisième voie explore les parcours de l'enfance en différents contextes socio-culturels, en proposant d'analyser enfants et adolescent·e·s comme potentiellement acteur·ice·s de leur socialisation et sujets de leur histoire. Une quatrième voie s'intéresse aux formes de liens qui se déploient dans les environnements dits « intelligents » (*smart cities/communities*), afin d'interroger le réagencement des existants qu'introduisent les nouvelles articulations techno-socio-environnementales.

Matérialités : Les chercheurs qui gravitent autour de ce questionnement entrent dans l'ethnographie par la matérialité, les gestes, le milieu sensible et la technique. Quel relief peut-on donner aux formes de vie humaine lorsque l'on se place au carrefour des approches qui traitent du corps, des sensations, des savoirs et savoir-faire, des objets et des activités techniques ? La réflexion s'appuie sur l'un des fondements du programme maussien : l'Homme fait usage de son corps de manière différente de société à société. L'enjeu est d'analyser ces techniques du corps comme autant d'ajustements - routiniers ou au contraire très réflexifs et travaillés - aux environnements matériellement et technologiquement aménagés. On ne peut aujourd'hui traiter du corps sans traiter de la fabrication et des évolutions constantes de ces environnements. Simultanément, il s'agit de suivre les trajectoires - sociale, géographique et historique - des pratiques, des savoir-faire et des matériaux. L'objectif est de décrire dans toute leur complexité des histoires, des formes de sociabilité, des systèmes d'échanges, et enfin des communautés de pratiques dont le périmètre, bien qu'il dépasse la plupart du temps celui directement appréhendable de localités circonscrites, est souvent très ancré dans une réalité locale et revendiquée comme tel.

Sur la base de ces questionnements, les membres de l'équipe sont soucieux de participer au dialogue entre science et société, et d'apporter un point de vue distancié sur le social et ses évolutions, sous toutes les latitudes. Plusieurs formes de participation sont pratiquées : expertise politique (rapports, auditions parlementaires, conseils scientifiques d'institutions régionales...), diffusion des connaissances auprès des publics non universitaires (conférences, liens avec des associations militantes, projets d'animation scolaire de la maternelle au lycée...), expositions, liste de diffusion, etc. Ces activités interrogent le rôle et l'influence du scientifique

et des savoirs qu'il (co-)produit autant qu'elles invitent à poursuivre l'élaboration de ces savoirs en dehors de l'université.

2. Le Centre d'Etude des rationalités et des savoirs (CERS)

1.1. Bilan

Le CERS est l'équipe du LISST qui réunit des chercheurs qui interrogent l'épaisseur sociale du monde contemporain en privilégiant des approches centrées sur les acteurs et leurs activités. Après avoir réuni exclusivement des sociologues, l'équipe s'est ouverte à la pluridisciplinarité en accueillant des disciplines telles que la psychologie puis, plus récemment, la géographie et l'anthropologie. Quels que soient leurs ancrages théoriques qui sont pluriels, les membres du CERS sont attentifs aux différentes logiques d'action des acteurs, leurs expériences, leurs réseaux et aux formes sociales qu'elles présentent. La cohésion de l'équipe CERS tient en grande partie dans cette manière commune de se saisir de l'espace social contemporain pour l'analyser et mieux le comprendre.

Ces dernières années, l'équipe a été marquée par l'accueil d'un grand nombre de nouveaux membres puisqu'elle est passée de 21 membres en 2014 à 30 membres, représentant ainsi un tiers des effectifs de chercheur·ses et enseignant·es-chercheur·es permanents de l'unité. En 5 ans, il y a eu 12 arrivées et 3 départs à la retraite ou pour une autre unité. L'effectif de HDR est de sept, soit un peu moins d'un quart des membres de l'équipe. Depuis 2014, le nombre de thèses soutenues dans l'équipe a été de 24. Au 1er janvier 2019, on compte 17 doctorant·es encadré·es ou co-encadré·es par un membre de l'équipe. Depuis 2014, leur nombre n'a pas forcément augmenté (malgré l'augmentation notable du nombre de chercheurs et enseignants chercheurs) parce qu'il y a eu une réelle attention aux financements des thèses accueillies dans l'équipe. Plusieurs thèses bénéficient d'un co-encadrement interne à l'équipe (HDR et non HDR). Les discussions autour de ces thèses contribuent à renforcer les liens entre les membres.

Pour entretenir les échanges entre ses membres, l'équipe du CERS organise chaque année, à raison de 5 séances environ, un séminaire centré sur des réflexions épistémologiques, théoriques ou méthodologiques communes (par exemple, l'engagement des chercheurs, la rationalité, les émotions), et l'invitation de chercheurs dont les travaux sont d'actualité. L'équipe s'appuie sur ce séminaire tant pour avoir un recul réflexif sur ses pratiques que se tenir au courant de l'actualité en sciences sociales. Chaque année, le CERS organise également les « journées du CERS » lors desquelles des doctorant·es et chercheur·ses présentent leurs travaux aux autres membres de l'équipe, sur deux jours d'échanges. L'implication des doctorant·es dans ces journées est importante, notamment lors de leurs premières années d'inscription puisqu'elles sont l'occasion de leur procurer un premier retour sur leur travail de thèse.

Le CERS gère son budget de manière collégiale, par un conseil d'équipe qui est réuni une fois par mois environ. Les doctorant·es sont soutenu·es financièrement par l'équipe dans leur accès au terrain et pour leurs frais de déplacement pour des communications scientifiques.

Les membres du CERS, permanents comme doctorant·es, contribuent significativement aux travaux des axes généraux du LISST, en collaboration avec les autres équipes et en apportant leur regard attentif à la dimension sociale des phénomènes étudiés. Ils sont investis dans l'axe « Innovations et Société » quand ils interrogent les conditions sociales de la créativité scientifique, les enjeux sociaux des nouveaux outils numériques ; les conditions sociales d'émergence des produits économiques ; la réception sociale de nouveaux dispositifs. Ils contribuent également à l'axe « Mondialisation » par leurs travaux sur les circulations et les rapports sociaux des acteurs à l'échelle mondiale, au cours d'expériences migratoires, lors d'échanges économiques, mais aussi dans les domaines de la science, la santé... Les membres de l'équipe CERS sont également présents dans l'axe « Parcours de vie et inégalités » par l'étude des ancrages sociaux des trajectoires biographiques, au niveau de l'enfance, l'adolescence, la vieillesse et la fin de vie, ainsi que des carrières professionnelles. Ils s'intéressent alors aux rapports de genre, aux situations de ruptures biographiques ou aux expériences de santé, migrations, mobilités. Enfin, les membres du CERS investissent l'axe « Différenciations

territoriales et action publique » par leurs travaux sur les effets territoriaux des dynamiques scientifiques et des échanges économiques. Ils étudient également l'impact du territoire sur les usages numériques, sur la santé.

Depuis 2014, les membres du CERS ont été engagés dans de très nombreux contrats de recherche : une quarantaine dont ils/elles ont été ou sont responsables. Leurs montants sont très divers ainsi que leurs commanditaires. Les contrats financés par le LabEx SMS sont les plus nombreux et couvrent toutes les thématiques de l'équipe : en TIC, santé, science, migrations, parcours de vie. Les membres de l'équipe ont été responsables ou impliqués dans des contrats financés par l'ANR en études des sciences (GEOSCIENCE, RESOCIT et ARCHIPAL) et des TIC (DEVOTIC et LISTIC). Les contrats liés à la santé et l'étude des vulnérabilités sont financés par d'autres organismes publics (par exemple CANCER financé par l'INCA, Parcours de Soins financé par la DREES, MACARMA et l'Accueil des enfants en situation de handicap par l'IRéSP...) ou encore "Bébé, petite Enfance en COntextes" (BECO) financé, notamment, par la Région Occitanie. Les financements privés concernent la santé et le handicap (par exemple RHEOP et FIRAH), et le numérique (Orange). Les financements des différents domaines de recherche de l'équipe proviennent de sources différentes, reflétant la diversité des liens institutionnels que l'équipe a tissés.

Les membres du CERS sont également impliqués dans la formation par leur participation collective à plusieurs masters rattachés au LISST, notamment trois masters dont ils/elles sont (co-)responsables, avec des finalités et des publics différents. Le master « Recherches et Etudes Sociologiques » est généraliste et forme des étudiants capables d'analyses sociologiques approfondies, à visée académiques ou appliquées. Le master « Médiations, Intervention Sociale et Solidarité » s'adresse à un public qui appuie sa préparation aux métiers de l'action sociale sur une formation solide en sociologie transversale à plusieurs thématiques de l'équipe. Le Master « Intervention sociale et changement » est destinée à un public de professionnels de l'action sociale en formation continue qui désire acquérir des connaissances sociologiques utiles pour l'exercice de leur profession.

L'équipe CERS a de nombreux partenaires, dont la diversité transparait par la pluralité de ses sources de financements. Elle entretient également des collaborations scientifiques en publiant avec d'autres laboratoires, à l'échelle toulousaine (IRIT, CLLE, LERASS...), à l'échelle nationale (CRIEF Poitiers, l'INED, Centre Maurice Halbwachs, Tech-Cico...) internationale (Université du Québec à Montréal, et l'Université du Québec en Outaouais, de Trois-Rivières...). L'équipe a également des liens forts avec les associations professionnelles (telles que l'ISA, l'AISLF, l'AFS...) dont plusieurs des membres de l'équipe sont adhérents et assurent la co-responsabilité de comités de recherche.

Enfin l'équipe a de nombreux échanges avec d'autres partenaires non académiques tels que, à l'échelle toulousaine, l'Université Populaire de Toulouse, la Mêlée numérique, l'ARSEAA, à l'échelle nationale l'Agence Nationale d'Amélioration des Conditions de Travail, la Caisse Nationale des Allocations Familiales, l'Observatoire National de la Petite Enfance, l'Observatoire de la laïcité.

1.2. Projet : Collectif « Expériences, Réseaux, Sociétés »

Comme précisé dans le bilan, le point d'entrée commun aux membres de l'équipe CERS est celui des acteurs, leurs relations, leurs activités et leurs expériences dont sont étudiées les formes d'implication dans l'espace social.

Les membres du CERS sont attentifs à la pluralité des logiques d'action qu'ils saisissent en tant qu'activités sociales (au niveau des acteurs et de leurs actions) pour comprendre leur contribution à la construction de l'espace social et politique (au sens large). La cohérence de la diversité théorique de l'équipe est assurée par la reconnaissance et la mise en œuvre d'une pluralité d'échelles d'action et d'analyse.

Conformément à son ancrage dans une épistémologie constructiviste, l'équipe CERS est soucieuse de dégager les dynamiques et processus historiques des phénomènes qu'elle étudie. Ses membres entendent pour cela prendre en considération la demande sociale, en privilégiant,

quand cela s'y prête, une implication des acteurs concernés dans leurs recherches. Enfin, l'équipe est ouverte aux pratiques et réflexions interdisciplinaire, qu'elles soient intrinsèques à l'équipe (sociologie, géographie, psychologie, anthropologie), au niveau des sciences sociales (avec l'histoire, la gestion, l'économie...) ou plus large encore (informatique, médecine...).

Le CERS, à l'échelle locale et internationale

Par cette posture particulière et sa spécificité généraliste, l'équipe présente une originalité qui lui donne la possibilité de mener des recherches sur des thématiques différentes tout en maintenant un fond commun. La diversité des objets étudiés rend également l'équipe capable de répondre à une demande sociale, souvent locale, avec un large spectre de domaines de compétences. Enfin, sa capacité à généraliser ses résultats et à les inclure dans des débats à l'échelle mondiale lui donne des moyens pour collaborer et publier à l'international.

L'équipe est donc marquée par une forte insertion dans son milieu local, ce qu'attestent les contrats de recherche et les partenariats avec les divers acteurs socio-économiques régionaux, mais également par le développement de collaborations de recherche dans plusieurs régions du monde, qui donnent lieu à des publications et contrats de recherche internationaux.

Enfin, l'équipe se distingue aussi par un souci commun de discussion scientifique en interne, à travers le séminaire d'équipe, les journées du CERS, les co-encadrements de thèses et la collégialité des décisions budgétaires et scientifiques.

Le CERS reste le CERS mais change de nom

C'est au cours de ces discussions collégiales et à l'occasion de ce nouveau contrat quinquennal que l'équipe du CERS a souhaité changer de nom. Cependant, dans l'esprit de garder une trace de ce que furent les débuts de la sociologie à Toulouse (la création de l'équipe CeRS - Centre d'Etudes et de Recherches Sociologiques, à l'initiative de Raymond Ledrut - sous forme de laboratoire de recherche remonte à l'année 1957), le souhait partagé a été de conserver l'acronyme CERS. Il s'agissait également de mieux faire correspondre le nom de l'équipe à ce qu'elle est devenue.

L'équipe, nommée jusqu'à présent « Centre d'Etudes des Rationalités et des Savoirs » tenait ce nom de la focale datant du milieu des années 1990 sur les questions de science et d'argumentations qui étaient alors un projet commun porté par Jean-Michel Berthelot. Depuis, la configuration de l'équipe au sein du laboratoire a changé, elle s'est diversifiée et elle a été marquée par la reconnaissance en 2012 de la thématique des réseaux sociaux sous la forme d'un LabEx « Structuration des Mondes Sociaux » (SMS), dont plusieurs membres de l'équipe sont spécialistes et notamment le directeur du LabEx lui-même, Michel Grossetti.

La problématique générale que nous nous donnons à travailler collectivement pour les années à venir est celle de comprendre comment les activités sociales produisent et sont prises dans des formes sociales qui construisent des espaces sociaux spécifiques. Pour traduire cette problématique dans notre nom d'équipe, nous avons choisi de retenir le terme d'Expériences pour saisir au plus près les usages et les activités tels que pratiqués par les acteurs, tout en intégrant éventuellement la subjectivité qui les caractérise. L'expression Réseaux est saisie comme un ensemble de relations, formelles ou informelles, qui présente une forme sociale avec ses dynamiques propres. Enfin, le mot Sociétés renvoie à l'idée d'espaces territoriaux, matériels ou culturels différents qu'on se donne implicitement ou explicitement l'objectif de mettre en rapport.

Ces trois concepts, Expériences, Réseaux et Sociétés, pris dans leur ensemble, permettent de souligner la prégnance des échelles d'analyse dans les travaux de l'équipe, allant de la plus fine dans la saisie des expériences, à la plus générale quand il s'agit de mettre en rapport des sociétés ; les réseaux se présentent alors comme des opérateurs intermédiaires dont nous pensons qu'ils jouent un rôle décisif dans la transformation des sociétés contemporaines.

Maintenir et renforcer la collégialité

Nous avons également choisi de définir l'équipe comme un Collectif. Ce terme peu utilisé dans les milieux de la recherche nous a cependant semblé correspondre aux attentes que nous avons vis-à-vis de celle-ci. Malgré le nombre que nous avons atteint, nous souhaitons maintenir un

fonctionnement collégial pour la gestion du budget et nos décisions scientifiques (tous les permanents et les représentants des doctorant·es). L'équipe est également une ressource pour échanger sur nos conditions de travail, par-delà les aspects scientifiques. Nous souhaitons maintenir les journées annuelles du CERS qui associent les doctorants et chercheur·ses/enseignant·es chercheur·ses et les moments conviviaux qui y sont associés. Nous prévoyons de délocaliser (à l'échelle de la région) les journées du CERS à venir et réserver de ce temps collectif pour la réflexion sur notre posture commune.

Liens recherche/enseignements

Les deux masters qui sont spécifiquement adossés à l'équipe CERS sont respectivement intitulés « Médiation, Intervention Sociale et Solidarités » et « Recherche et Etudes Sociologiques ». Les échanges sont et continueront d'être nombreux puisque les (co)-responsables de ces masters sont membres de l'équipe et qu'ils/elles impliquent régulièrement celle-ci pour les cours, encadrements, soutenances, auditions.

L'équipe organise ou co-organise des séminaires qui sont inscrits dans l'offre de formation de ces masters : le séminaire du CERS, Savoirs, Réseaux, Médiations ; PragmatIC ; MoRéMi ; séminaire Santé ; séminaire Usages, Techniques, Marchés. Les séminaires de l'équipe sont également fréquentés par les étudiants inscrits dans le dispositif Réseaux de Masters du LabEx SMS et le seront d'autant plus si le projet d'Ecole Universitaire de Recherche (EUR) adossé au LabEx est retenu. Enfin, l'équipe, en plus d'accueillir des stagiaires d'autres formations (notamment en informatique ou en géomatique), sera un appui pour les étudiants des masters MISS et RES dans le cadre de leur recherche de stages dans les milieux socio-économiques ou académiques partenaires.

Le nombre plus réduit de doctorant·es de l'équipe est lié à une attention spéciale concernant leur financement et est le fruit d'une décision collective. Cependant, l'équipe ne s'interdit pas d'accueillir des doctorant·es non financé·es dans le cadre de projets ou trajectoires personnelles pertinentes. L'équipe voudrait se donner les moyens de mieux connaître les opportunités de financements autres que ministérielles (ces dernières restant rares dans nos établissements).

Vis-à-vis des doctorant·es, l'équipe souhaite qu'ils/elles communiquent plus nombreux, à l'échelle nationale ou internationale, d'autant plus qu'elle réserve du financement pour leurs missions. L'équipe prévoit de proposer aux doctorant·es qui le souhaitent des séances de formation/information sur les revues scientifiques et les associations professionnelles pour les aider à décrypter le monde professionnel dans lequel ils/elles se trouvent. En plus des journées du CERS au cours desquelles les doctorant·es ont des retours sur leurs travaux, l'équipe propose d'organiser des séances de travail avec elles/eux sur les difficultés qu'ils/elles peuvent rencontrer dans leur travail de thèse.

Partenariats principaux

L'équipe se donne pour objectifs de poursuivre ses échanges avec les autres équipes du LISST, au travers de sa contribution aux différents axes du laboratoire, que ce soit sous forme de discussions (séminaires), de co-encadrements, de contrats de recherche et publications.

Si la reconduction du LabEx est confirmée, l'équipe CERS continuera d'échanger avec les autres laboratoires de sciences sociales, à l'échelle d'UT2J et du pôle toulousain, sans oublier les liens qui existent localement avec des laboratoires hors LabEx tels que l'IRIT.

Les partenariats de l'équipe avec les collectivités locales ou les agences publiques sont de plus en plus forts (que ce soit dans les domaines de la santé, l'enfance, les migrations, le travail...). Mais il existe tout autant des liens avec le secteur associatif et la société civile en générale qui sont des interlocuteurs importants aux yeux des chercheur·es du CERS.

L'équipe souhaite également être plus impliquée dans les établissements scolaires (écoles, collèges, lycées) et du supérieur (écoles de travail social, université populaire, université du temps libre), de sorte à avoir l'occasion de transmettre le fruit de ses travaux de recherche à des publics variés.

3. Le Centre Interdisciplinaire d'Etudes Urbaines (CIEU)

Le CIEU est une des quatre équipes qui compose le LISST. Il est composé principalement de géographes, d'urbanistes-aménageurs mais intègre d'autres profils disciplinaires : architecture, génie civil, climatologie. Pour le contrat écoulé, la direction de l'équipe a été assurée jusqu'en décembre 2018 par E. Eveno.

1.1. Bilan

L'équipe a une longue expérience de travail sur la ville appréhendée comme espace-laboratoire. Elle a développé des travaux sur de nombreuses thématiques : l'habitat, les systèmes productifs et l'emploi, les mobilités, les circulations transnationales, les migrations et les faits religieux, le commerce, la culture, la territorialisation des activités scientifiques, le vieillissement des populations, la relation villes / environnement / climat, les villes « numériques » ou « intelligentes », les villes moyennes, les phénomènes de métropolisation, les interactions urbain-rural... Elles se sont traduites par l'implication dans plusieurs programmes de recherches auprès de divers financeurs tant académiques (ANR, MSHS-T, PEPS CNRS/Réseau des MSHS, Labex SMS) qu'en recherche impliquée (PUCA-POPSU, Agence d'urbanisme de Toulouse-aire métropolitaine, thèses CIFRE, coopération décentralisée, rapport au MAEDI, DDT 31, Région Occitanie, Département de la Haute-Garonne)

A partir de 2014, le projet scientifique du CIEU, sa participation en tant qu'équipe de recherches urbaines aux débats scientifiques avec d'autres équipes ou laboratoires toulousains de différentes disciplines, son inscription dans le paysage scientifique local, national et international ont été réprécisés. Ce travail a recentré le projet de l'équipe autour d'orientations spécifiquement urbaines : soutenir la recherche théorique autour de questions telles que celles touchant aux « transitions » (urbaine, démographique, socio-écologique, numérique), au rôle des « acteurs discrets » de la fabrique urbaine... ; poursuivre des recherches dans le cadre de partenariats élargis aux acteurs de la fabrique urbaine, en particulier les collectivités territoriales, dans le sens d'une « recherche impliquée » ; participer à des échanges internationaux autour d'analyses comparatives sur la circulation de modèles de gouvernance et/ou de développement urbains. Certains membres récents du CIEU, ne se retrouvant pas dans ces orientations, ont alors préféré rejoindre d'autres équipes au sein du LISST.

Un effort particulier vers l'international est à noter avec trois participations au PREFALC (Programme Régional France Amérique latine Caraïbes) et un Programme ECOS (responsable F. Taulelle). « Articulation villes moyennes et espaces ruraux » France-Argentine. Missions de terrain dans les trois villes du programme : Junin, Chascomus, Tandil. La recherche recense les partenariats rural-urbain et les innovations associées à ces échanges et accompagne les missions à Aubenas, Auch et Rodez (2017, 2018, 2019).

Les séminaires sont essentiels au fonctionnement du CIEU et participent aux relations doctorants encadrants. Ils se décomposent en plusieurs ensembles : les séminaires internes dont chaque séance regroupait, idéalement, un chercheur du CIEU, un doctorant du CIEU et un chercheur invité ; les séminaires du LISST organisés par des membres du CIEU dans l'axe "GESTES" et dans l'axe "Différenciations territoriales et actions collectives" (voir axes) ; les séminaires IN SITU (Innovations, indisciplines, interfaces des Savoirs et Imaginaires sur les Territoires Urbains) co-organisés avec l'Ecole Doctorale TESC, en partenariat avec le Laboratoire de Recherche en Architecture (LRA) ; un séminaire co-organisé avec Toulouse-Métropole sur « La ville intelligente » qui met en confrontation dialectique, les savoirs empiriques et théoriques accumulés sur les « Villes Intelligentes ».

La valorisation de la recherche est affirmée à travers les publications scientifiques, et par des supports diversifiés à destination du grand public. On mentionnera l'Exposition « Vies d'ordures » au Mucem (voir faits marquants), le Prix littéraire « Ecrire la ville », créé en 2016, à la croisée entre un prix littéraire et un prix sur les études urbaines, l'urbanisme, l'architecture... (<https://wordpress.com/view/prixecrirelaville.wordpress.com>) et la participation à l'exposition du Quai des Savoirs sur le thème 'Inventez la ville dont vous êtes le héros' piloté par Science Animation (2017).

Les membres du CIEU ont valorisé leurs recherches dans de nombreux réseaux scientifiques et en direction de publics variés (universitaires, décideurs publics acteurs nationaux et internationaux impliqués dans la fabrique urbaine). L'organisation de colloques a été fortement mobilisatrice au cours du contrat écoulé et atteste la capacité à confronter des regards disciplinaires différents. Citons : à l'échelle du monde. La carte : objet culturel, social et politique, du Moyen Âge à nos jours. Albi (10/2016), les 9^{ème} édition des Journées Franco-italiennes de Géographie sociale (05/2016) intitulées "Quand les migrants arrivent en ville. Politiques et pratiques de l'hospitalité et de la citoyenneté", le Colloque international Qualité environnementale urbaine : approches interdisciplinaires et participatives (voir faits marquants), Les Journées Jeunes Chercheurs du Réseau Habitat Logement (REHAL) (05/2018) ; Le colloque anniversaire « La ville vue du CIEU » (11/2018) a été un temps de réflexion sur les études urbaines, célébrant l'existence du collectif 53 ans après sa fondation (en 1966).

Le CIEU constitue l'équipe d'appui principale du Master « Urbanisme et Aménagement », qui se décline en trois parcours : Action Locale et Projets de territoire (APTER) ; Villes, Habitat et Transition Ecologique (VIHATE) ; Transports et Mobilités (TRANSMOB). Outre les enseignements assurés dans les parcours par la majorité des membres de l'équipe, le lien étroit entre la formation et la recherche est lisible par l'inscription chaque année en doctorat d'étudiants issus de ce master. L'équipe est par ailleurs en appui du Master mention « Gestion des territoires et développement local » (GTDL) de l'Institut National Universitaire J-F. Champollion d'Albi.

1.2. Projet : "décloisonner" l'analyse de la ville et de l'urbain

Le CIEU est une équipe de recherche interdisciplinaire qui s'intéresse à l'urbain dans ses différentes expressions (réseaux de villes, systèmes urbains, métropoles, villes petites et moyennes, périurbains, périphéries, centres-villes,...) tant à travers l'analyse de l'action publique que des modes de vie ou de ses caractéristiques plurielles (morphologiques, paysagères, aménagées). Au cœur du questionnement scientifique, la diversité des enjeux sociaux, économiques, politiques, environnementaux dans les dynamiques urbaines amène à centrer les interrogations sur les systèmes d'acteurs à travers plusieurs de leurs déclinaisons sectorielles. Les effets de la mise en œuvre des politiques urbaines intéressent le CIEU sur une grande diversité de thèmes : commerce, culture, économie et emploi, santé, environnement, climat, numérique, ville "intelligente", recherche, innovation, participation, habitat et logement, mobilité et transports ... Plus largement, les systèmes de gouvernement des décideurs politiques, économiques, institutionnels ou non : formes citoyennes de contre-pouvoirs associatives, militantes, ou qui se manifestent simplement à travers l'adhésion à des valeurs et des modes vie, sont des thématiques dont l'approche par la dimension spatiale permet à l'équipe d'apporter un éclairage sur les transformations de la ville et de l'urbain en objectivant la matérialisation spatiale et la territorialisation de leurs effets au cœur de nos analyses. Cet intérêt est aussi affirmé pour les pratiques et l'évolution des modes d'habiter, dans un contexte social caractérisé par l'accroissement des inégalités, le vieillissement démographique ou l'acuité des enjeux environnementaux.

Les territoires construits par et pour l'action publique ne se superposent pas à ceux dans lesquels se reconnaissent leurs usagers et/ou leurs résidents, ou à ceux des grilles d'analyses économiques, sociales, environnementales. En se basant sur des approches sectorielles l'objectif de nos recherches est de montrer en quoi chacun de ces aspects interfère avec les autres et fait sens pour rendre compte de la ville et de l'urbain aujourd'hui, en France et dans de nombreuses régions du monde.

La concrétisation de ce positionnement d'équipe se matérialisera dans les années à venir sous la forme d'un séminaire d'équipe pour croiser nos regards et nos questionnements thématiques sur les expressions de l'urbain et de ses dynamiques. Ce séminaire sera l'occasion de mobiliser aussi les doctorants et des étudiants issus des formations de masters appuyés sur le CIEU à raison de 3 à 5 journées par an qui permettront aussi des co-constructions de nouvelles pistes d'investigations ou de projets communs à l'équipe.

S'attacher à l'innovation dans les villes amène à observer les formes concrètes et organisées sous lesquelles elle se matérialise, les différents acteurs souvent co-localisés qui la portent mais

également, nous incite à considérer son "acceptabilité" et ses incidences économiques, sociales et environnementales. Notre démarche d'analyse est donc focalisée sur la traduction de ces éléments dans l'aménagement et l'urbanisme et/ou à l'interface d'autres champs d'intervention publique (articulation, par exemple entre urbanisme et action sociale, médico-sociale, culturelle, etc.). A cet égard elle s'intéresse aux supports matériels et immatériels de circulation et de flux de toutes natures (informations, services, personnes, marchandises, emplois...).

Ces approches constituent un champ privilégié pour renforcer les liens déjà établis au sein de l'équipe entre des méthodologies propres aux SHS (enquêtes qualitatives, questionnaires, observation...) et des méthodologies et outils utilisés en sciences pour l'ingénieur (SIG, base de données géo-référencées, programmation informatique, data-visualisation...). Ce renforcement se décline différemment à partir de modes de construction de la recherche et des savoirs étroitement associés aux acteurs des territoires urbains.

Les principaux enjeux actuels traités par le CIEU sont ceux des inégalités socio-spatiales, des fragmentations spatiales et les enjeux environnementaux. Si l'analyse des inégalités sociales, des dynamiques d'inclusion/d'exclusion sociales et de toutes les formes qu'elles prennent dans la ville est ancienne au CIEU, l'approche environnementale plus récente a pris une place importante dans certaines problématiques spécifiques au champ de l'environnement, mais plus largement dans la façon d'aborder des questions comme celles de la périurbanisation, de la construction, des déplacements, de la consommation d'espaces et de l'occupation du sol ou bien de la place des villes dans des architectures nouvelles de l'économie productive. Ce renouvellement de nos approches trouve aussi une traduction dans l'attention portée à l'articulation entre outils d'urbanisme (SCOT, PLU, PCAET), ce qui revient à interroger l'articulation d'échelles spatiales des stratégies aménagistes et l'intégration d'échelles décisionnelles dans la gestion du territoire.

Les évolutions et dynamiques urbaines sont marquées par un certain nombre de tensions qu'elles génèrent dans les systèmes urbains. L'apport de notre projet est d'observer et d'analyser les évolutions urbaines au prisme de ces tensions :

- Les trajectoires territoriales urbaines en tensions entre logiques redistributives et logiques de concentration.
- Les reconfigurations des systèmes d'acteurs et les logiques d'action en tension entre logiques politiques sociales et logiques de marché.
- La façon dont les territoires urbanisés ou en cours d'urbanisation font ou non système dans les tensions générées par la métropolisation.
- La construction de catégories socio-spatiales différenciées, les paradigmes qui les construisent face à des tensions méthodologiques (approches quantitatives/qualitatives).

Nos travaux de recherche sont ouverts à tous les continents pour les terrains (Projet IRN : habiter les Villes du Futur) et les partenariats la provenance de doctorants, que nous avons à cœur de conserver et de poursuivre, si possible en systématisant plus des contractualisations pluriannuelles à partir ou en complément des échanges avec des institutions étrangères.

A l'échelle nationale, nous entendons poursuivre notre contribution à la mise en réseau de groupes de recherche à l'interface entre le climat et l'urbanisme, en particulier ceux qui travaillent sur la production de données et les outils de traduction/visualisation des enjeux climatiques.

Cette dimension des interactions entre politiques et actions est également un point mobilisateur pour nos travaux futurs (les services de l'Etat nous sollicitent d'ailleurs dans ce sens), et la diversité des formes qu'ils peuvent prendre notamment dans la perspective de comparaison internationales sur diverses thématiques.

Les programmes en cours attestent d'analyses qui vont du quartier à l'échelle métropolitaine, (POPSU Métropoles Toulouse), régionale (Du campus partagé à la région intelligente CAPARI) ou globale (Prog. NetScience) et se déploient dans des grandes métropoles (Droits culturels au Cap, à Salvador de Bahia et à Toulouse), des villes petites et moyennes ou leurs périphéries

(Programme de recherche ECOS sur les villes moyennes et leurs espaces agricoles/ruraux en France et en Argentine). Nous nous intéressons moins à l'exhaustivité qu'à observer des trajectoires et les moteurs de ces transformations en apportant nos analyses dans des recherches interdisciplinaires (collaborations avec des anthropologues, des architectes, des politistes, des sociologues en SHS /mais aussi des sciences de l'ingénieur pour des questions d'imagerie spatiale (CNES) par exemple.

Dans nos partenariats avec des décideurs publics nationaux ou locaux nous nous attachons l'accompagnement à la décision mais aussi aux effets de nos analyses sur l'action publique. Dans les collectivités territoriales ces partenariats se traduisent par la signature de conventions de recherche ou l'intégration de certains d'entre nous dans les instances scientifiques ou observatoires de certaines institutions (AUAT, Pôle de compétitivité "Aerospace Valley").

L'équipe participe par ailleurs à de nombreux débats et des instances sur la scène locale ou nationale, voire internationale, entretient différents échanges collaboratifs avec d'autres équipes (architectes, politistes, travaillant sur les villes au sein de l'Institut de la Ville (IDV) par exemple ou économistes et sociologues associés aux travaux du Labex SMS dans le cadre de séminaires ou du laboratoire des idées (LDI), publie différents rapports et études sous des formes vulgarisées diverses (informatiques, expositions...), anime des réseaux de recherche, le réseau national REcherche HABitat-Logement dont la tête de réseau est hébergée au LISST-CIEU, le Réseau d'Expertise sur les Changements Climatiques en Occitanie (RECCO, <https://reco-occitanie.org/>) dans lequel nous sommes très impliqués.

C'est notamment dans ces réseaux que se nourrit l'interdisciplinarité de l'équipe.

Les liens avec la formation sont forts, l'UT2J, à l'INU Champollion d'Albi (où trois membres de l'équipe sont titulaires) comme dans d'autres établissements d'enseignement supérieur ou de formation continue toulousains. Les masters offrent une formation des étudiants à la recherche dans certaines UE, mais permettent également la présentation de recherches dans le contenu des enseignements. De nombreux enseignants chercheurs de l'équipe sont mobilisés à cet effet notamment à travers des séminaires (séminaire In Situ), et une UE de séminaire de recherche par parcours de Master chaque année. Ce lien se concrétise aussi par l'inscription en doctorat d'étudiants issus de nos Masters ou l'attractivité exercée par les thématiques de nos travaux, sur des étudiants étrangers pour un encadrement au sein de l'équipe.

Innovations méthodologiques : Dans certains travaux nous avons développé des approches fécondes au croisement des études thématiques, de la géomatique et des représentations visuelles. Collaboration sur l'imagerie spatiale Très Haute Résolution avec le CNES en gestation sur la thématique des décharges sauvages, puis travaux sur la mesure des densités, par exemple les techniques de data-visualisation sont également l'objet de productions et de valorisations. Les diverses expérimentations méthodologiques, conduites entre des aspects quantitatifs et qualitatifs ont progressivement amené à construire la gestion des interfaces entre méthodes comme objet de recherche et d'expérimentation que nous ambitionnons de poursuivre. La facilitation de ces rapprochements est envisagée notamment dans une optique interdisciplinaire.

4. Dynamiques Rurales

1.1. Bilan

Dynamiques Rurales est une équipe interdisciplinaire qui associe géographie, sociologie, gestion, économie, audio-visuel, droit. Elle est animée par un projet scientifique portant sur l'étude des dynamiques et recompositions des ruralités dans toutes leurs dimensions (productive, sociale et spatiale), au Nord et au Sud. Depuis sa création, en 1991, l'équipe Dynamiques Rurales a trouvé son originalité dans son approche interdisciplinaire et sa logique interactive. Ainsi son projet a été constitué dans une trajectoire collective marquée par de multiples interactions :

- entre un projet de recherche sur le rural et un projet de formation doctorale interdisciplinaire ;

Document d'autoévaluation des unités de recherche

- interdisciplinarité qui associe, dès l'origine la géographie, la sociologie et l'économie et qui s'est étoffée, au fil du temps, par de nouvelles disciplines : la gestion, l'audiovisuel, le droit ;
- entre différents terrains et expériences du Nord et du Sud, faisant de l'ouverture sur le Sud l'une des spécificités fortes de l'équipe (principalement en Amérique latine et en Afrique).

Forte de ces approches et spécificités, l'équipe bénéficie d'un positionnement original et d'une reconnaissance scientifique affirmée. Au plan local, l'équipe Dynamiques Rurales fait partie du Labex SMS dans lequel elle anime avec l'INRA l'opération « mondes ruraux ». A l'échelle nationale, Dynamiques Rurales est l'une des équipes de recherche de référence sur le rural, en particulier au sein du Comité national français de Géographie. A l'échelle internationale, Dynamiques Rurales est partenaire de projets européens et anime de nombreux projets collaboratifs avec l'Amérique latine et l'Afrique.

Au 30 juin 2019, les 23 membres permanents titulaires de l'équipe se répartissent entre quatre institutions d'appartenance (15 UT2J, 5 ENSFEA, 2 INP et 1 CNRS). L'équipe compte 4 PR (dont 2 émérites), 4 MCF HDR (dont 1 émérite), 14 MCF et 1 CR. S'ajoutent à ces membres permanents, 3 membres contractuels (1 POST-DOC CNRS, 1 MCF ENSFEA et 1 ATER UT2J).

Depuis 2014, la composition de l'équipe a sensiblement évolué, bien que le nombre de membres permanents titulaires soit resté presque stable (24 en juin 2014). L'équipe a connu 8 départs à la retraite (dont 2 PR et 2 MCF HDR), le départ en détachement d'un PR, le recrutement de 3 MCF dont 1 contractuel (remplacement du détachement) et 2 MCF sont devenus Professeurs. Cette évolution témoigne d'un renouvellement générationnel. En même temps l'équipe s'est enrichie avec l'arrivée de 3 enseignants-chercheurs (2 MCF venant de l'INP et 1 du CERTOP) et d'un CR CNRS (LISST-CIEU). La demande de rattachement de ces collègues repose sur la proximité avec certains des thèmes travaillés au sein de Dynamiques Rurales (durabilité des agricultures et des systèmes agroalimentaires, gestion des ressources naturelles et environnement, dynamiques de valorisation patrimoniale dans les espaces ruraux, ...) et la volonté de participer à la dynamique scientifique de l'équipe dans le cadre du LISST.

Concernant l'encadrement doctoral, 2 membres de l'équipe ont soutenu leur HDR au cours du quinquennal, mais avec les départs à la retraite, le nombre d'HDR est resté stable (8). La période 2014-2019 a été marquée par 3 soutenances d'HDR et 23 soutenances de thèses. Dynamiques Rurales compte aujourd'hui 20 doctorants alors qu'elle en comptait 31 en 2014. Cette évolution s'explique par le double effet du départ à la retraite de collègues HDR et surtout le choix des encadrants d'inscrire moins d'étudiants, maintenant plus fréquemment financés. Les terrains de recherche des doctorants se répartissent équitablement (7 en France, 7 en Afrique et 6 en Amérique latine).

L'importance accordée à la formation dans le domaine des études rurales s'est traduite par un investissement fort des membres de l'équipe dans deux masters adossés, entièrement ou partiellement, à Dynamiques Rurales (Master GTDL-Territoires Ruraux enseigné à Foix et Master MEEF de l'ENSFEA), ainsi que dans la formation des ingénieurs à l'INP.

L'activité scientifique de Dynamiques Rurales lors des cinq dernières années a été guidée par le questionnement des nouvelles recompositions et interfaces du rural (rural-urbain, local-global, réseaux et innovations), en lien notamment avec les évolutions récentes des espaces ruraux. Ces évolutions traduisent des recompositions multiples dans les espaces ruraux, en réponse aux demandes sociales et aux enjeux majeurs : durabilité et transition agro-écologique, système alimentaire équitable et durable, modes de vie et sociabilités, politiques publiques et gouvernance territoriale. Les travaux conduits par l'équipe ont emprunté trois entrées pour développer ce questionnement central, dans différents projets de recherche.

a/Entrée par les fonctions productives des espaces ruraux : le questionnement a été porté sur la diversité et la durabilité des agricultures et des systèmes agroalimentaires, ainsi que la gestion des ressources naturelles, face aux défis alimentaires, écologiques et sociaux. Plusieurs programmes ont porté sur ces questions tant au Nord, en France et en Australie (avec des

financements du Ministère de l'Agriculture, du Labex SMS, de la Région Occitanie, de la MSH qu'au Sud (Maroc, Cameroun, Brésil, Afrique de l'Est).

b/Entrée par les recompositions sociales dans les espaces ruraux : il s'agit d'analyser les nouvelles sociabilités et solidarités, soit entre hommes et femmes ou entre générations, et les nouvelles formes d'habiter et de produire sur des terrains français ou étrangers (Afrique, Amérique latine, Etats Unis). Plusieurs programmes ont permis de mobiliser EC et doctorants (Labex SMS, Programme Casdar, OHM-labex DRIIHM).

c/ Entrée par l'action publique territorialisée : le questionnement porte sur l'identification des modes de construction de la ruralité par le prisme de l'action publique territorialisée et des modes d'action collective qu'elle génère autour de la gestion des ressources. Il a été soutenu par plusieurs financements (Labex SMS, OHM-labex DRIIHM, Région Occitanie) notamment avec le programme GEOCOMPOSTELLE (voir faits marquants).

En matière d'animation scientifique l'équipe Dynamiques Rurales a organisé en 2016, le colloque du 25^{ème} anniversaire de l'équipe, en collaboration avec la Commission nationale de Géographie rurale sur le thème : « La renaissance rurale d'un siècle à l'autre ? ». L'équipe a organisé aussi en 2017 les Journées de la Commission nationale de Géographie rurale en Tanzanie, en lien avec la clôture du programme européen RURBAN. Le séminaire SIS (Sociétés Images et Sons) a continué à fonctionner de manière assidue au long des cinq années du quinquennal, à la hauteur de 5 séminaires par/an. L'équipe a organisé aussi 2 colloques en 2015, l'un sur le film recherche (« Création cinématographique et recherche en sciences humaines et sociales », mars 2015) et l'autre sur genre et care environnemental (« Care, Genre et Environnement », septembre 2015).

1.2. Projet

Le projet de l'équipe Dynamiques Rurales part du constat qu'en 25 ans, trois ruptures socio-spatiales se sont confirmées, amenant les études rurales à d'importants repositionnements. L'équipe LISST-Dynamiques Rurales y contribue pleinement par un certain nombre de propositions fondé sur le constat de trois ruptures : Première rupture : si en 1990 Bernard Kayser utilisait encore la formule « recomposition de la société villageoise » pour traiter de l'évolution des catégories socio-professionnelles dans les espaces ruraux, il était déjà vain de rechercher des sociétés rurales pouvant former un objet d'étude à part entière. L'intensification des flux et les brassages culturels qui lui sont liés, conduit plutôt à interroger en quoi la société globale, dans sa diversité, continue de produire des ruralités. Deuxième rupture : parler de ruralité par délimitation d'un espace rural vis-à-vis d'un espace urbain n'a plus grand sens dans bien des cas. La périurbanisation et plus largement la multiplication des circulations ont rendu vaine la recherche d'une limite entre l'espace urbain et l'espace rural. La proposition est ici de sortir des discours qui présentent le rural comme du « non urbain » en régression, en posant la ruralité comme un ensemble de rapports à la nature, notamment de rapports productifs (notamment l'agriculture), indissociables de rapports sociaux et culturels, de systèmes de valeurs et d'idéologies. Posée ainsi, la ruralité est d'une grande actualité : toute société, ne serait-ce que pour se nourrir, se construit une ruralité. Apparaît ici une troisième rupture : l'agriculture apparaît davantage comme un enjeu de société que comme un secteur d'activité. Poser la ruralité comme un ensemble de rapports productifs à la nature, indissociables de rapports sociaux et culturels, ramène l'agriculture au cœur de la ruralité.

En ce sens, l'objectif central de l'équipe LISST-Dynamiques Rurales est d'observer, caractériser et accompagner les recompositions des ruralités opérées par les sociétés actuelles, qu'elles s'inscrivent dans le prolongement des sociétés paysannes, de la société industrielle, de la société de consommation, dans l'avènement de la société numérique, ou qu'elles soient en recherche d'alternatives. La force de l'équipe LISST-Dynamiques Rurales est de pouvoir mener à bien cet objectif à la fois dans les pays du Nord et les pays du Sud.

Les enjeux associés à cet objectif se posent en termes de modèles de production agricole et agro-alimentaire, de gestion des ressources naturelles (eau, foncier, biodiversité, etc.), d'actions collectives (groupements/filières, réseaux, action publique localisée et projets de développement territorial, recompositions institutionnelles locales), et d'animation du développement territorial. Les objets de recherche privilégiés sont les exploitations agricoles,

les systèmes agro-alimentaires, les organisations collectives (réseaux d'acteurs professionnels ou associatifs, acteurs institutionnels, collectivités territoriales et territoires de projets). Les échelles d'analyse vont du micro (producteur, habitant, association), au méso (une filière, un système d'acteurs local, un espace local ou régional) et au macro (chaîne globale de valeur, acteur globalisé).

Étudier les dynamiques des sociétés actuelles suppose également un renouvellement des méthodologies. Dans un monde où l'audiovisuel occupe une place prégnante, ce qui fait l'originalité de l'équipe LISST-Dynamiques Rurales et lui vaut d'être reconnue tient au développement de l'écriture filmique comme outil de recherche à part entière, et également un outil pédagogique et de transfert. Des sociétés en recherche d'alternatives et de nouveaux modèles de développement invitent également à renforcer la co-construction des recherches avec les acteurs de terrain, notamment par la recherche action participative.

Enfin, les orientations mentionnées ici invitent à actualiser les liens recherche-enseignements (masters, licences générales et professionnelles, Diplômes d'université en lien avec le monde professionnel), qui font part entière du projet scientifique et pédagogique du LISST-Dynamiques rurales.

L'objectif central de l'équipe LISST-Dynamiques Rurales peut être abordé sous trois angles, correspondant à trois dynamiques de fonctionnement des sociétés : (i) rapport durable à la nature, (ii) inscription dans la mondialisation et attachement au local, (iii) interrogation de l'action publique territoriale.

Des sociétés qui aspirent à la durabilité et redéfinissent leurs rapports à la nature, notamment à travers les modes de production agricole et la gestion des ressources naturelles : une « fabrique de la ruralité » renouvelée constitue une composante des sociétés en recherche de plus de durabilité : elle accompagne le renouvellement des approches de la nature, des modalités de l'activité agricole et les rapports aux territoires. Les systèmes de production agricole sont confrontés à des évolutions sous l'influence à la fois de la mondialisation et d'un renouvellement profond des attentes sociales. La variété de ces systèmes est toutefois structurée par une tendance commune à reconsidérer l'activité agricole autant comme des systèmes de relations sociales situés et territorialisés qu'en tant que secteur d'activité. Il ressort ainsi que le développement durable ne conduit pas seulement à poser la question au sein du secteur agricole. Mais, il fait construire de nouvelles dynamiques rurales agroécologiques dans le sens où il impose d'actualiser tout à la fois les pratiques de production, l'organisation des systèmes agroalimentaires et les termes de l'échange du producteur au consommateur. Les dynamiques et les initiatives foisonnantes en faveur de la transition agroécologique posent un certain nombre de questions de recherche autour des processus d'action collective qui structurent ces dynamiques, des conditions socio-économiques de l'évolution vers la durabilité, de l'accompagnement au changement et du rôle de la formation, en particulier de l'enseignement agricole, dans cette démarche. À ceci s'ajoutent des recompositions démographiques de la population active agricole (accroissement de la visibilité des femmes, installations hors-cadre familial) et de la population rurale (vieillesse, accroissement des mobilités résidence-travail) qui contribuent à l'émergence d'un nouveau regard à même de transformer la ruralité et de favoriser la durabilité. Ces nouveaux acteurs peuvent proposer un nouveau rapport à la nature, encourager la transition agroécologique ou encore déstabiliser les systèmes de valeurs existants. La question de la gestion des ressources naturelles (eau, foncier, biodiversité), et celles communes de manière plus large reprend toute sa vigueur dans la nouvelles « fabrique de la ruralité ». Elle se manifeste dans différentes initiatives d'action collective et de dynamiques multiples de gouvernance dans les espaces ruraux. Les modalités de gestion apparaissent souvent comme une institutionnalisation de la négociation et du compromis.

Des sociétés mondialisées qui redéfinissent l'agriculture globalisée et questionnent la ruralité locale : la « fabrique de la ruralité » est remodelée par la mondialisation, appelant de nouvelles études. La mondialisation à la fois des systèmes productifs et de commercialisation se déploie à travers des circulations transcontinentales (de biens, de personnes, de finances, d'idées) à géométrie variable. À différentes échelles et sur tous les continents, la différence

d'intégration des territoires ruraux à la mondialisation pose la question de leurs compétitivités et de leurs inégalités, invitant notamment à discuter des hiérarchies et des relations entre les centres et les périphéries rurales de la mondialisation. Les appropriations variables par les acteurs locaux interrogent la valorisation des spécificités territoriales et les nouvelles articulations entre le global et les rapports sociaux et culturels locaux. La globalisation des systèmes de production et commercialisation questionne les formes d'agriculture en place de longue date, qu'il s'agisse du modèle de l'exploitation familiale, des coopératives agricoles ou des filières de production (génériques, longues, ou spécifiques, fondées sur une certification). Cette interrogation est d'autant plus forte qu'existent des mouvements en faveur de la «re-localisation» de l'économie, doublée d'attentes nouvelles autour de la durabilité sociale et environnementale, voire culturelle. Mais cela ne se limite pas nécessairement à un localisme, un repli sur soi rejetant la mondialisation. Les mutations importantes touchent aussi les filières longues et les formes d'organisation des agricultures agro-industrielles. Les entreprises agro-industrielles, qu'elles que soient leur type (patronale, industrielle, financiarisée, etc.) développent des stratégies organisationnelles et productives inspirées des mondes industriels et tertiaires. En Amérique latine, les acteurs les plus globalisés jouent avec les échelles de la mondialisation et contrôlent informations et cherchent de ressources situées (foncier, eau, logistique). Ces acteurs déploient des pratiques et des stratégies socio-spatiales qui font appel à la multi-localisation (gestion de plusieurs entreprises agricoles), à des mobilités permanentes entre les centres urbains et les lieux de production.

Des sociétés recomposées en recherche de nouveaux modèles de développement et d'aménagement : étudier la « fabrique de la ruralité » invite ainsi à questionner l'évolution des modèles de développement et d'aménagement qui structurent l'action publique territoriale, qu'il s'agisse des modèles de gestion du foncier, de production agricole et alimentaire, de prise en charge des ressources naturelles, culturelles ou d'animation du développement territorial au service du bien vivre des populations. La multifonctionnalité des espaces ruraux caractérisée par Philippe Perrier-Cornet au début des années 2000 est aujourd'hui investie par les politiques publiques à différentes échelles et fait l'objet de projets, associant une diversité d'acteurs publics et privés. Ces projets se construisent sur des périmètres à géométrie variable, du cadre communal toujours facilitateur d'actions collectives en passant par le territoire de projet supra-communal. Dans un contexte de responsabilisation des acteurs locaux et de recul des moyens publics, les territoires ruraux sont aujourd'hui amenés à construire leurs trajectoires de développement, qui révèlent une ruralité recomposée, assumant de nouveaux rôles dans l'aménagement des territoires et plus globalement dans la société. Notre objectif de recherche est de révéler les différentes caractéristiques, trajectoires des pratiques concrètes de construction du développement rural en privilégiant une entrée par les territoires de proximité dans différents contextes géographiques du Nord et du Sud.

Trois lignes de questionnement structurent les travaux de recherche : 1/Questionner la transformation des logiques d'intervention et d'action promues par les politiques publiques de la ruralité. Comment interpréter les caractéristiques de la ruralité et de ses ressources à travers les objets promus par ces politiques qu'il s'agisse des questions d'alimentation, de requalification des centres, de gestion/ protection de l'environnement, des paysages, de valorisation des patrimoines et du tourisme ? 2/L'analyse des systèmes d'acteurs engagés dans les processus de développement territorial permet d'analyser la différenciation croissante de leur composition et de leurs modes de coopération : entre des systèmes très institutionnalisés et des systèmes de coopération «agiles». 3/Questionner la transformation des modes d'habiter, du rapport de l'individu au collectif, à la nature, au territoire.

5. LES AXES (bilan et projet)

1. ENVIES – ENVironnement Et Sociétés

Animateurs : Arnaud Buchs, Julia Hidalgo, Julien Rebotier

L'axe ENVIES est centré sur la tension entre physicalité du milieu, de ses dynamiques d'une part, et questions sociales et représentations qu'il recouvre d'autre part. L'environnement et les questions qui s'y rapportent n'ont d'intérêt, pour les activités de l'axe, qu'au titre de construction(s) sociale(s). Ces constructions peuvent impliquer le discours seul, ou associer aux processus sociaux les dynamiques écologiques.

1.1. Bilan

La proposition d'un tel axe a suscité de nombreuses manifestations d'intérêt (38 collègues du LISST ; 24 collègues hors LISST) et donné lieu à plusieurs réunions de cadrage pour dessiner le périmètre, les modalités, les objectifs et une partie du contenu des activités. Il avait été convenu de procéder en 2 temps : une année (2017), outre une consultation élargie, a consisté en un tour d'horizon des activités de recherche pertinentes pour l'axe au sein de l'UMR, et des liens potentiels existants ; une année (2018) centrée sur une programmation scientifique (mais pas nécessairement thématique) resserrée autour d'un questionnement de recherche sur l'environnement.

Après les nombreuses manifestations d'intérêt initiales et les séances de cadrage, quatre séminaires ont eu lieu sur la période (laquelle coïncidait notamment avec le blocage de l'université de février à mai 2018) portant sur : *L'inter-trans-pluri-disciplinarité en pratiques et en question* ; *Lessons from water markets and water reform in the Murray-Darling Basin, Australia* ; *Nos histoires de terrain : entre rigueur scientifique et aventure humaine* ; *Politiques du risque et de la catastrophe*. A quoi s'ajoute un séminaire fin 2018 en association avec une initiative d'écologie politique à l'échelle du labex SMS : *De l'anthropocène au rapport 2018 du GIEC : faire récit du changement environnemental global*.

Après consultations directes et/ou recueils des avis de collègues, nous avons proposé une orientation problématique pour encadrer les activités de l'axe ENVIES à partir de 2019, et suggéré un format de séminaires un peu différent à propos des enjeux autour de la production et de la diffusion de connaissances dans les recherches sur l'environnement. Outre le blocage de l'université, la faible connexion avec la formation et les masters contribue à expliquer la faible fréquentation du séminaire par les membres de l'UMR, malgré la forte mobilisation initiale.

1.2. Projet

Trois entrées problématiques (inter- trans- responsabilité sociale de la recherche) structurent la programmation de l'axe ENVIES à partir de 2019 :

- Questionnements interdisciplinaires en pratiques (réflexivité) : Fronts de coopération entre SHS sur l'environnement (entre sociologie et sciences politiques, par exemple), et aussi expériences de coopération interdisciplinaire qui font coexister des disciplines différentes, aux épistémologies et cadres conceptuels parfois très éloignés, dans l'expérience d'une recherche.
- Défis de l'interconnaissance des problématiques environnementales (trans-disciplinarité). Cette deuxième entrée est fondée sur une double question de la co-production de la connaissance : Multiplicité des connaissances (connaissances scientifiques et savoirs vernaculaires) qu'il est possible de produire sur l'environnement ; Problématiques que soulève la mise en lien de ces différents types de connaissances sur l'environnement.
- Penser l'urgence, le changement, la transition et/ou la rupture aujourd'hui. La troisième entrée peut également être déclinée de deux façons : Caractérisation et compréhension des phénomènes en cours (subjectivité du diagnostic, degré de validité et nature des connaissances produites, audience, etc.) ; capacité d'accompagner le changement (qu'il s'agisse de l'établissement de scénarios, de méthodes plus ou moins participatives, d'outils d'encapacitement des acteurs, etc.).

Objectif : pour un « ré-encastrement » de la question environnementale

Ces questionnements sur l'interdisciplinarité et l'interconnaissance autour des recherches environnementales en SHS permettront, nous l'espérons, de dégager du sens commun à l'échelle du LISST. En outre, 1) ils contribuent à identifier les différents apports de la recherche SHS aux problématiques environnementales les plus contemporaines, et 2) offrent une alternative non culturaliste à la réduction technique et naturaliste du débat.

A ce titre, les contributions des SHS à la recherche environnementale sont au moins doubles :

- Éclairer la fabrique des problèmes environnementaux, des aspects les plus matériels aux plus discursifs ou symboliques.
- Décrypter et éventuellement déconstruire les modes mêmes de production de connaissances, ou la façon dont sont posées les questions, comme autant de manières de socialiser la question environnementale.

En matière d'alternative à la technicisation du débat environnemental, la recherche SHS sur l'environnement replace la production des connaissances scientifiques dans le champ social (le champ scientifique n'y est en aucun cas étranger). Elle re-politise aussi les problématiques environnementales dans le sens où elle les ré-encastre dans le monde social, où elle articule le contenu des problématiques environnementales à la diversité (sociale et spatiale) du monde. Six séances ont été programmées pour le premier semestre 2019, dans un format plus libre, mais au contenu plus centré sur les trois entrées problématiques citées précédemment : Evaluation d'impact de politiques de l'eau : apports de la modélisation intégrative ; Modélisation de la gouvernance environnementale - Inter-cognition - trans-disciplinarité ; *Social influence and disruptive low carbon innovations* ; Repolitiser les questions environnementales par le bas ; *les mines urbaines*.

L'activité de l'axe ENVIES, plus structurée par un horizon programmatique (quoiqu'assez large) se nourrit largement des apports de collègues extérieurs à l'UMR et des initiatives menées sur le site toulousain (membres d'autres laboratoires que ceux de l'UT2J ; actions portées par le Labex SMS notamment).

Il est tout à fait envisageable de permettre, à l'avenir, dans le cadre des activités de l'axe ENVIES, de solliciter des collègues extérieurs au LISST pour présenter des travaux ou des réflexions en lien avec l'horizon problématique défini à partir de 2019. C'est, nous le pensons, l'occasion de constituer une communauté académique concernée par des intérêts communs sans se limiter aux frontières de l'UMR (mais en puisant dans les ressources humaines propres de l'UMR) et en s'ouvrant aux compétences plus larges du site toulousain.

A défaut de nouvelles orientations problématiques, ou d'un groupe de collègues de l'UMR engagés dans une démarche collective d'une autre nature, ce dispositif, très ouvert sur l'extérieur du LISST, a vocation à être reconduit et constituer les cadres d'une arène d'échange et de discussion sur les recherches environnementales en SHS.

2. Mondialisations

Animateurs : Lucine Endelstein, Guillaume Favre, Sébastien Roux

1.1. Bilan

Au-delà des discours habituellement portés sur la mondialisation - encensée et/ou rejetée comme la marque d'une nouvelle modernité - les chercheur·ses réuni·es dans cet axe proposent de saisir les mondialisations, c'est à dire de penser les pratiques, les causes et les conséquences de l'intensification des circulations et des échanges dans leur diversité et leur singularité. Comment s'organisent aujourd'hui les déplacements et circulations de biens, de services, de personnes, de causes, ou encore de croyances ? Comment les flux, les mobilités, les migrations transforment-ils nos sociétés ? Comment les existences sont-elles bouleversées par les nouveaux rapports de force qui surgissent d'un monde recomposé ? Comment appréhender et saisir les interdépendances, liens et relations dans une articulation d'échelles locale, nationale et globale ? Les chercheur·e-s réuni·e-s dans cet axe entendent partager leurs savoir-faire, leurs

méthodes et leurs pratiques pour défendre - à travers la pluralité des objets, des terrains et des disciplines - la valeur heuristique d'une approche empirique des mondialisations.

Initié en 2017, l'axe *Mondialisations* s'est rapidement structuré autour d'un séminaire annuel de 24h, inscrit comme séminaire de centre dans l'offre pédagogique de l'EHESS. Animé par les 3 coordinateurs de l'axe (Lucine Endelstein, Guillaume Favre et Sébastien Roux), le séminaire a systématiquement alterné entre invitations extérieures et présentations des membres du laboratoire (titulaires, chercheurs invités ou en contrat post-doctoral, doctorants). Le séminaire s'était donné pour objectif premier de favoriser l'interconnaissance entre les membres des 4 équipes de recherche (CAS, CERS, CIEU, Dynamiques Rurales), et d'instaurer un dialogue interdisciplinaire entre spécialistes des circulations contemporaines. Nous avons principalement opté pour une organisation des séances par thèmes pré-identifiés afin de renforcer les liens entre chercheurs et encourager le dialogue : « migrations africaines », « genre et globalisation », « familles transnationales », « colonialisations », « refuges et réfugié-es », « mondialisation du religieux », « marchés », etc. Quelques séances se sont davantage concentrées sur des méthodes ou des techniques d'enquête afin de confronter les différentes manières de faire : « mondialisations et cartographie », « analyse de réseaux et circulations », « échelles », etc. Le séminaire - ouvert aux étudiant-e-s de master - était organisé sur une base mensuelle (8 séances de 3 heures chacune). Environ 25 personnes y ont régulièrement assisté.

L'axe a bénéficié de la vivacité des recherches sur le global à Toulouse, et des structures préexistantes. Un certain nombre de chercheurs membres de *Mondialisations* participaient également au séminaire *MoRéMi* (*Mobilité, réseaux, migrations*) du Labex SMS ; d'autres étaient investis au sein du groupe *Mondis* (*Vers une nouvelle géographie des échanges mondiaux*) ; d'autres, enfin, conduisaient depuis plusieurs années des enseignements spécialisés au sein des masters proposés à l'UT2J (« Mondialisation et colonialité » du master d'Anthropologie Sociale et Historique, « Mondes post-coloniaux » du master de Recherches et d'Etudes Sociologiques, etc.)

Ainsi, le séminaire d'axe a permis de renouveler le dialogue entre disciplines et de faire émerger passerelles et points communs. Au fur et à mesure des échanges, il est apparu que les différents participants partageaient un souci commun pour les approches dites « par le bas ». Contrairement aux lectures majoritaires de la globalisation qui l'analysent comme un processus permanent, constant, diffus, voire insaisissable, les membres de l'axe défendent tous une approche localisée des phénomènes mondiaux. Quels que soient les objets étudiés (marchés, personnes, biens, migrations, savoirs, etc.), les dispositifs d'enquête que nous défendons - s'ils sont sensibles à la pluralité et à l'imbrication des échelles - se distinguent tous par l'attention que nous portons aux agents et à leurs pratiques concrètes. Ainsi, nous nous retrouvons dans l'étude *des* mondialisations plus que de *la* mondialisation où, pour le dire autrement, dans une préoccupation partagée pour les frictions, ajustements, résistances, problèmes ou tensions qui résultent des mises en circulation, plus que pour les discours ou commentaires qu'ils peuvent susciter.

1.2. Projet : *Mondialisations, Mobilités, Circulations*

Suite aux deux années de séminaire, nous avons reformulé l'intitulé de l'axe pour souligner une évolution de notre réflexion et le déplacement progressif de certaines interrogations. En élargissant l'intitulé de l'axe aux processus corrélés à la mondialisation (tels que les mobilités ou les circulations), nous défendons une perspective plus inclusive.

Ce nouvel intitulé entend ainsi inclure de nouveaux terrains, de nouvelles perspectives et de nouveaux cas d'études développés au sein de l'unité. Il est apparu en effet que si beaucoup de membres du LISST abordent la mondialisation de manière directe dans leurs travaux, d'autres rencontrent des phénomènes de mobilités et de circulations transnationales d'individus, d'objets ou d'idées dans leurs recherches, bien qu'ils ne les abordent pas forcément directement sous l'angle de « la mondialisation ». Ce déplacement ouvre ainsi un espace d'échanges renforcé pour des réflexions innovantes ou de nouveaux objets et champs de recherche, comme les questions (post-)coloniales, les circulations de modèles, d'idées ou de savoirs, les méthodologies de visualisation des données, etc.

L'un des objectifs des années à venir sera de construire une cohérence méthodologique des approches empiriques des mondialisations : analyse de réseaux sociaux, enquêtes multi-sites, cartographies... L'axe poursuivra ses travaux sur les mobilités et les circulations transnationales avec l'ambition d'accumuler et de comparer les cas d'études. Il s'agira aussi bien d'explorer les mondialisations par le mouvement, en poursuivant les réflexions développées depuis longtemps à Toulouse, par les mobilités « en train de se faire », que par leurs incidences de plus longue durée sur les transformations sociétales et territoriales. L'apport des réflexions ouvertes dans d'autres disciplines autour du « tournant global » dans les sciences sociales étant crucial, nous veillerons à poursuivre les collaborations initiées avec d'autres chercheurs, tant présents sur le site toulousain qu'à l'extérieur.

Nous souhaitons également diversifier les activités conduites au sein de l'axe. Certes, le séminaire restera un temps central : il permet que les différents chercheurs se retrouvent à intervalles réguliers, prolongent les liens qu'ils ont commencé à tisser et intègrent les nouveaux arrivants au laboratoire (doctorants, mutation, recrutement). Le maintien du séminaire permet également d'entretenir le dialogue avec les personnes plus éloignées de ces thématiques qui, sans nécessairement s'inscrire dans les activités de l'axe, peuvent bénéficier ponctuellement de cette actualité scientifique en participant de manière moins régulière. Mais nous souhaitons aussi développer d'autres formes d'activité scientifique, davantage orientées vers la co-production et la formation. Plusieurs formats peuvent être envisagés : écoles d'été, dossiers de revue, doctorales, ateliers d'écriture, atelier de construction théorique et d'harmonisation de méthodes d'analyse (ethnographie multi-site, analyse des infrastructures relationnelles qui sous-tendent les mondialisations, analyse de réseaux transnationaux), etc.

3. Différenciations territoriales et action collective

Animatrices : Laurence Barthe, Mariette Sibertin-Blanc

1.3. Bilan

Cet axe a été créé en fin 2017, porté par des dynamiques issues d'une part d'expériences pédagogiques (notamment autour de la formation APTER), et d'autre part du programme du Labex SMS Interaction urbain-rural. Souhaitant poursuivre certaines réflexions en les élargissant à d'autres disciplines que celles de la géographie et de l'aménagement-urbanisme, une réflexion collective s'est engagée pour construire l'axe autour de trois dimensions.

1) Les différenciations territoriales : Elles renvoient aux recherches qui interrogent la grande diversité des territoires dans leur « épaisseur », leur réalité de fonctionnement au quotidien entre territoires institutionnels et territoires fonctionnels. Ces recherches s'intéressent donc à l'emboîtement des territoires vécus et administrés et à leurs interactions. Il s'agit d'appréhender des tendances transversales de portée générale (coopération, libéralisation, mondialisation, etc.) et leurs effets sur les dynamiques territoriales, tout en privilégiant, dans différentes régions du monde, les enseignements des démarches de terrain qui s'attachent aux singularités spatiales et qui font apparaître des phénomènes plus discrets d'évolution territoriale. Sont ainsi questionnés différents modèles de villes, différentes trajectoires territoriales, différents degrés de densité ou de dynamiques socio-spatiales, diversités et transformations des formes d'organisation territoriale, richesse des relations inter-territoriales, variation des modèles de développement.

2) Diversité des formes, objectifs et ressources de l'action collective : Les logiques de différenciations territoriales peuvent être analysées par le prisme des dynamiques socio-économiques et politiques, en focalisant en particulier sur la capacité d'agir des parties-prenantes. Une série de questionnements vise à comprendre l'articulation entre action publique, action collective, formes d'engagement et modes d'habiter des individus. Les ressources activées par les acteurs (ressources locales, matérielles, symboliques, relationnelles), les modèles organisationnels, tout comme les thématiques activées (habitat, alimentation, culture, transport, économie, environnement, etc.) constituent des entrées privilégiées pour comprendre dans quelle mesure les pouvoirs d'agir impactent les dynamiques territoriales - et réciproquement.

3) Une troisième dimension est à portée méthodologique, considérant les caractéristiques singulières de l'émergence des projets de recherche, de la production et de la restitution de connaissances sur les dynamiques territoriales : recherche-action et intégration dans des réseaux d'une part ; mobilisation d'outils spécifiques (productions cinématographiques et radiophoniques) d'autre part ; et enfin singularité de l'approche compréhensive dans le cadre d'une démarche de recherche interdisciplinaire. La question du transfert se pose dans les trois cas - à la fois le transfert didactique par la pédagogie et le transfert du monde de la recherche vers la société civile, le monde professionnel et de l'expertise.

Malgré des difficultés rencontrées dues au contexte de l'université en 2018, plusieurs séminaires se sont tenus entre décembre 2017 et mai 2019 : Méthodes de production et de diffusion des connaissances : quelles singularités, quelles évolutions notamment dans les liens avec la société civile ? ; Pouvoir d'agir au niveau local : identification, production et appropriation de l'espace ; Les différenciations territoriales lues à travers le rapport à la nature et la mobilisation des ressources ; Le "bien vivre" : nouveau paradigme du développement territorial ? ; Les différenciations territoriales : approches géographiques, approches juridiques. A l'issue de ces premières séances, deux thématiques semblent se dégager et devraient structurer la suite des réflexions : celle du « bien vivre » comme paradigme d'action individuelle et collective et de développement territorial ; celle de la différenciation interrogée à partir des facteurs, des enjeux mais aussi des effets (catégorisations, hiérarchisation, production d'action publique, etc.).

1.1. *Projet*

La dynamique enclenchée permet désormais de considérer la question des différenciations territoriales comme la thématique centrale du projet de l'axe. En effet, l'actualité scientifique à l'échelle française et européenne sur l'analyse des dynamiques territoriales à l'œuvre ces dernières années a beaucoup insisté sur les fractures, les discontinuités voire les oppositions entre espaces (C. Guilly, J. Lévy, etc.). De nombreux indicateurs et des typologies diverses ont été également élaborés à des fins de catégorisation, voire de hiérarchisation en particulier pour donner des cadres opérants pour les interventions publiques (CGET, INSEE). L'actualité sociale plus récente a par ailleurs favorisé des discours très tranchés quant à l'analyse des effets des dynamiques territoriales sur les conditions de vie de la société, créant des oppositions que des enquêtes réalisées sur le terrain au sein du LISST viennent nuancer : les espaces périurbains pourraient-ils incarner à ce point, et à eux seuls, le malaise social et politique exprimé par les gilets jaunes ? Enfin, sur le plan de l'analyse des politiques publiques, plusieurs études pointent les effets croissants mais différenciés des capacités politiques des territoires (Pasquier, 2016). Le croisement des travaux réalisés au LISST avec d'autres contributions (ceux de E. Charmes et R. Pasquier par exemple) semble pouvoir éclairer de manière plus nuancée la question des différenciations territoriales.

En effet, en s'intéressant davantage au vécu des individus, à leurs trajectoires spatiales (quotidiennes, résidentielles, de loisirs), à leurs représentations - impliquant de ce fait des sentiments plus intimes - et en analysant des formes d'organisations collectives locales, les positionnements de recherche au sein du LISST semblent pouvoir donner une lecture transversale des ressorts des différenciations territoriales et permettre de construire une approche renouvelée des dynamiques territoriales en questionnant de nouveaux concepts. Plusieurs recherches en cours mobilisent le concept de « bien vivre » comme cadre d'analyse, notamment du paradigme de développement territorial et de l'objectif d'installation résidentielle. Les travaux conduits au sein de l'axe ont ainsi pour visée de mieux cerner ce concept, en croisant les approches sud-américaines et européennes, tout comme celui de la « vulnérabilité » qui est de plus en plus convoqué pour appréhender les trajectoires sociales et territoriales. Dans cette perspective, l'action collective énoncée initialement comme une dimension importante de l'axe n'est pas écartée, au contraire, elle est à considérer comme une composante majeure de l'analyse des différenciations territoriales.

Le projet d'axe se concentre également sur la dimension méthodologique nécessaire à la bonne appréhension des problématiques de différenciations territoriales et à la diffusion des

connaissances acquises sur cet objet sensible. Ainsi, l'axe se donne comme première ambition d'être un espace de réflexion sur la diversité des opportunités et modes de production de connaissance. L'importance de la pratique de la recherche-action chez les chercheurs impliqués dans cet axe, tout comme la mobilisation (et la relecture) de travaux d'étudiants encadrés également par les membres de l'axe constituent, entre autres, des supports de production mais aussi probablement de contenus à valoriser, à retravailler et à mieux diffuser. L'orientation en faveur de l'empirisme et l'attachement au terrain que les échanges de cet axe ont favorisés permettent par ailleurs de valoriser des dispositifs de production scientifique singuliers et pertinents à partager (exemple de la production filmique, d'ateliers d'ethnographie urbaine, etc.). Par ailleurs, la réflexion initiée sur les modalités de restitution et de la mise en débat de la connaissance scientifique, en particulier auprès de ceux qui ont été sollicités (dans le cadre d'entretiens personnels par exemple) mérite d'être poursuivie dans les activités de cet axe.

Dans son fonctionnement, l'axe s'appuiera sur au moins 4 modalités de production : La poursuite d'un séminaire régulier qui permet d'échanger entre membres, mais aussi de solliciter des intervenants extérieurs pour mettre en dialogue regards sur les concepts, questions émergentes, méthodes, disciplines ; Le développement de méthodes spécifiques pour favoriser la circulation dynamique des connaissances et des questionnements : terrain collectif, arpentage de textes, résidence d'écriture ; Le maintien/renforcement des liens entre les questionnements portés par cet axe et les activités pédagogiques (masters, licences professionnelles) ; L'émergence d'un projet de recherche propre à l'axe, qui permette à la dynamique pluridisciplinaire et pluri-équipe de conforter un positionnement singulier sur l'analyse des différenciations territoriales.

4. Innovations et société

Animateurs : Julien Figeac Béatrice Milard

1.1. Bilan

L'axe *Innovations et société* prolonge tout en le transformant l'axe *Innovation et savoirs : réseaux, médiations, territoires* présent dans le précédent projet de laboratoire. Il a été mis en place en 2017 dans le but de favoriser les échanges entre les membres des équipes du LISST autour des thématiques qui renvoient à la question de l'innovation sous toutes ses formes, de la plus ordinaire à la plus spécifique. Pour cela, nous avons organisé un séminaire de recherche interdisciplinaire qui référence et labélise, parmi les séminaires organisés par les différentes équipes, des séances comme relevant du périmètre des thématiques de l'axe. Notre ambition était de mettre en évidence le fait que les initiatives de chaque équipe recèlent en grande partie les ressources pour alimenter les échanges interdisciplinaires et les collaborations au sein de l'unité.

Ainsi, chaque année, 6 séances de séminaires ont été fléchées comme relevant du vaste champ de l'axe *Innovations et société*. Citons, par exemple, les réseaux territoriaux d'innovation et le développement local de l'agriculture biologique, les innovations sociales relatives à la transition agroécologique, les impacts sociétaux de la robotique, la dynamique relationnelle dans l'implantation des start-ups toulousaines, etc. Ce vaste champ thématique et la démarche inclusive de ce séminaire ont amené une cinquantaine de membres du LISST, chercheur.es et enseignant.e.s chercheur.e.s, doctorant.e.s, post-doctorant.e.s, étudiant.e.s, stagiaires, etc. à participer aux séances ainsi labellisées. Les séances des séminaires sont le plus souvent structurées autour des présentations de chercheurs extérieurs, invités par les différentes équipes.

Dès lors, il s'est avéré pertinent de créer un autre événement visant à compléter ce projet scientifique et permettant cette fois aux membres de l'axe de présenter leurs travaux. C'est ainsi que la journée de l'axe *Innovations et société* a été mise en place à partir du printemps 2019. Cinq membres du LISST ont alors pu présenter leurs recherches et la manière dont ils se saisissent du thème de l'innovation depuis leurs disciplines respectives. Au terme de ces présentations, les membres de l'axe ont pu évaluer la diversité de leurs approches afin de réfléchir collectivement au projet qui va structurer les collaborations durant les années à venir.

1.2. *Projet : Vers une approche interdisciplinaire et multi-échelle des ancrages sociaux des innovations*

L'innovation se distingue de l'invention et de la créativité. L'innovation est une activité, toujours collective, qui se déploie et se diffuse de manière non linéaire. Il s'agit d'un processus turbulent qui repose sur de nombreuses incertitudes dont il est nécessaire de mieux connaître les ancrages sociaux.

L'innovation résulte d'incertitude et peut produire de l'incertitude. Tout d'abord du point de vue des usages et des usagers où les utilisateurs, dans certaines conditions sociales, peuvent devenir des innovateurs, en déplaçant l'usage d'un objet ou d'une technique, son adaptation, son extension à d'autres usages, son détournement, sans que ce soit prévu par les concepteurs des objets ou des techniques.

Cette incertitude en jeu dans le processus d'innovation n'est pas toujours le fait des usages et des utilisateurs individuels, mais aussi du milieu social au sein duquel elle trouve - ou pas - à se développer. D'une manière générale, il n'est pas rare d'observer, au cours du processus de mise en place des innovations, des résistances normatives, des conflits explicites ou tout au moins la négociation de compromis, notamment dans les contextes organisationnels. Les résistances peuvent être verticales (hiérarchiques) ou horizontales (entre pairs), donner lieu à des controverses au cours desquelles sont discutées, mobilisées, transformées les innovations.

Mais, les innovations peuvent se diffuser sur un temps plus long, et il convient dès lors de chercher à saisir des « modèles » de diffusion. Des anthropologues ont parlé de « réinterprétation créatrice ». Des travaux inspirés des théories de Tarde présentent l'imitation comme le moteur interindividuel des innovations. Il arrive aussi qu'on mobilise des modèles de type épidémiologique pour suivre les innovations. On peut aussi plus simplement s'interroger sur les critères de l'adoptabilité des innovations, les caractéristiques des adoptants et en dégager les dynamiques temporelles.

Au-delà de ces perspectives qui appréhendent l'innovation plutôt du point de vue des individus, on s'intéresse également aux relations sociales et à la manière dont elles participent à l'émergence et la diffusion d'une innovation. Cet intérêt pour le maillage relationnel permet d'interroger l'origine institutionnelle de certaines innovations pour suivre leurs parcours. On privilégie aussi une entrée territoriale pour dégager les enjeux spatiaux de l'innovation. Quel que soit leurs conclusions, ces travaux partent toujours du principe que la découverte, l'invention, doit se frayer un chemin dans le corps social pour acquérir son statut d'innovation.

D'autres perspectives ajoutent l'idée que l'innovation est aussi une manière différente, alternative voire critique, de pratiquer une activité sociale. Dans ces conditions, il n'y a pas vraiment d'inventeur et d'usagers, ni de pionniers ou de retardataires et l'enjeu ne réside plus dans la diffusion d'une nouveauté mais dans la manière de réaliser l'activité. On parle alors d'innovation sociale. Dans une grande majorité des cas, c'est le domaine économique qui est concerné et la notion d'innovation sociale est souvent associée aux activités relevant du secteur particulier qu'est l'économie sociale et solidaire. Mais d'autres secteurs d'activité sont concernés, tels que le « care » et la solidarité, le « développement durable » et l'environnement, l'agroécologie, la santé, l'emploi, etc. On associe alors l'innovation sociale au progrès pour la collectivité, ou au bien-être et la qualité de vie (ce qui est discuté et discuté). L'innovation sociale est alors vue comme une réponse à des problèmes, apportée sous la forme d'une organisation, d'un dispositif ou d'un service, souvent liés à des mouvements sociaux qui les portent et qui contribuent à la transformation des rapports sociaux au sein de l'espace social considéré.

Cette prise en compte multi-échelle de la dimension sociale des innovations caractérise la singularité de l'apport des membres du LISST à ce champ scientifique. La convergence interdisciplinaire de leurs regards les incite à ne pas réduire les innovations à leurs dimensions économique ou technique, ni au travail des ingénieurs et à ce qui se joue dans les coulisses de l'innovation. Les membres de l'axe *Innovations et société* cherchent à inscrire ces dimensions dans une perspective plus générale en prenant en compte l'ancrage social des innovations. Pour

cela, ils appréhendent les innovations depuis les multiples figures possibles de l'utilisateur, allant des créateurs de start-ups aux usagers des technologies numériques, en passant par les consommateurs, les agriculteurs, les seniors, les migrants ou les publics défavorisés.

Cette ouverture aux enjeux sociaux installe dans une rupture, dans une certaine réflexivité par rapport aux processus d'innovation qui se traduit par la participation des membres de l'axe à des dispositifs de transferts des savoirs, par exemple auprès des membres de la société civile ou de publics spécifiques d'utilisateurs (les seniors, etc.). Ce transfert peut prendre la forme d'une implication dans la mise en place de dispositifs concrets d'innovation sociale relatifs par exemple aux environnements de vie, aux aménagements de l'habitat ou aux aménagements urbains, l'accès à des services, etc.

Le projet des membres de l'axe *Innovations et société* réside dans cette volonté de continuer à explorer les ancrages sociaux des innovations depuis ces quatre perspectives convergentes : 1. les innovations dans les espaces économiques et organisationnels ; 2. les *innovations sociales* et le champ dit de l'économie sociale et solidaire ; 3. Les innovations technologiques et les logiques d'appropriation mises en œuvre par leurs utilisateurs ; 4. Les innovations telles qu'elles peuvent être appréhendées en amont et en aval des activités de recherche dans les laboratoires scientifiques.

Ces dimensions de l'innovation seront ainsi explorées au cours des années à venir sous une perspective scientifique interdisciplinaire soucieuse d'œuvrer à la mise en place de dispositifs participatifs impliquant les usagers et les acteurs de la société civile.

5. Parcours de vie et inégalités : GENre, Santé, Territoire, relations (GESTES)

Animatrices : Anita Meidani, Corinne Siino, Chantal Zaouche Gaudron

1.1. Bilan

L'axe GESTES invite à réfléchir aux trajectoires individuelles, dès la petite enfance jusqu'à des âges plus avancés, et à leurs modalités de construction institutionnelle au prisme des questions de santé, de genre, d'éducation, de travail et d'emploi, de liens familiaux et de configurations spatiales. Dans une visée analytique interdisciplinaire (sociologie, psychologie, anthropologie, géographie), l'axe prend appui sur des dispositifs méthodologiques mixtes et vise à favoriser une mise en débat de ces méthodologies.

La première année 2016-2017 a été consacrée à la construction de ce nouvel axe qui résulte de la fusion de deux axes du quinquennal précédent (Genre et Santé). Il s'est agi d'une part d'explorer les inégalités étudiées depuis le point de vue des acteurs et des actrices, l'approche expérientielle et les « capacités », et d'autre part d'analyser des politiques publiques, familiales, de santé, de genre et de territoire, susceptibles d'impacter ces inégalités et inversement. La question centrale de cette réflexion pourrait alors se formuler ainsi : qu'est-ce qui participe à produire des expériences de vulnérabilité et des parcours de vie inégalitaires ? Fournir des éléments de réponse à cette question revient à s'attacher tour à tour aux différents déterminants et processus de production de ces trajectoires : le genre, l'origine culturelle, l'appartenance socio professionnelle mais aussi les aires géographiques et les territoires, les politiques publiques, les environnements socio-économiques et culturelles, etc.

Durant l'année 2017-2018, seulement deux demi-journées d'études ont pu se tenir en raison des mouvements sociaux au sein de l'université. En revanche, au cours de l'année 2018-2019, plusieurs rencontres ont eu lieu : *Parcours de santé, Parcours de genre ; Vulnérabilités et parcours de prise en charge dans des contextes de désertification* ; le Colloque interdisciplinaire international *Bébé, petite enfance en contextes* (<https://blogs.univ-tlse2.fr/beco/>) ; la journée d'étude *Autour du Sentiment de l'(In)utilité Sociale : Parcours de Vie & Avancée en Âge*. Ces contributions rendent compte des objets variés, situés à l'intersection des inégalités sociales : parcours de santé, vieillissement et sentiment d'inutilité sociale, minorités sexuelles, désertification et vulnérabilité, dynamiques relationnelles. Elles ont en commun d'interroger les liens entre l'ordre social, le changement et l'action individuelle à partir de terrains situés en France, en Suisse ou encore au Canada.

Une des fausses évidences qu'interrogent les travaux de l'axe renvoie à l'approche catégorielle et discute le terme « genre » qui figure dans le titre de l'axe. Le terme que nous affichons n'est pas réductible à sa dimension sexuée. Une partie de cet axe se déploie d'ailleurs en deçà ou aux côtés de la binarité des catégories de genre. Loin d'une classification dichotomique des corps, conçue comme la résultante d'une définition biomédicale, les travaux présentés dans l'axe montrent que la perspective de parcours de vie fournit une des approches les plus prometteuses à l'égard de la compréhension des rapports sociaux et des relations sociales. Pour relever le défi, les travaux croisent des catégories de genre avec des catégories « racialisées », « classistes », d'âge et/ou de génération. Les contributions avancent donc vers une codétermination du biologique et du social, mais montrent aussi la difficulté d'appliquer un regard méthodologique intersectionnel. La majorité de travaux qui prétendent relever de l'intersectionnalité combine simplement des dimensions de la stratification sociale en passant d'une perspective catégorielle à une autre. Cherchant à éviter ce risque, l'axe aborde la théorisation des inégalités sociales au travers d'une approche relationnelle.

Quant à la coprésence des regards disciplinaires mentionnée *supra*, elle n'est pas hasardeuse. Dans la lignée des fondateurs du paradigme de parcours de vie, elle indique des orientations analytiques en équilibre. Plus spécifiquement, le paradigme des parcours de vie a bénéficié des contributions de plusieurs traditions de recherche. Si durant les années 70, les premiers travaux qui relèvent de parcours de vie se centrent sur les séquences de rôles, ce modèle d'analyse devient rapidement caduc en raison de son incapacité à expliquer l'irrégularité et le changement, initiant l'introduction du concept interactionniste de carrière. Questionner le parcours de vie à partir de ce qu'il contient de dynamique permet de revisiter de nombreux concepts trop souvent appréhendés de manière statique.

1.2. Projet

Au terme des trois années d'existence de l'axe GESTES, il apparaît que questionner les expériences sociales à partir de la théorie de parcours de vie revient aussi à adopter une façon particulière de conceptualiser le temps. Ce dernier est considéré comme un produit culturellement, socialement et individuellement construit. Les trajectoires individuelles comprennent différents éléments qui altèrent la linéarité de parcours. Il s'agit de transitions, des formes d'imprévisibilités ou de tournants. Au-delà des facteurs sociodémographiques et institutionnels mobilisés pour rendre compte de transitions, l'analyse met l'accent sur leur apparition, leur synchronisation et leur variabilité. En effet par rapport aux calendriers sociaux, les transitions peuvent être qualifiées comme à temps (*on time*) ou hors séquence, autrement dit décalées (*off-time*), soit tardives soit précoces. Généralement les transitions ayant lieu en dehors des séquences habituelles entraînent des conséquences sur le parcours de vie dans son ensemble, dans la mesure où ces transitions ont un effet déterminant de la sorte la suite du parcours. C'est pourquoi il est aussi important de situer chaque transition dans l'ensemble de la trajectoire, sans l'isoler. Se distinguant des transitions, les expériences renvoient davantage à des tournants, appelés aussi bifurcations, impliquant un changement substantiel de direction dans le parcours de vie, et des effets durables et persistants à long terme. C'est la nature de ces effets qu'il nous semble intéressant d'observer et d'analyser. Mais nos échanges ont souligné l'intérêt d'un regard critique sur les diverses méthodologies utilisées pour interpréter ces effets.

Sur le plan méthodologique, les travaux présentés dans l'axe étudient les situations et les discours constitutifs de ces configurations, à partir des études qualitatives et/ou quantitatives, parfois dans une perspective longitudinale. A propos des recherches qualitatives, un parcours de vie désigne des « phénomènes dynamiques » qui évoluent dans le temps. Rendre compte de la nature processuelle revient à appréhender le parcours de vie non seulement comme une série de séquences linéaires, mais aussi comme l'expression des rapports sociaux. L'entretien est l'outil le plus souvent mobilisé pour de tels exercices. Dans l'approche biographique, l'histoire d'un individu, racontée de façon improvisée, s'articule autour d'événements, de situations et d'actions, permettant d'avoir une vue d'ensemble des processus. Mais l'entretien permet aussi aux participants de se positionner, de se justifier et d'exercer leur réflexivité. L'analyse des entretiens biographiques accorde une grande importance aux structures du langage, puisqu'elles

révèlent la perception des individus sur le monde et sur eux-mêmes. Un récit de vie est toujours situé dans un moment ou un contexte donné. S'il donne accès à l'expérience du participant, il révèle aussi des représentations sociales et un rapport à son environnement.

Quant aux études quantitatives, une question qui s'apparente plutôt à une limite émerge. Nous la formulons en nous attardant sur le lien que le genre entretient avec la santé. Pouvons-nous logiquement traiter le genre comme une variable indépendante et l'état de santé comme une variable dépendante, sans retomber sur l'idée d'une catégorisation selon laquelle les effets du genre sur la santé correspondent, peu ou prou, aux différences biologiques mises en exergue par le modèle biomédical du corps ? Et pourtant ce cadre de pensée binaire et causal perdure, même si le caractère social des relations de genre est visible au sein des connaissances biomédicales. C'est en ayant recours à des dispositifs méthodologiques mixtes que les travaux cherchent à contourner cette limite.

Les différents échanges, qui seront articulés autour de ces problématiques lors de journées d'étude au cours du prochain contrat, pourraient donner suite à la mise en chantier d'un ouvrage collectif associant en premier lieu les enseignants-chercheurs, chercheurs et doctorants du laboratoire.

1. BILAN	2
1. Présentation de l'unité	2
2. Politique scientifique	6
3. Produits et activités de la recherche de l'unité	10
4. Présentation de l'écosystème recherche de l'unité	13
5. Formation par la recherche	15
6. Faits marquants	17
2. Organisation et vie de l'unité	21
1. Pilotage, animation, organisation de l'unité	21
2. Instruments dont l'unité s'est dotée en matière de politique des ressources humaines, d'animation scientifique	22
3. PROJET ET STRATÉGIE À CINQ ANS	26
1. Analyse SWOT	26
2. Structuration, effectifs et orientations scientifiques	27
4. LES EQUIPES (bilan et projet)	32
1. Le Centre d'anthropologie sociale (CAS)	32
2. Le Centre d'Etude des rationalités et des savoirs (CERS)	36
3. Le Centre Interdisciplinaire d'Etudes Urbaines (CIEU)	40
4. Dynamiques Rurales	43
5. LES AXES (bilan et projet)	48
1. ENVIES - ENVIronnement Et Sociétés	48
2. Mondialisations	49
3. Différenciations territoriales et action collective	51
4. Innovations et société	53
5. Parcours de vie et inégalités : GENre, Santé, Territoire, relationS (GESTES)	55
6. ANNEXES	58
1. Annexe 1 : Lettre d'engagement	58
2. Annexe 2 : Organigramme fonctionnel	59
3. Annexe 4 : Produits et activités de la recherche	60